



**Comprendre et combattre
l'extrême droite à l'ère
de la crise climatique**

JÉRÔME SPIELMANN

antifa.eco

Jérôme Spielmann

Essai d'écologie politique antifasciste

*Comprendre et combattre
l'extrême droite à l'ère de la crise
climatique*

antifa.eco

Editeur: Jérôme Spielmann (antifa.eco, contact@antifa.eco)

Dépôt légal: octobre 2025

ISBN: 979-10-424-9330-1

© Spielmann Jérôme

Imprimé à la demande en France

Publié en auto-édition sur [Bookelis.com](https://bookelis.com) en septembre 2025

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays. L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de ce livre.

Couverture: Christoph Stettler, stettlerbros.pictures

Sommaire

Introduction.....	7
--------------------------	----------

Description de la crise en cours.....	25
--	-----------

Chapitre 1: Crise écologique mondiale.....	27
--	----

Chapitre 2: Renforcement de l'extrême droite.....	53
---	----

Chapitre 3: Développement parallèle des crises...	87
---	----

Chapitre 4: «Écologisme» d'extrême droite.....	109
--	-----

Capital, crise écologique et fascisme.....	125
---	------------

Chapitre 5: Classes sociales et capital.....	127
--	-----

Chapitre 6: Capitalisme et écologie.....	153
--	-----

Chapitre 7: Migrations et idéologies d'exclusion sacrificielle.....	187
--	-----

Chapitre 8: Fascismes historiques.....	215
--	-----

Chapitre 9: Définition et idéologies du fascisme	237
--	-----

Chapitre 10: Classes et vote d'extrême droite.....	255
--	-----

Chapitre 11: Fascisme et crise.....	271
-------------------------------------	-----

Pistes pour sortir de la crise.....	289
Chapitre 12: Un écologisme anticapitaliste.....	291
Chapitre 13: Une stratégie populaire et anti- impérialiste.....	331
Chapitre 14: Une écologie politique antifasciste	367
Conclusion.....	385
Remerciements.....	391

INTRODUCTION

La situation est désespérante. Alors que les conséquences désastreuses du réchauffement climatique sont de plus en plus manifestes, les origines de cette crise sont occultées et les moyens d'y remédier semblent plus lointains que jamais. Les illustrations de cela sont partout.

Dans un meeting de campagne, deux jours avant son élection en 2024, Donald Trump affirme ainsi que le réchauffement climatique est un canular. Pour le prouver, il indique les températures relativement basses

enregistrées au moment où il parle.¹ Lors de sa visite à Mayotte après le passage de l'ouragan Chido, Marine Le Pen critique le plan de reconstruction gouvernemental. Elle soutient qu'il n'aborde pas la question de «l'immigration clandestine», comme si la catastrophe n'était pas naturelle, mais migratoire.² En Espagne, après les inondations désastreuses en octobre 2024, c'est le parti d'extrême droite climatonégationniste Vox qui profite de la catastrophe. Il réussit à blâmer la gauche pour la gestion de la crise, malgré la responsabilité évidente du gouvernement de droite au pouvoir.³ Sur les réseaux sociaux, des théories

¹ McDonald, J. (2024, septembre 9). Trump Clings to Inaccurate Climate Change Talking Points. *FactCheck.Org*. <https://www.factcheck.org/2024/09/trump-clings-to-inaccurate-climate-change-talking-points/>

² A Mayotte, Marine Le Pen critique le plan de reconstruction du gouvernement. (2025, janvier 5). *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/01/05/a-mayotte-marine-le-pen-critique-le-plan-de-reconstruction-du-gouvernement_6482763_823448.html

³ Cassard, J. (2024, novembre 5). *Inondations en Espagne : Les lourdes erreurs de la droite au pouvoir*. Reporterre. <https://reporterre.net/Inondations-en-Espagne-les-lourdes->

du complot viennent ajouter une couche supplémentaire de confusion. Ainsi, lors des incendies dévastateurs à Los Angeles en décembre 2024, des vidéos très populaires sur TikTok expliquaient que les feux avaient été allumés volontairement pour détruire les preuves de crimes sexuels commis par «l'élite hollywoodienne».⁴

Pour ne rien arranger, ce renforcement de l'extrême droite et la diffusion de ses idées servent aussi à criminaliser des mouvements écologistes et sociaux qui se battent pour une véritable sortie de la crise. Dans les médias français, les activistes radicaux qui s'opposent à des bassines de rétention d'eau illégales ou occupent des sites d'entreprises responsables de la crise climatique sont ainsi dépeints comme étant «terroristes».⁵ Alors, qu'en parallèle, les médias

[erreurs-de-la-droite-au-pouvoir](#)

⁴ Doan, L., & Delzer, E. (2025, janvier 16). *Wildfire conspiracy theories are going viral again. Why?* - CBS News. CBS News. <https://www.cbsnews.com/news/wildfire-conspiracy-theories-viral-fact-check/>

⁵ Cazorla, A. (2023, juin 21). *Comment la presse de droite construit l'« ennemi écolo »*. Reporterre.

minimisent le vrai terrorisme d'extrême droite, comme le montre le traitement journalistique de l'attentat à Magdebourg par un sympathisant du parti extrémiste allemand AfD.⁶ De même, la légitimation du discours d'extrême droite pousse une partie de l'électorat à préférer une vision raciste, dans laquelle les problèmes seraient causés par les étrangers et les migrants, à celle des forces progressistes qui tentent d'allier la justice sociale avec la transition écologique.

En fait, la crise actuelle semble avoir deux faces. D'un côté, c'est la planète qui se réchauffe, causant des effets dévastateurs sur les habitants de la Terre. De l'autre, ce sont les idéologies les plus morbides de l'histoire qui renaissent, entraînant notre système dans

<https://reporterre.net/Comment-la-presse-de-droite-construit-l-ennemi-ecolo>

⁶ Vincent, T. (2025, janvier 29). *Magdebourg : Le profil du tueur ne correspond pas aux attentes des médias français et de l'extrême droite*. Blast.

https://www.blast-info.fr/articles/2024/magdebourg-le-profil-du-tueur-ne-correspond-pas-aux-attentes-des-medias-francais-et-de-lextreme-droite-aca0Dud0Q_y29nGzuaSAAg

un effondrement au ralenti et nous éloignant encore plus d'une solution véritable. Le réchauffement global et la multiplication des catastrophes à l'échelle mondiale coïncident avec l'essor spectaculaire d'une force politique qui nie fermement ces réalités et qui n'a aucune solution à offrir. Une telle chose était difficilement prévisible. Comme le remarque le «Zetkin Collective»: la «montée de l'extrême droite n'apparaît dans aucun modèle climatique»⁷.

Ce constat engendre différentes questions. D'abord viennent des questions analytiques. Comment ces crises écologiques et politiques sont-elles liées? Comment expliquer que la crise génère des explications et des schémas de pensée qui ne permettent, non seulement, pas de comprendre les causes de celle-ci, mais renforcent aussi des forces réactionnaires qui n'ont

⁷ Zetkin Collective. (2020). *Fascisme fossile : L'extrême droite, l'énergie, le climat*. La fabrique éditions, p.12. Le «Zetkin Collective» est un groupe international d'universitaires et d'activistes travaillant sur les écologies politiques de l'extrême droite.

aucune solution à proposer? Puis viennent des questions stratégiques. Comment, dans ce flou politique, serait-il possible de construire un mouvement écologiste et social qui propose de véritables solutions? Comment les écologistes pourraient-ils convaincre la majorité de la nécessité d'agir contre la crise climatique, si les gens attribuent celle-ci à des causes qui n'en sont pas? Comment faudrait-il s'opposer aux forces sociales qui mènent à cet état de fait?

Ces questions sont fondamentales non seulement pour les partis et mouvements écologistes, mais aussi pour toutes celles et ceux qui refusent de se résigner. Elles concernent, en fait, toutes celles et ceux qui aspirent à garantir un avenir commun à l'ensemble du vivant et souhaitent combattre une extrême droite qui entend limiter cet avenir à sa propre «race».

La première promesse de ce livre est d'apporter une réponse aux questions analytiques formulées au-dessus. Dans cette promesse, le livre ne se limite pas à mettre

en évidence les parallèles entre ces crises, mais vise également à développer une réflexion qui permet de comprendre leur articulation. Plus précisément, il entend montrer que ces deux phénomènes sont, en réalité, deux facettes de la même crise du système économique dans son entièreté. La progression parallèle de la crise écologique et du fascisme n'est pas un hasard: elle a des raisons structurelles profondes.

Concrètement, elle découle de trois aspects principaux que nous approfondirons tout au long de cet ouvrage. D'abord, les «solutions» économiques qu'une partie de la classe dirigeante envisage ressemblent de près à l'économie de guerre mise en œuvre par les régimes fascistes historiques dans un autre contexte de crise. Ensuite, la résistance écologiste et sociale, qui veut imposer une transition juste, représente une véritable menace pour le pouvoir en place. Une fois encore, les régimes fascistes historiques ont été conçus pour répondre à cette menace par la suppression

violente de la conflictualité. Finalement, dans le système capitaliste, il y a la production structurelle d'une population «excédentaire» exclue de la production, ce qui mène au retour d'idéologies d'exclusion et de «gestion» de la population. À nouveau, le fascisme promet une réponse facile en traçant les lignes selon des critères racistes et nationalistes.

Cela nous mène au but secondaire de cet essai: mettre en évidence la nécessité de l'antifascisme pour les mouvements écologistes. L'analyse esquissée au-dessus montre que les solutions les plus sérieuses à la crise écologique mettent aussi les militants écologistes dans la ligne de mire de l'extrême droite. En effet, résoudre la crise environnementale exige un conflit politique où la société s'approprie l'économie et la redirige vers une voie respectueuse de l'environnement et socialement responsable. Cette lutte remet en cause la rentabilité d'une partie de l'économie capitaliste et la

centralité de la rentabilité capitaliste en général. Elle s'oppose donc radicalement aux intérêts de certaines fractions des classes dominantes qui seront, à leur tour, tentées de s'allier avec des forces d'extrême droite pour réprimer ces forces contestataires et maintenir leur pouvoir. C'est ce développement probable qui justifie la nécessité de la pensée et de la pratique antifasciste à l'intérieur des mouvements écologistes et, en particulier, des forces parlementaires.

Ce livre sert donc aussi d'introduction à l'antifascisme. D'abord, par l'analyse des mécanismes ébauchés au-dessus, qui permettent de comprendre la nature de l'extrême droite dans le contexte de la crise écologique. Puis, par l'identification de l'apport spécifique de l'antifascisme dans les luttes écologistes. Bien sûr, en pratique, ce rapprochement est déjà souvent fait; beaucoup d'activistes écologistes sont activement impliqués dans la lutte antifasciste. Cependant, ce rapprochement se base souvent sur des

intuitions militantes. Cet essai formalise donc aussi ces intuitions.

Les réflexions entamées ici ne sont pas entièrement neuves; elles s'inscrivent plutôt dans un champ de recherche large et particulièrement actuel. Sans prétendre être exhaustifs, nous pouvons mentionner certains de ces développements ici. Dans le champ académique, différents travaux analysent les stratégies d'adaptation de l'extrême droite et de son idéologie à la crise écologique. Par exemple, le Zetkin Collective, mentionné au-dessus, met en lumière le «négationnisme climatique», c'est-à-dire l'occultation de la crise écologique ou de ses effets, et les forces sociales (souvent d'extrême droite) qui le défendent. D'autres auteurs prennent une direction différente en identifiant un «écofascisme», c'est-à-dire la récupération de certaines problématiques écologiques par l'extrême droite.⁸ Souvent, ce développement est aussi relié au

⁸ Sur cette question, voir Dubiau, A. (2023). *Écofascismes : Suivi de «L'écologie n'est pas apolitique »*. Editions Grevis

développement du «néomalthusianisme», c'est-à-dire d'une politique de restriction démographique, qui sert parfois de cadre de pensée écologique même dans des mouvements non réactionnaires. Outre ces études, des textes plus politiques font le lien entre ces deux facettes de la crise. Très tôt, des auteurs comme André Gorz ou Bernard Charbonneau soulignent ainsi les potentialités autoritaires de l'écologie des États capitalistes.⁹ Un autre livre récent identifie lui un «nationalisme de désastre» («disaster nationalism») qui représente une forme de gouvernance «préfasciste» renforcée par les catastrophes climatiques.¹⁰ Le collectif militant «Out of the Wood», quant à lui, développe, dans un recueil

et Madelin, P. (2023). *La tentation écofasciste—Écologie et extrême droite*. Écosociété.

⁹ Sur ce point, voir Madelin, *La tentation écofasciste*, op.cit., pp.39-46.

¹⁰ Seymour, R. (2024). *Disaster Nationalism : The Downfall of Liberal Civilization*. Verso Books.

récent, des stratégies très utiles pour réfléchir à une sortie de la crise.¹¹

Dans ce livre, nous nous inscrivons dans ce champ d'études, mais nous proposons une approche et adoptons une forme quelque peu différentes. D'abord, nous ne considérons pas la montée de l'extrême droite et l'intensification de la crise écologique comme deux éléments parallèles, mais distincts. Au contraire, nous voulons mettre en lumière les mécanismes historiques et politiques qui peuvent expliquer leur renforcement conjoint. Nous soutiendrons aussi que c'est cette compréhension qui permet d'établir les fondements d'une écologie politique antifasciste. Par rapport aux études qui insistent sur les potentialités autoritaires de l'écologie capitaliste, nous insisterons sur le rôle spécifique du fascisme, en revenant aussi sur son histoire.

¹¹ Out of the Woods. (2020). *Hope Against Hope*. Common Notions.

Ensuite, nous nous distinguons sur la forme. Ce livre est une intervention politique qui n'a pas la prétention d'être un travail académique. D'abord, il ne se limite pas à l'analyse, mais propose des réflexions, des arguments et des stratégies qui doivent permettre de s'opposer concrètement au fascisme. Outre des références aux études, le texte s'appuie donc aussi sur des références plus politiques, comme le marxisme et, en particulier, la pensée de Daniel Guérin. Ensuite, il met l'accent sur une présentation méthodique de diverses notions et controverses qui doivent servir dans la lutte aujourd'hui. Par exemple, il examine la notion de «classe», le matérialisme historique ainsi que des débats plus récents autour de la décroissance. À cet égard, ce livre a la vocation d'être un genre de manuel pour comprendre et combattre le fascisme à l'ère de la crise climatique.

Cet essai est divisé en trois parties et quatorze chapitres. La première partie est intitulée «Description

de la crise en cours» et composée des quatre premiers chapitres. Elle décrit deux états de fait, qui semblent au premier abord très distincts, et montre ensuite qu'en réalité, ceux-ci sont liés. Le [Chapitre 1](#) met en évidence l'urgence de la situation environnementale et souligne l'ampleur des mesures nécessaires pour sortir de cette crise. Le [Chapitre 2](#) examine la résurgence de l'extrême droite dans les pays du Nord à travers ses différentes manifestations : les formes parlementaires, les milices et les actes de terrorisme. Le [Chapitre 3](#), qui présente dans les grandes lignes l'argument principal de l'ouvrage, montre comment ces deux crises sont liées. En particulier, il montre comment la crise écologique, dans le cadre du système actuel, peut renforcer l'extrême droite. Enfin, le [Chapitre 4](#) résume les conceptions (pas forcément positives) de l'écologie dans les idéologies d'extrême droite, c'est-à-dire, les méthodes que l'extrême droite emploie pour s'adapter à la crise écologique.

La deuxième partie, intitulée «Capital, crise écologique et fascisme» et composée des sept chapitres suivants, explique dans le détail les liens entre les deux crises abordées dans la partie précédente. Le [Chapitre 5](#) commence par introduire la notion essentielle de «classe», qui servira tout au long de l'ouvrage. Le [Chapitre 6](#) s'intéresse aux liens entre la crise écologique et le capitalisme, aux solutions proposées dans ce système, ainsi qu'à sa responsabilité dans la situation actuelle. Le [Chapitre 7](#) examine comment le capitalisme génère une population «excédentaire» et favorise le développement d'idéologies qui justifient l'exclusion violente d'une partie de la population de l'accès aux ressources. Un exemple emblématique de cela est le développement de positions anti-migrants, dans une phase d'intensification des flux migratoires internationaux. Le [Chapitre 8](#) donne un aperçu des fascismes historiques en Allemagne et en Italie. Il revient sur les conditions historiques d'émergence de ces régimes et accorde une attention particulière à leur

dimension économique. Le [Chapitre 9](#) souligne ensuite la nécessité et la difficulté de formuler une définition rigoureuse du fascisme. Si l'idéologie demeure cruciale pour appréhender les spécificités de chaque apparition du fascisme, elle ne suffit pas à le définir en général. Le chapitre argumente qu'il est impossible de saisir pleinement la nature du fascisme sans en considérer sa relation au pouvoir, et son caractère matériel et processuel. Le [Chapitre 10](#) commence l'étude de ces aspects matériels en étudiant la question centrale des intérêts de classe que défend le fascisme. Pour ce faire, il examine, entre autres, certains mécanismes qui permettent de comprendre le vote d'extrême droite. Enfin, le [Chapitre 11](#) poursuit l'examen des intérêts de classe en jeu. Il insiste sur la fonction économique fondamentale du fascisme: favoriser la circulation des marchandises et maintenir la rentabilité dans un contexte de crise par l'exercice d'une violence systémique. Mis ensemble, ces chapitres montrent donc

de manière détaillée pourquoi le fascisme se renforce à l'aune de la crise climatique.

La dernière partie, qui est intitulée «Pistes pour sortir de la crise» et composée des trois derniers chapitres, ébauche quelques pistes pour s'attaquer, à la fois, à la crise écologique et au fascisme. Le [Chapitre 12](#) procède à la description de deux approches écologistes essentielles: la décroissance et l'écomodernisme. En considérant les apports et les défauts de ces deux approches, il propose une synthèse possible, en soulignant un but fondamental commun: la lutte pour une économie planifiée au service de la majorité. Le [Chapitre 13](#) donne forme à la revendication abstraite proposée dans le chapitre précédent en insistant sur la nécessité du parti de masse et d'une stratégie anti-impérialiste. Finalement, le [Chapitre 14](#) insiste sur l'apport spécifique de l'antifascisme dans la lutte écologiste et argumente que les écologistes doivent se saisir d'une partie des tâches de l'antifascisme. En

même temps, à travers l'exemple de la lutte pour le droit des migrants, il tente de poser les bases d'une véritable écologie politique antifasciste.

DESCRIPTION DE LA CRISE EN COURS

Chapitre 1: Crise écologique mondiale

Jamais dans l'histoire de l'humanité, notre impact sur la planète n'a été aussi bien documenté ni les conséquences aussi inquiétantes. La réalité de la crise écologique ne fait plus de doute, autant du point de vue de la science que du sens commun.

Sur le plan de la science climatique, le rapport principal mettant en lumière ce phénomène est celui du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Il a été publié pour la première fois en 1990, puis régulièrement jusqu'au sixième, paru entre 2021 et 2023. Ce rapport détaille les trois faits suivants: la température moyenne de la terre augmente, la cause de cette augmentation est l'émission dans l'atmosphère de gaz à effet de serre, en particulier du CO₂ et, avant tout, l'inaction face à cette crise aura des

conséquences catastrophiques.¹² Pour mesurer cette augmentation, la période de référence est la fin du XIXe siècle (1850-1900), qui correspond à la première période d'observations fiables avec une couverture géographique suffisante. Le sixième et dernier rapport du GIEC en date fait état d'un réchauffement du climat extrêmement intense et rapide par rapport à cette période. Dans celui-ci, il est établi que les températures globales de surface étaient de 1,1 °C plus élevées durant la période allant de 2011 à 2020 qu'à la fin du XIXe siècle.

Du point de vue de l'expérience ordinaire, le réchauffement ne fait plus de doute non plus. Les années 2023 et 2024 ont été les années les plus chaudes jamais enregistrées, avec une température moyenne

¹² Voir IPCC. (2023). *Climate Change 2023 : Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (eds.)]*. IPCC. Toutes les références suivantes se rapportent à cette version.

globale dépassant de 1,4 °C, respectivement 1,6 °C, la moyenne observée à la fin du XIXe siècle.¹³ En 2024, l'écart de la température moyenne a ainsi dépassé la valeur symbolique de 1,5 °C, ce qui correspond à l'objectif limite fixé par les Accords de Paris en 2015. Les effets catastrophiques d'une telle variation de la température moyenne sont, à présent, aussi évidents. L'argument qui tentait de minimiser la crise n'est plus recevable.

Les effets catastrophiques de la crise en cours

Depuis le début de la crise, la fréquence et l'intensité des catastrophes météorologiques extrêmes, telles que les inondations, les sécheresses et les méga-incendies,

¹³ Garric, A. (2025, janvier 10). 2024, année la plus chaude jamais enregistrée et première à dépasser le seuil de 1,5 °C de réchauffement climatique. *Le Monde*.

[https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/01/10/2024-
annee-la-plus-chaude-jamais-enregistree-et-premiere-a-
depasser-le-seuil-de-1-5-c-de-rechauffement-
climatique_6490633_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/01/10/2024-annee-la-plus-chaude-jamais-enregistree-et-premiere-a-depasser-le-seuil-de-1-5-c-de-rechauffement-climatique_6490633_3244.html)

ont drastiquement augmenté. Ainsi, un rapport de l'ONU montre que le nombre de catastrophes climatiques a été multiplié par cinq depuis 1970. En moyenne, une catastrophe a été enregistrée par jour, entraînant le décès de 115 personnes et des dégâts se chiffrant à 202 millions de dollars.¹⁴ Pour illustrer ces catastrophes, il suffit de regarder quelques événements de ces dernières années.

En 2022, la canicule la plus longue et intense jamais observée depuis 1961 a eu lieu en Chine, affectant 360 millions de personnes, avec des températures souvent supérieures à 40 °C.¹⁵ De l'autre côté du globe, l'Europe aussi a été exposée à des épisodes répétés de

¹⁴ *Climat : Le nombre de catastrophes a été multiplié par cinq en 50 ans, causant plus de dégâts, mais moins de décès.* (2021, septembre 1). ONU Info.

<https://news.un.org/fr/story/2021/09/1102862>

¹⁵ Gong, H., Ma, K., Hu, Z., Dong, Z., Ma, Y., Chen, W., Wu, R., & Wang, L. (2024). Attribution of the August 2022 Extreme Heatwave in Southern China : Role of Dynamical and Thermodynamical Processes. *Bulletin of the American Meteorological Society*, 105(1), E193-E199.

<https://doi.org/10.1175/BAMS-D-23-0175.1>

chaleur extrême. En 2022, la canicule a causé la mort de plus de 60 000 personnes, un nombre seulement dépassé par la dernière canicule de 2003.¹⁶ Plus généralement, une étude estime qu'entre 2000 et 2019, chaque année, environ 489 000 personnes sont décédées suite à un épisode de chaleur extrême.¹⁷

Plus inquiétant encore: les mesures au thermomètre mouillé qui combinent la température avec l'humidité de l'air et servent d'indicateur pour le stress thermique sur le corps humain ont aussi atteint des records. À partir de 35 °C mesurés au thermomètre mouillé, le corps ne peut plus évacuer la chaleur par la transpiration et une telle situation peut être mortelle en

¹⁶ Ballester, J., Quijal-Zamorano, M., Méndez Turrubiates, R. F., Pegenaute, F., & et al. (2023). Heat-related mortality in Europe during the summer of 2022. *Nature Medicine*, 29, 1857-1866.

¹⁷ Zhao, Q., Guo, Y., Ye, T., Gasparrini, A., Tong, S., & et al. (2021). Global, regional, and national burden of mortality associated with non-optimal ambient temperatures from 2000 to 2019: A three-stage modelling study. *The Lancet Planetary Health*, 5(7), 415-425.

24 heures.¹⁸ Depuis 2020, des températures journalières dépassant cette limite ont été mesurées en Arabie saoudite, en Australie, aux Émirats arabes unis, en Inde, au Mexique et au Pakistan.¹⁹ À La Mecque, où l'un de ces records a été mesuré, plus de 1 300 pèlerins musulmans sont décédés en quelques jours durant le Hajj en 2024, lors d'un épisode de chaleur extrême.²⁰

Les effets moins directs du réchauffement climatique ont aussi été catastrophiques. En 2022, la fonte des glaciers et les pluies de mousson intenses ont causé des inondations sur un tiers du territoire du Pakistan. Cette crise a entraîné la mort d'au moins

¹⁸ Cockshott, W. P., Dapprich, J. P., & Cottrell, A. (2022). *Economic Planning in an Age of Climate Crisis*. Publication indépendante, p.46.

¹⁹ *Interactive Map : Daily Maximum Wet-Bulb Temperature (°C)*. (s. d.). Consulté 25 septembre 2024, à l'adresse <https://news.climate.columbia.edu/wp-content/data-viz/heat-humidity-map/>

²⁰ Page, M. (2024, juin 25). *Deaths During Annual Hajj in Saudi Arabia Underscore Extreme Heat Dangers*. Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/news/2024/06/25/deaths-during-annual-hajj-saudi-arabia-underscore-extreme-heat-dangers>

1 700 personnes et le déplacement forcé de 7,9 millions d'autres.²¹ Un an après la catastrophe, des chercheurs ont trouvé que «40 % des enfants dans l'enquête présentaient un retard de croissance et que 25 % souffraient d'insuffisance pondérale, les familles ayant du mal à accéder à la nourriture et aux soins de santé. Environ 80 % des mères ont déclaré que leurs enfants étaient malades et que les épidémies de diarrhée, de paludisme et de dengue se multipliaient»²².

En 2022, en Afrique de l'Est, et particulièrement en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, la plus longue sécheresse jamais enregistrée a provoqué une crise humanitaire affectant des millions de personnes. Rien qu'en Somalie, l'ONU estime qu'environ

²¹ *Après les catastrophes de 2022, il faut agir pour le climat, exhorte l'OMM.* (2022, décembre 23). ONU Info. <https://news.un.org/fr/story/2022/12/1130887>

²² Janjua, H. (2023, août 5). A year on, the devastating long-term effects of Pakistan's floods are revealed. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/global-development/2023/aug/05/a-year-on-the-devastating-long-term-effects-of-pakistans-floods-are-revealed>

43 000 personnes sont mortes suite à cette catastrophe, dont la moitié étaient des enfants de moins de cinq ans.²³

En 2023, le cyclone méditerranéen Daniel, causé par la température élevée de la mer, passe au-dessus de la Libye, causant la mort de plus de 4 300 personnes, la disparition de 8 500 autres et la destruction d'infrastructure cruciale.²⁴ L'année précédente, l'ouragan Ian qui s'est développé au-dessus la mer des Caraïbes a eu des effets dévastateurs à Cuba et aux États-Unis. Aux États-Unis, l'ouragan est responsable de la mort de 150 personnes et a causé des dommages s'élevant à 112 milliards de dollars.²⁵

²³ *La sécheresse en Somalie aurait fait 43.000 morts en 2022.* (2023, mars 21). ONU Info.

<https://news.un.org/fr/story/2023/03/1133447>

²⁴ *Devastating floods in Libya.* (2023, novembre 8). UNICEF. <https://www.unicef.org/emergencies/devastating-flooding-libya>

²⁵ *Hurricane Ian most costly storm to ever hit Florida after causing \$109bn worth of damage.* (2023, avril 4). Sky News. <https://news.sky.com/story/hurricane-ian-most-costly-storm-to-ever-hit-florida-after-causing-109bn-worth-of-damage->

Les températures élevées augmentent aussi la probabilité et l'intensité des feux de forêt. Ainsi, en 2023, de nombreuses régions ont subi une activité record en matière d'incendies. En Grèce, s'est même produit le plus grand incendie jamais enregistré en Europe jusqu'à ce jour.²⁶

Outre les effets sur les humains et leur habitat, ces événements climatiques ont aussi des effets dévastateurs sur les moyens d'existence. Entre 2008 et 2018, les impacts des catastrophes naturelles ont, par exemple, coûté aux secteurs agricoles des économies des pays du Sud global plus de 108 milliards de dollars en dommages ou en pertes de récoltes et de production animale.²⁷

[12849659](#)

²⁶ The Copernicus Programme. (2023, décembre 12). 2023 : *A year of intense global wildfire activity*. <https://atmosphere.copernicus.eu/2023-year-intense-global-wildfire-activity>

²⁷ Food and Agriculture Organization of the United Nations. (2021, mars 19). *Les catastrophes liées aux changements climatiques constituent une menace majeure pour la sécurité*

Les évènements décrits au-dessus ne sont pas des aberrations, mais les conséquences d'une tendance réelle et qui va en s'accélégrant et s'intensifiant. Daniel Tanuro résume la situation comme ceci: partout dans le monde «la température moyenne de surface augmente (0,8 °C depuis 1850) [N. D. A.: Comme nous l'avons vu plus haut, le dernier rapport du GIEC en date fait déjà état d'un réchauffement de 1,1 °C.] et elle augmente de plus en plus vite; plusieurs espèces de plantes et d'animaux migrent pour tenter de conserver un habitat adapté à leurs caractéristiques; les glaciers et les surfaces enneigées reculent nettement et, parfois, spectaculairement, dans presque toutes les régions du monde; la température des océans s'élève, de sorte que leur masse se dilate et que le niveau de la mer augmente (de dix à vingt centimètres au XXe siècle); la violence

alimentaire. United Nations Climate Change.
<https://unfccc.int/fr/news/les-catastrophes-liees-aux-changements-climatiques-constituent-une-menace-majeure-pour-la-securite>

des cyclones s'accroît et on enregistre davantage d'évènements météorologiques extrêmes, etc.»²⁸

Les prédictions catastrophiques

Les exemples précédents sont les conséquences d'un réchauffement de 1,1 °C. Il est clair, cependant, que le réchauffement va continuer et que les catastrophes, qui en résultent, vont s'aggraver. De nombreux scientifiques pensent déjà qu'en 2100, faute d'action suffisante, le réchauffement sera d'au moins 2,5 °C. Certains vont jusqu'à dire qu'il sera d'au moins 4 °C, voire plus encore.²⁹ Bien sûr, comme nous le verrons

²⁸ Tanuro, D. (2015). *L'impossible capitalisme vert*. La Découverte, p.20.

²⁹ Lacroux, M. (2024, mai 9). *Climat : Une grande majorité de climatologues redoutent un réchauffement dévastateur au cours du siècle, faute d'actions suffisantes*. Libération. https://www.liberation.fr/environnement/climat/climat-une-grande-majorite-de-climatologues-redoutent-un-rechauffement-devastateur-au-cours-du-siecle-faute-dactions-suffisantes-20240509_3PB4BREYFFAFTAMHY2XSP2O7QU/

plus loin, déjà l'objectif limite de 2 °C nécessite une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre.

Si cette limite n'est pas respectée, l'augmentation de température pourrait aller beaucoup plus loin encore. Les pires scénarios considérés par le GIEC, dans lesquels il est assumé que les réserves fossiles sont brûlées sans considération additionnelle pour l'écologie, pourraient signifier que les émissions cumulatives seraient le double de ce qu'elles sont aujourd'hui. Cela pourrait faire grimper la température moyenne de surface de 10 °C par rapport à la période de la fin du XIXe siècle.

Quelles seraient les conséquences de tels réchauffements extrêmes? Une méthode pour prédire cela se base sur une estimation de la concentration atmosphérique en gaz à effet de serre ou de sa variation future, et la compare à l'état passé de la planète présentant une situation similaire. Pour nous faire une idée de ces prédictions, nous allons brièvement résumer

deux analyses basées sur cette méthode qui soulignent encore l'urgence de la situation.

Le premier scénario où l'humanité se coordonne, mais pas suffisamment pourrait ressembler à l'ère du Pliocène. Durant cette période terrestre, les scientifiques estiment que la concentration atmosphérique en CO₂ était similaire à celle observée aujourd'hui et que la température moyenne était d'environ 3 ou 4 degrés supérieure par rapport à la fin du XIXe siècle. Bien que l'étude de cette période doive «nous inciter à la prudence quant aux prévisions d'extinction de l'humanité résultant du changement climatique anthropique», elle montre aussi que le réchauffement «pourrait perturber si gravement la production alimentaire dans les zones agricoles actuelles que des milliards de personnes pourraient mourir de faim»³⁰.

³⁰ Cockshott et al., *Economic Planning in an Age of Climate Crisis*, op.cit., p.43.

Cela est à contraster avec la période du PETM («Paleocene Eocene Thermal Maximum») qui pourrait ressembler à la situation de la planète si l'humanité continue selon le scénario du «business as usual» défini par le GIEC. C'est-à-dire si elle continue de brûler les ressources fossiles sans considération additionnelle pour l'écologie. Lors d'un climat de type PETM, la différence de température par rapport à la fin du XIXe siècle a été estimée à 10 °C.³¹

Dans cette situation, de nombreuses régions sont tout simplement inhabitables pour l'homme, car les températures au thermomètre mouillé sont trop élevées. C'est le cas de l'Amérique latine, de la partie orientale des États-Unis, de la moitié de l'Afrique, du sud de l'Europe, de l'Arabie, de l'Inde, de la moitié de l'Asie du Sud-Est et de l'Australie.³² Les autres régions sont habitables, mais exposent les humains à un stress

³¹ Cockshott et al., *Economic Planning in an Age of Climate Crisis*, op.cit., p.44.

³² *Ibid.*, p.46.

thermique extrêmement élevé. Mais, bien sûr, ces effets directs, à nouveau, ne disent pas tout, car le réchauffement climatique a de nombreuses conséquences indirectes, mais tout aussi catastrophiques. En fait, il est très probable que l'humain moderne ne puisse pas survivre dans un climat de type PETM. Durant cette période, nos ancêtres étaient «étaient de petites créatures ressemblant à des lémuriens, d'une taille bien inférieure à celle des singes actuels». C'est-à-dire, «un climat de type PETM laisse entrevoir la perspective d'une race de quelques millions d'humains réduits à la stature de hobbits, menant une maigre existence en cultivant des produits peu ragoûtants dans le nord du Canada et en Sibérie»³³.

Les mesures radicales nécessaires

³³ Cockshott et al., *Economic Planning in an Age of Climate Crisis*, op.cit., p.45.

Les catastrophes en cours et les prédictions, qui annoncent des futurs encore plus catastrophiques, doivent donc nous pousser à agir pour mitiger les effets des premières et empêcher les secondes de se réaliser. Nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre pour stabiliser la température globale. Mais comment faire cela? Pour illustrer l'envergure des changements nécessaires, nous regardons, dans cette section, un exemple chiffré basé sur le concept de «budget carbone». Puis, en comparant ce but à la situation actuelle, nous montrons, à la fois, l'urgence et l'énormité de la tâche.

Le titre de cette section mentionne volontairement des «mesures radicales» et non des mesures «transitoires» ou «d'atténuation». Cette formule qui insiste sur l'urgence de la situation est aussi celle qui est utilisée dans le dernier rapport du GIEC en date. En effet, le rapport souligne avec insistance que la marge de manœuvre se réduit rapidement, tout comme la

possibilité de limiter les effets les plus néfastes du réchauffement climatique.

Pour commencer, il est clair qu'à un point dans le futur, les émissions nettes de gaz à effet de serre devront être nulles ou négatives. Cela signifie que la quantité de gaz émise dans l'atmosphère par des activités humaines doit être égale ou inférieure à la quantité de gaz retirée de l'atmosphère par des activités humaines au cours d'une période donnée. De plus, la quantité cumulative de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ne devra pas dépasser le budget que nous nous sommes fixé. Cela laisse quelques variables techniques à déterminer: quel est le budget à disposition?³⁴ Combien de temps avons-nous pour implémenter ces mesures? Faut-il dépasser temporairement ce budget, quitte à retirer plus de CO₂ dans le futur?

³⁴ Le concept de budget carbone soulève de nombreuses questions liées à la responsabilité différenciée des nations. Pour une critique de ce concept, voir Ajl, M. (2021). *A People's Green New Deal*. Pluto Press.

Intéressons-nous d'abord à la dernière question, c'est-à-dire à l'idée d'un dépassement («overshoot») temporaire. Les solutions imaginées par les organes dominants intègrent, en fait, déjà un dépassement «temporaire» du budget carbone. C'est, par exemple, explicitement mentionné dans le texte des accords de Paris de 2015.³⁵ Il est évident que cette idée de dépassement est appréciée dans les milieux économiques, car elle permet de retarder la mise en œuvre des mesures drastiques nécessaires et favorise le développement de technologies spéculatives, comme la captation de carbone. Cependant, ces dépassements ne sont pas sans risques. Nous savons qu'il existe, par exemple, des points de bascules liés à des seuils écologiques spécifiques de sorte que, lorsque ces seuils sont atteints, un retour en arrière n'est plus possible. De plus, lorsque ces seuils sont atteints, les catastrophes peuvent changer d'ordre de grandeur.

³⁵ Tanuro, D. (2020). *Trop tard pour être pessimistes ! : Ecosocialisme ou effondrement*. textuel, p.84.

Concernant le budget, il faut aussi garder à l'esprit que ces limites ne sont pas fixes, mais sont formulées de manière probabiliste. Le respect d'une certaine limite de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ne garantit pas que la température reste sous le seuil fixé, mais augmente seulement la probabilité que ce soit le cas. Pour avoir une chance suffisante de rester en dessous du seuil, la probabilité de $2/3$ est souvent choisie, c'est-à-dire que, dans deux cas sur trois, la température limite ne sera pas dépassée. Bien sûr, ce choix est arbitraire et est l'objet de débats. Un pays qui risque d'être totalement submergé avec le franchissement d'une limite aura intérêt à exiger une probabilité de dépassement bien plus faible ou une température limite bien plus basse.

Ensuite, penchons-nous sur la limite de température. Le dernier rapport du GIEC en date estime que le réchauffement dépassera les $1,5\text{ }^{\circ}\text{C}$ même dans les scénarios dans lesquels les émissions de gaz à effet de serre sont réduites drastiquement. D'autres études

montrent que la limite des 1,5 °C est déjà hors d'atteinte.³⁶ Pour le raisonnement, imaginons alors que nous ciblons un réchauffement de 2 °C au maximum avec une probabilité de 2/3.³⁷ Nous imaginons aussi que nous interdisons les dépassements temporaires dangereux et que nous nous limitons au CO₂ qui est le gaz à effet de serre principal.

Au début de l'année 2020, le GIEC estimait que le budget carbone pour limiter le réchauffement à 2 °C avec une probabilité de 2/3 était de 1 150 GtCO₂. En retirant à ce budget les émissions globales de CO₂ des années 2020 à 2024, nous calculons qu'il reste un budget d'environ 970 GtCO₂. En supposant que la part du budget allouée à l'Union européenne corresponde à 5,5 %, qui est une approximation de la part de la

³⁶ Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes !*, op.cit., p.103.

³⁷ Il faut remarquer que cette augmentation de la limite de température n'est pas du tout anodine. Les effets du réchauffement sont non linéaires. Autrement dit, les conséquences d'une augmentation de la température de 1,5 °C à 2 °C peuvent être beaucoup plus importantes que celles observées pour une augmentation de 1 °C à 1,5 °C.

population mondiale qui vit dans l'UE, nous obtenons un budget carbone d'environ 53 GtCO₂.³⁸ En 2024, la somme des émissions annuelles de CO₂ dans les 27 pays européens se situe aux alentours de 2,5 GtCO₂.³⁹ C'est-à-dire, qu'au niveau actuel d'émission, il reste $53/2,5 = 21$ années à l'UE à partir de 2024 pour atteindre l'objectif de zéro émission nette de CO₂.⁴⁰

Cela donne donc une idée approximative du temps qu'il reste. Mais que représente concrètement la transformation exigée dans ce laps de temps? Que

³⁸ Cette répartition est naturellement très injuste, car elle occulte la responsabilité plus importante des pays du Nord dans la crise.

³⁹ Tiseo, I. (2024, juillet 19). *EU CO2 emissions 1965-2023*. Statista. <https://www.statista.com/statistics/450017/co2-emissions-europe-eurasia/>

⁴⁰ Si nous assumons que les émissions diminuent progressivement, cela laisse, bien entendu, plus de temps. Pour un objectif de 1,5 °C avec une probabilité de 2 / 3, nous obtenons moins de 5 années restantes à partir de 2025. Dans cet exemple, nous avons imité le calcul effectué pour le Royaume-Uni dans Cockshott et al., *Economic Planning in an Age of Climate Crisis*, op.cit.

signifie un objectif de zéro net pour le système économique de l'UE? En 2022, la part des combustibles fossiles dans la production énergétique de l'UE était aussi de 70,9 %.⁴¹ La neutralité carbone signifie que cette part doit être le plus proche possible de 0 % et le reste doit être compensé par des processus absorbant du CO₂. Donc, les processus utilisant des combustibles fossiles doivent être transformés pour se baser essentiellement sur des énergies renouvelables.

Pour essayer d'imaginer encore plus concrètement à quoi cela pourrait ressembler, nous pouvons regarder ce que signifie ce changement dans les transports, qui est l'un des principaux secteurs d'utilisation des combustibles fossiles. Dans ce secteur, il faudra remplacer tous les véhicules pour le transport individuel et ceux utilisés dans la production par des véhicules électriques ou se baser sur les réseaux de transport déjà

⁴¹ *Fossil fuel reliance in EU increased slightly in 2022.*

(2024, janvier 30). Eurostat.

<https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/dn-20240130-2>

électrifiés, comme le rail. Il faudra aussi développer massivement ces réseaux et agir pour réduire le temps de transport nécessaire, ce qui nécessite une intervention publique considérable. En 2023, il y avait environ 255 millions de véhicules de transport individuel dans l'Union européenne, dont seulement 4,4 millions étaient entièrement électriques, soit un taux d'à peine 1,7 %.⁴² Même en considérant que la demande pour les véhicules de transport individuel diminuera avec le développement des transports collectifs et la réduction des temps de transports, nous voyons que nous sommes encore loin du compte.⁴³

Plus généralement, en revenant à l'énergie, nous voyons, qu'entre 2000 et 2022, la part des combustibles fossiles dans la production énergétique dans l'UE a

⁴² *Passenger cars in the EU*. (2024, juillet). Eurostat. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Passenger_cars_in_the_EU

⁴³ Ce raisonnement néglige aussi les problèmes liés aux véhicules électriques, comme l'exploitation intensifiée des ressources.

baissé de 79,7 % à 70,8 %.⁴⁴ C'est-à-dire, nous observons une baisse d'environ 0,4 point de pourcentage par année. En extrapolant de manière linéaire, nous voyons qu'au rythme actuel la part des combustibles fossiles sera nulle dans $70,8/0,4 = 177$ années...⁴⁵ Même en imaginant que les processus d'absorption du CO₂ s'amélioreront, cela dépasse très largement le délai que nous avons estimé pour viser une limite du réchauffement à 2 °C. Cette analyse est confirmée par les estimations de l'Agence internationale de l'énergie qui arrive à la conclusion que «les engagements pris par les gouvernements à ce jour — même s'ils sont pleinement respectés — sont loin d'être suffisants pour ramener les émissions mondiales de dioxyde de carbone liées à l'énergie à un niveau net nul d'ici à 2050».⁴⁶

⁴⁴ Eurostat, *Fossil fuel reliance in EU increased slightly in 2022*, *loc.cit.*

⁴⁵ Les données n'indiquent pour l'instant pas une décroissance plus rapide qu'une diminution linéaire.

Nous voyons que, même dans le cas plus «généreux» que les 1,5 °C prévu par les Accords de Paris et seulement dans les secteurs du transport ou de l'énergie, les mesures à prendre sont drastiques. Cette analyse montre donc, à la fois, l'urgence de la situation et l'insuffisance de mesures prises ou envisagées. Ces deux points vont influencer le reste de cet essai.

⁴⁶ *Net Zero by 2050 – Analysis*. (2021, mai 18). IEA. <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

Chapitre 2: Renforcement de l'extrême droite

En même temps que la crise climatique s'intensifie, un autre phénomène, tout aussi préoccupant, a lieu: le renforcement de l'extrême droite. Dans de nombreux parlements et gouvernements, des partis historiques ou des formations plus récentes d'extrême droite ont consolidé ou renforcé leur influence. En dehors des parlements, nous assistons à la réapparition du terrorisme d'extrême droite et des milices de rue avec leur lot d'agressions et de meurtres.

Dans ce contexte, il n'est pas insensé de parler de crise politique, car l'essor de l'extrême droite menace la structure démocratique et la stabilité institutionnelle. Quand l'extrême droite arrive au pouvoir, elle attaque systématiquement les contre-pouvoirs démocratiques, qu'il s'agisse des institutions judiciaires, des médias ou des organisations de la société civile. De plus, en développant des idéologies réactionnaires basées sur la

discrimination, l'extrême droite sape les fondements mêmes sur lesquels repose la démocratie. Les formes violentes de l'extrême droite, elles, menacent la stabilité de la société en légitimant l'usage de la force et en agissant à la suppression des politiques contradictoires.

Les formes parlementaires et gouvernementales

La partie la plus visible du renforcement de l'extrême droite est sa force parlementaire. Depuis l'an 2000, les partis d'extrême droite connaissent ainsi une forte progression électorale dans de nombreux pays européens.⁴⁷ Une première mesure de cette progression est le succès lors des élections européennes. Au sein du parlement européen, les groupes Conservateurs et réformistes européens (CRE) et Parti Identité et

⁴⁷ Licourt, J. (2020, juin 29). *Que pèse réellement l'extrême droite en Europe ?* Le Figaro. <https://web.archive.org/web/20200629222709/http://grand-angle.lefigaro.fr/extreme-droite-europe-enquete-vote-populisme>

Démocratie (PID), successeur du groupe Europe des Nations et des Libertés (ENL), qui regroupent l'essentiel des partis d'extrême droite nationaux, ont gagné en influence. Ils passent ensemble de 113 sièges (sur 749) en 2014, à 118 sièges (sur 705) en 2019, puis à 134 (sur 720) en 2024.⁴⁸ En 2024, les pays dans lesquels l'extrême droite a fait les scores les plus importants sont: la Hongrie (2 listes pour un total de 52 % des voix), la Pologne (2 listes pour un total de 48 %), l'Italie (2 listes pour un total de 38 % des voix) et la France (2 listes pour un total de 38 % des voix). En moyenne, l'extrême droite a obtenu environ 20 % des voix à travers les pays de l'Union européenne. Cela

⁴⁸ *Résultats des élections européennes 2024.* (s. d.).

Parlement européen; <http://www.europarl.europa.eu/portal/fr>. Consulté 25 septembre 2024, à l'adresse <https://results.election.europa.eu/fr/resultats-des-elections/2024-2029/>

À noter que le parti d'extrême droite hongrois, Fidesz (12 sièges en 2024) a quitté le PPE en 2021, et n'est depuis affilié à aucun de ces groupes.

représente une augmentation significative par rapport à 2014, où la part de vote était proche de 15 %.⁴⁹

L'utilisation des résultats des élections européennes pour mesurer la force politique est critiquable. Les enjeux, les taux de participation et les systèmes de vote lors de ces élections sont, dans de nombreux cas, sensiblement différents de ceux des scrutins nationaux.

⁴⁹ Comme le parlement européen est élu à la proportionnelle, le nombre de sièges obtenus divisé par le nombre de sièges au total donne une approximation de la part de vote. Pour 2024, nous avons donc ajouté les 12 sièges de Fidesz pour obtenir $(134 + 12) / 720$, soit un peu plus de 20 %. Pour 2014, nous avons pris la proportion $113 / 749$ qui vaut environ 15%.

Voir Chastand, J.-B. (2024, juin 13). Elections européennes : L'extrême droite en force dans les pays fondateurs de l'UE. *Le Monde*.

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/06/13/elections-europeennes-l-extreme-droite-en-force-dans-les-pays-fondateurs-de-l-ue_6239225_3210.html

Concernant le nombre de listes, voir Audureau, W., Miliani, A., Romain, M., Maad, A., & Geoffroy, R. (2024, juin 10). Européennes 2024 : Les pays où l'extrême droite l'emporte, ceux où elle plafonne. *Le Monde*.

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/06/10/europeennes-2024-les-pays-ou-l-extreme-droite-l-emporte-ceux-ou-elle-plafonne_6238532_4355770.html

La critique dirait donc que les résultats de ces élections ne sont pas représentatifs de la situation nationale. Cependant, en 2024, les résultats de l'extrême droite en Bulgarie et en Belgique pour les scrutins nationaux et les élections européennes, qui ont lieu en même temps, sont extrêmement proches.⁵⁰ De même, en France, les élections législatives anticipées de 2024 qui sont organisées en réaction aux résultats des élections européennes donnent un score pour les listes affiliées à l'extrême droite d'environ 33 %. Ce résultat est comparable au résultat des élections européennes. Les élections européennes semblent donc illustrer une véritable consolidation de l'extrême droite en Europe.⁵¹

⁵⁰ Audureau et al., *Les pays où l'extrême droite l'emporte*, *loc.cit.*

⁵¹ Nous avons repris le terme de «consolidation» à Zulianello, M., & Larsen, E. G. (2021). Populist parties in European Parliament elections : A new dataset on left, right and valence populism from 1979 to 2019. *Electoral Studies*, 71, 102312. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2021.102312>, qui analyse le même phénomène dans les scrutins nationaux.

Plus inquiétant encore, nous pouvons observer ce renforcement aussi dans les gouvernements nationaux de plusieurs pays européens. Ainsi, en 2024, l'extrême droite est à la tête des gouvernements en Hongrie et en Italie et participe aux gouvernements de la Croatie, de la Finlande, des Pays-Bas, de la Slovaquie et de la Suisse.⁵² En Autriche, le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ, «Parti de la liberté d'Autriche») fondé en 1956 et servant «d'abord, dans les années 1960, [de] parti de représentation des anciens nazis», a participé au

⁵² Tobelem, B. (2024, juillet 4). *[Carte] Quels sont les pays d'Europe gouvernés par l'extrême droite ?* Touteurope.eu. <https://www.touteurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/carte-quels-sont-les-pays-d-europe-gouvernes-par-l-extreme-droite/>

En Suisse, le parti d'extrême droite UDC obtient un siège au conseil fédéral depuis 1959, puis un deuxième depuis 2003. Concernant la Croatie, voir Vale, G. (2024, mai 26). En Croatie, l'extrême droite antiserbe participe au gouvernement. *La Croix*. <https://www.la-croix.com/international/en-croatie-l-extreme-droite-antiserbe-arrive-au-pouvoir-20240526>

gouvernement plusieurs fois depuis 2000 et est le troisième parti autrichien en nombre d'adhérents.⁵³

Donnons quelques autres exemples chiffrés pour illustrer cette progression. En France, le Rassemblement national (RN, anciennement Front national), fondé en 1972, gagne en popularité lors des élections régionales, nationales et européennes, atteignant même 30 % lors des élections législatives anticipées de 2024. Son nombre d'adhérents passe aussi de 13 000 en 2009 à 51 500 en 2015.⁵⁴ Le parti en revendique actuellement plus de 100 000.⁵⁵ Dans la Région flamande de Belgique, le Vlaams Belang

⁵³ Moreau, P. (2024, octobre). *Le FPÖ au défi de l'Europe : Radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche*. Fondapol. <https://www.fondapol.org/etude/le-fpo-au-defi-de-leurope-radicalite-ideologique-et-contrainte-electorale-en-autriche/>

⁵⁴ Palheta, U. (2018). *La possibilité du fascisme : France, la trajectoire du désastre*. La Découverte, p.197.

⁵⁵ *Le RN affirme avoir passé la barre des 100 000 adhérents*. (2024, juillet 2). Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/politique/front-national/le-rn-affirme-avoir-passe-la-barre-des-100-000-adherents_6640227.html

(«Intérêt flamand», anciennement Vlaams Blok «Bloc flamand» fondé en 1979), atteint la première place aux élections européennes de 2014⁵⁶. Il progresse de 3 500 membres en 1990 à environ 18 000 en 2014, avec un pic à 25 000 et 2006-2007.⁵⁷ En Allemagne, le parti AfD, fondé en 2013, dépasse pour la première fois les 50 000 membres en novembre 2024.⁵⁸

Outre ces évolutions quantitatives, il semble aussi y avoir une évolution qualitative de ces partis. Cela montre leur longévité, leur résilience et leur adaptabilité aux nouveaux enjeux politiques. Le RN amorce avec l'arrivée de Marine Le Pen une stratégie de «dédiabolisation» qui vise à rendre le parti crédible aux

⁵⁶ *Résultats des élections européennes 2024 | Belgique.*

Consulté 25 septembre 2024, à l'adresse

<https://results.election.europa.eu/fr/belgique/>

⁵⁷ Rydgren, J. (2018). *The Oxford Handbook of the Radical Right*. Oxford University Press, p.690.

⁵⁸ *AfD-Mitgliederzahl steigt auf 50.000.* (2024, novembre 14). RND. <https://www.rnd.de/politik/afd-mitgliederzahl-steigt-auf-50-000-Q2F6DWA5QRPKNPGMZYYU46SWO4.html>

yeux d'un électorat plus modéré. Cela est fait en excluant certains membres avec des discours racistes, en particulier ceux qui se réclament ouvertement de l'antisémitisme. D'autres partis, au contraire, font le pari de la radicalisation. Ainsi, lors des élections européennes de 2024, la liste française «Reconquête» basait son programme sur le mythe de la «propagande woke». Son fondateur, Éric Zemmour, condamné pour incitation à la haine raciale, comparait aussi l'immigration à l'Occupation et l'Islam au nazisme.⁵⁹ Autre exemple: en 2023, dans une réunion clandestine, l'AfD se donne comme objectif de déporter «quelque 2 millions de personnes qui vivent aujourd'hui en Allemagne: des migrants et des demandeurs d'asile,

⁵⁹ Leboucq, F. (2019, septembre 29). *Convention de la droite : Zemmour a-t-il vraiment dit que la djellaba était un uniforme d'occupation ?* Libération.
https://www.liberation.fr/checknews/2019/09/29/convention-de-la-droite-zemmour-a-t-il-vraiment-dit-que-la-djellaba-etait-un-uniforme-d-occupation_1754298/

mais aussi des citoyens allemands d'origine étrangère»⁶⁰.

Finalement, nous pouvons dire quelques mots sur les politiques antisociales et antidémocratiques mises en place par l'extrême droite lorsqu'elle arrive au pouvoir. Une illustration est donnée par le gouvernement de Giorgia Meloni qui est à la tête de l'Italie depuis 2022. Sur la question de l'immigration, le gouvernement de Meloni a été caractérisé par «des reculs en matière de respect des droits de l'homme et de solidarité» et, en particulier, par la criminalisation d'ONG de sauvetage en mer.⁶¹ Le gouvernement a aussi passé un accord avec

⁶⁰ Odent, B. (2024, janvier 16). « *Remigration* » : *L'effroyable projet de l'extrême droite allemande de déporter 2 millions de personnes*. L'Humanité.

<https://www.humanite.fr/monde/afd/remigration-leffroyable-projet-de-lextreme-droite-allemande-de-deporter-2-millions-de-personnes>

⁶¹ Federico, I. (2023, octobre 22). *Il y a un an, l'extrême droite accédait au pouvoir en Italie : L'heure du bilan pour Giorgia Meloni*. Euronews.
<https://fr.euronews.com/2023/10/22/giorgia-meloni-un-an-a-la-tete-de-litalie>

l’Albanie pour la construction de centres de «traitement des réfugiés» qui sont décrits comme étant de véritables prisons.⁶² Sur la question sociale, le gouvernement s’est illustré par l’abolition brusque et notifiée par SMS de l’aide sociale de 169 000 familles pauvres⁶³, et la tentative d’interdiction de l’adoption et du recours à la gestation par autrui pour les couples homosexuels.⁶⁴ Sur l’aspect antidémocratique, le gouvernement de Meloni s’est illustré par une tentative de centralisation du pouvoir dans les mains de l’exécutif, la radicalisation de

⁶² Baglivo, S. (2024, août 3). *Italy’s ‘Guantanamo’ : Inside the centres for migrants rescued from boats set to open in Albania*. Sky News. <https://news.sky.com/story/italys-guantanamo-inside-the-centres-for-migrants-rescued-from-boats-set-to-open-in-albania-13189430>

⁶³ Tosseri, O. (2023, août 1). *En supprimant le RSA italien, Giorgia Meloni provoque une levée de boucliers*. Les Echos. <https://www.lesechos.fr/monde/europe/en-supprimant-le-rsa-italien-giorgia-meloni-provoque-une-levee-de-boucliers-1967330>

⁶⁴ *En Italie, le gouvernement Meloni s’en prend aux familles arc-en-ciel*. (2023, mai 20). RTS. <https://www.rts.ch/info/monde/14027568-en-italie-le-gouvernement-meloni-sen-prend-aux-familles-arcenciel.html>

la justice, l'utilisation de la télévision publique à des fins de propagande et la répression des opposants, en particulier, des journalistes critiques.⁶⁵ En parallèle, des événements fascistes de masse ont pu avoir lieu avec l'accord tacite du gouvernement.⁶⁶

Les milices d'extrême droite et la violence de rue

À côté des partis, les milices et la violence de rue jouent un rôle essentiel. Elles servent le fascisme, en particulier pour sa fonction de suppression de l'opposition politique, ainsi que pour la préparation de son arrivée au pouvoir. Comme le souligne Palheta: «La mise en œuvre [du projet politique fasciste] implique une pratique politique centrée autour d'une répression

⁶⁵ Federico, *Il y a un an, l'extrême droite accédait au pouvoir en Italie*, loc.cit.

⁶⁶ Carpentier, F. (2024, mai 2). *Salut fasciste et défilé quasi-militaire : Près de 1500 partisans manifestent dans les rues de Milan*. Le Figaro. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/salut-fasciste-et-defile-quasi-militaire-des-milliers-de-partisans-manifestent-dans-les-rues-de-milan-20240502>

et d'une violence systématiques. Plus précisément, il s'agit de mettre en place une terreur combinant l'étatique et l'extra étatique, les appareils répressifs de l'État et la mobilisation de secteurs de la population enrôlés au sein de milices de masse»⁶⁷. Avec le renforcement général de l'extrême droite, les milices et groupements idéologiques se recomposent et se renforcent aussi dans de nombreux pays européens. Contrairement à la situation historique, les liens entre ces groupements et les principaux partis sont plus informels, bien qu'ils puissent évoluer et varier selon le contexte.

La forme de ces milices est conditionnée par leur rôle principal, qui est l'exercice de la violence à travers des attaques, des ratonnades ou l'organisation de manifestations violentes. La structure de ces milices est donc relativement informelle. Les groupes apparaissent puis disparaissent ou se mettent en veille en fonction de la répression administrative et judiciaire. Par exemple,

⁶⁷ Palheta, *La possibilité du fascisme, op.cit.*, p.31.

après l'interdiction du groupe français Génération identitaire en 2021, dont des sympathisants avaient appelé à des attentats contre des musulmans⁶⁸, ses anciens membres se sont regroupés dans différentes structures locales et indépendantes.⁶⁹

En raison de cette disparité et cette volatilité, il est difficile de faire une liste précise, exhaustive et actuelle des groupes existants. Il est donc aussi difficile d'estimer leur influence. Ce qui est certain, en revanche, c'est que de tels groupes d'influence et de résilience variables existent dans de nombreux pays

⁶⁸ Voir le documentaire *Generation Hate*. *Al Jazeera Investigative Unit*. Consulté 30 janvier 2025, à l'adresse <https://www.ajiunit.com/investigation/generation-hate-2/>

Voir aussi Cyril, S. (2018, décembre 12). *Une enquête ouverte après un documentaire sur un bar de Génération Identitaire*. *Le Parisien*. <https://www.leparisien.fr/faits-divers/enquete-ouverte-apres-le-documentaire-d-al-jazeera-sur-le-bar-de-generation-identitaire-a-lille-12-12-2018-7967235.php>

⁶⁹ Weil, A. (2023, décembre 5). *Qui sont les groupes d'extrême droite qui tentent de prendre la rue ? Révolution Permanente*. <https://www.revolutionpermanente.fr/Qui-sont-les-groupes-d-extreme-droite-qui-tentent-de-prendre-la-rue>

européens. Nous nous limiterons ici à décrire un exemple représentatif pour donner une idée de ceux-ci et de leurs relations avec les partis d'extrême droite.

En France, c'est le GUD («Groupe Union Défense») qui tient probablement le record du groupe actif le plus longtemps. Ce groupe fondé en 1968 avait comme fil rouge l'antisémitisme et «la violence physique perçue, dans la grande tradition de l'extrême droite radicale, comme libératrice et créatrice».⁷⁰ Pendant cinq décennies, c'est-à-dire jusqu'à sa dissolution en juin 2024, les membres de ce groupe ont démontré de nombreuses fois leur propension à la violence.

En 1986, les membres du GUD attaquent une assemblée générale et un cortège d'étudiants faisant plusieurs blessés. En 1996, des militants du GUD sont interpellés dans une affaire de projet d'attentat. Une opération durant laquelle «des armes à feu, des armes

⁷⁰ Bifolco, B. (2024, mai 30). *Héritage et ratages des « rats noirs » (première partie : 1968-2002)*. La Horde. <https://lahorde.info/Heritage-et-ratages-des-rats-noirs-premiere-partie-1968-2002>

blanches, de la littérature raciste et antisémite, des manuels de fabrication d'explosifs» sont saisis par la police. En 2002, un membre d'un groupe proche et sympathisant du GUD est mis en cause dans un projet d'attentat contre Jacques Chirac.⁷¹ Le groupe refait parler de lui en 2013, lorsque des membres du GUD participent à une ratonnade à Lyon qui fera 4 victimes et enverra deux agresseurs en prison.⁷² En 2017, un groupe de quatre membres du GUD agressent extrêmement violemment deux jeunes à Nantes, dont l'un gardera une infirmité permanente. Les agresseurs seront condamnés à des peines allant jusqu'à 8 ans de prison ferme.⁷³ En 2015, deux membres agressent

⁷¹ Bifolco, *Héritage et ratages des « rats noirs »*, *loc.cit.*

⁷² Burlet, L. (2013, juin 20). Ratonnade à Lyon, deux membres du GUD condamnés à de la prison ferme. *Rue 89*. <https://www.rue89lyon.fr/2013/06/20/ratonnade-a-lyon-deux-membres-du-gud-condamnes-a-1-an-et-6-mois-de-prison-ferme/>

⁷³ Loizeau, C. (2022, mars 26). *Des sympathisants de l'ultra droite passent à tabac deux jeunes en mai 2017 à Nantes : Jusqu'à 8 ans de prison - France Bleu*. France Bleu. <https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/violences->

violemment et humilient un autre membre du groupe, et seront condamnés en 2022 à des peines de prison ferme.⁷⁴ En 2022 encore, les deux mêmes personnes sont impliquées dans l'assassinat du rugbyman Federico Martín Aramburú en pleine rue après une altercation.⁷⁵ Le fait le plus récent impliquant le GUD est une agression homophobe pour laquelle deux membres sont condamnés à de la prison ferme.⁷⁶

[de-sympathisants-de-l-ultra-droite-contre-deux-jeunes-en-mai-2017-a-nantes-jusqu-a-8-ans-1648250649](https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/06/29/proces-de-loik-le-priol-et-romain-bouvier-les-deux-militants-d-extreme-droite-condamnes-a-de-la-prison-ferme_6132573_3224.html)

⁷⁴ *Procès de Loïk Le Priol et Romain Bouvier : Les deux militants d'extrême droite condamnés à de la prison ferme.* (2022, juin 29).

https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/06/29/proces-de-loik-le-priol-et-romain-bouvier-les-deux-militants-d-extreme-droite-condamnes-a-de-la-prison-ferme_6132573_3224.html

⁷⁵ Claverie, M. (2024, mars 19). *Federico Martín Aramburú tué par balles : Ce que l'on sait deux ans après la mort de l'ancien rugbyman.* France Bleu.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/federico-martin-aramburu-tue-par-balles-ce-que-l-on-sait-deux-ans-apres-la-mort-de-l-ancien-rugbyman-2960375>

⁷⁶ *Quatre militants d'ultradroite condamnés pour une agression homophobe à Paris.* (2024, juin 12). Franceinfo. <https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/paris-quatre-militants-d-ultradroite-condamnes-pour-une-agression->

Outre leur fonction d'exercice de la violence, les milices peuvent aussi servir d'interface entre les mouvements extrémistes et le parlementarisme. Comme l'écrit Palheta par rapport au lien du Front National avec le GUD et d'autres milices: «la collaboration avec des figures de l'extrême droite passées par le GUD, ainsi que le soutien apporté aux identitaires ou à d'autres groupuscules (...), semble attester d'une certaine division des tâches: vitrine électorale et vaisseau amiral de l'extrême droite, le FN déléguerait l'exercice de la violence (...) aux groupuscules qui gravitent autour de lui»⁷⁷. Aujourd'hui, le RN, successeur du FN, a fait appel à des entreprises liées au GUD pour différentes tâches à hauteur d'au moins 2 millions d'euros.⁷⁸ De même, il est attesté que le RN a

[homophobe_6600231.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/07/07/en-2022-le-rn-a-verse-au-moins-deux-millions-d-euros-aux-homophobe_6600231.html)

⁷⁷ Palheta, *La possibilité du fascisme*, *op.cit.*, p.240.

⁷⁸ Baruch, J., & Guillou, C. (2023, juillet 7). La « GUD Connection » continue de bénéficier de l'argent du RN au Parlement européen. *Le Monde*.

[https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/07/07/en-2022-le-rn-a-verse-au-moins-deux-millions-d-euros-aux-](https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/07/07/en-2022-le-rn-a-verse-au-moins-deux-millions-d-euros-aux-homophobe_6600231.html)

recruté d'anciens membres du GUD comme cadres pour le parti.⁷⁹ Le GUD illustre ainsi bien les types de relations informelles qui peuvent exister entre ces milices et les formations parlementaires.

La violence de ces milices s'exprime aussi lors de manifestations et d'émeutes. En 2019, lors du mouvement des Gilets jaunes, une cinquantaine de fascistes agressent en bande des militants du parti d'extrême gauche NPA (Nouveau parti anticapitaliste), dont deux doivent être hospitalisés.⁸⁰ En Angleterre, en juillet et août 2024, des émeutes extrêmement violentes

[entreprises-de-la-gud-connection_6180978_823448.html](https://www.streetpress.com/sujet/1718885128-rassemblement-national-bardella-candidat-elections-legislatives-gud-suppleant-rodolphe-cart)

⁷⁹ StreetPress. (2024, juin 20). À Paris, le RN investit un proche du Gud comme suppléant aux législatives. StreetPress. <https://www.streetpress.com/sujet/1718885128-rassemblement-national-bardella-candidat-elections-legislatives-gud-suppleant-rodolphe-cart>

⁸⁰ Courant Communiste Revolutionnaire, & Manor, C. (2019, janvier 28). *Agression du cortège NPA par l'extrême-droite : L'ensemble des organisations ouvrières doit prendre position !* Révolution Permanente. <https://www.revolutionpermanente.fr/Agression-du-cortege-NPA-par-l-extreme-droite-L-ensemble-des-organisations-ouvrieres-doit-prendre-14735>

visant des musulmans et des personnes assimilées à des étrangers éclatent suite à de fausses informations circulant sur l'identité de l'auteur présumé du meurtre de trois enfants.⁸¹ Ces émeutes sont organisées de manière informelle sur les réseaux sociaux et encouragées par des organisations d'extrême droite, comme la English Defence League (EDL).⁸² Durant ces émeutes, de véritables lynchages sont évités de justesse.⁸³ En 2019, à Charlottesville aux États-Unis, un néonazi fonce avec sa voiture sur une contre-

⁸¹ *Far-right riots flare in another UK city amid anti-immigrant protests.* (2024, août 3). Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/news/2024/8/3/far-right-riots-flare-in-sunderland-amid-ongoing-anti-immigrant-uk-protests>

⁸² Roudaut, M. (2024, août 3). *Derrière les émeutes en Angleterre, des sympathisants d'extrême droite et des fake news.* Le HuffPost. https://www.huffingtonpost.fr/international/article/emeutes-en-angleterre-derriere-les-violences-des-sympathisants-d-extreme-droite-motives-par-des-fake-news_237881.html

⁸³ Lynch, B. (2024, août 4). *Sickening moment racist mob drag man out of car shouting « kill them » during riot.* The Mirror. <https://www.mirror.co.uk/news/uk-news/uk-riots-sickening-moment-racist-33391006>

manifestation à un rassemblement antisémite organisé par l'extrême droite et tue l'activiste antifasciste Heather Heyer.⁸⁴

L'extrême droite organise aussi des «ratonnades», c'est-à-dire des expéditions en groupe dans le but de commettre des violences. Lors de celles-ci, pour tenter d'échapper à la justice, plusieurs milices s'unissent parfois dans un groupe fictif inventé pour l'occasion. En 2020, à Tours, des membres de deux organisations d'extrême droite attaquent à l'aide de barres de fer et de torches les étudiants occupant l'université pour protester contre une réforme du système de retraite.⁸⁵ Quelques jours plus tôt, ce sont les étudiants parisiens

⁸⁴ Charlottesville attacker apologises as he is jailed for life. (2019, juin 28). BBC. <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-48806265>

⁸⁵ La Horde. (2020, janvier 15). *Tours : Deux organisations d'extrême-droite attaquent les étudiant-es mobilisé-es contre la réforme des retraites*. La Horde. <https://lahorde.info/tours-deux-organisations-dextreme-droite-attaquent-les-etudiant-es-mobilise-es-contre-la-reforme-des-retraites>

qui sont attaqués.⁸⁶ Plus récemment, le 11 novembre 2023, une cinquantaine de membres de différents groupes d'extrême droite, dont le GUD se regroupent sous le nom de «Guignol Squad» et attaquent une conférence d'un médecin ayant travaillé à Gaza à l'aide de battes de base-ball, de barres de fer et de poings américains. Ils blessent sept personnes, dont trois ont dû être hospitalisées.⁸⁷ Ces attaques sont souvent revendiquées sur des chaînes Telegram privées.⁸⁸

⁸⁶ Yang, R. (2020, janvier 13). *Un syndicat d'extrême droite s'en prend violemment à des étudiants mobilisés*. StreetPress. <https://www.streetpress.com/sujet/1578939431-cocarde-syndicat-extreme-droite-bagarre-etudiants-mobilises>

⁸⁷ Lyon. *Conférence sur la Palestine attaquée par l'ultradroite : 10 nouvelles gardes à vue*. (2024, mars 26). Le Dauphiné. <https://www.ledauphine.com/faits-divers-justice/2024/03/26/conference-sur-la-palestine-attaquee-par-l-ultradroite-10-nouvelles-gardes-a-vue>

⁸⁸ Gadri, F. (2023, juillet 3). *Sur Telegram, l'extrême droite joue à «attrape-moi si tu peux»*. La Revue des Médias (INA). <https://larevuedesmedias.ina.fr/telegram-extreme-droite-fachosphere-militants-enquetes>

La violence et la préparation à celle-ci sont donc bien présentes dans les milieux d'extrême droite. Mais, bien sûr, là aussi une «division du travail» s'opère parfois. D'autres groupes extraparlimentaires, comme l'Action française, s'orientent plutôt vers la création et le développement de l'idéologie d'extrême droite que l'exercice de la violence. Par delà la proximité matérielle qui existe entre les milices, les partis et les autres groupes, il y a donc une proximité idéologique avec le développement d'outils théoriques qui légitiment la violence. Ce point permet aussi de faire le lien avec la forme d'expression la plus violente de l'extrême droite: le terrorisme.

La menace terroriste d'extrême droite

En plus d'observer un renforcement des formes historiques de l'extrême droite, nous pouvons aussi

observer celui du terrorisme lié à cette mouvance.⁸⁹ La progression de ce phénomène est alarmante. Déjà en août 2022, un rapport de l'Assemblée générale des Nations Unies souligne que «certains États Membres considèrent désormais qu'il s'agit de la menace de sécurité intérieure qui connaît la croissance la plus rapide, voire de la menace la plus grave à laquelle ils doivent faire face»⁹⁰. Ces dernières années, la violence et l'horreur ont ainsi éclaté à la face du monde, lors des massacres:

⁸⁹ Ce phénomène n'est pas entièrement nouveau, mais il subit récemment des évolutions qualitatives et quantitatives importantes et il semble donc se renforcer. En France, l'OAS est un exemple de groupe terroriste d'extrême droite plus ancien. Voir Lebourg, N. (2021, janvier 8). *Extreme-Right Terrorist Radicalization in France since November 13, 2015*. Illiberalism. <https://www.illiberalism.org/extreme-right-terrorist-radicalization-in-france-since-november-13-2015/>

⁹⁰ *Les attentats terroristes motivés par la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance, ou commis au nom de la religion ou de convictions*. (2020, août 3). Assemblée générale des Nations Unies. <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n22/450/53/pdf/n2245053.pdf>

- d’Oslo et d’Utøya (77 morts), en Norvège, en juillet 2011,
- de Munich (10 morts), en Allemagne, en juillet 2016,
- de Pittsburgh (11 morts), aux États-Unis, en octobre 2018,
- de Christchurch (51 morts), en Nouvelle-Zélande, en mars 2019,
- d’El Paso (23 morts), aux États-Unis, en août 2019,
- de Hanau (11 morts), en Allemagne, en février 2020, et
- de Buffalo (10 morts), aux États-Unis, en mai 2022,

pour ne mentionner que les plus meurtriers depuis 2010.⁹¹

⁹¹ Une liste plus exhaustive est donnée dans Ravnda, J., Tandberg, C., Sessolo, S., Jupskås, A., & Bjørge, T. (2023). *RTV Trend Report 2023 : Right-Wing Terrorism and Violence in Western Europe, 1990—2022*. University of Oslo. <https://www.sv.uio.no/c-rex/english/groups/rtv->

Pour ces attaques, le mode opératoire était toujours le même: un terroriste motivé par l'idéologie d'extrême droite et radicalisé sur Internet assassine de sang-froid des civils qu'il considère comme ses ennemis. C'est-à-dire, qu'il vise des musulmans, des juifs, des activistes de gauche, des femmes, des personnes queers ou assimilées⁹² à des étrangers.⁹³ Les motivations, l'idéologie et les choix tactiques sont souvent documentés dans un «manifeste» publié en ligne. Par exemple, Anders Breivik le tueur d'Oslo et d'Utøya pensait «que l'Europe occidentale se suicidait en

[dataset/2023-rtv-trend-report.pdf](#)

⁹² Dans ce livre, nous utiliserons cette expression pour souligner que la vision de l'extrême droite des «étrangers» a une composante ethnoraciale. Voir aussi la discussion p.20 de Faury, F. (2024). *Des électeurs ordinaires : Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*. Seuil.

⁹³ Les personnes assimilées à des étrangers restent cependant les cibles principales, voir p.12-15 de Ravnda, J., Tandberg, C., Jupskås, A., & Thorstensen, M. (2022). *RTV Trend Report 2022 : Right-Wing Terrorism and Violence in Western Europe, 1990—2021*. University of Oslo. https://www.sv.uio.no/c-rex/english/publications/reports/2022/rtv_trend_report_2022.pdf

autorisant l'immigration d'un grand nombre de musulmans. Cette migration massive conduirait à la destruction du christianisme occidental et de la civilisation occidentale dans son ensemble. Pire encore, la race blanche tout entière était menacée d'extinction». Pour lui, «le parti social-démocrate de son pays était responsable de la politique pro-immigration malavisée du gouvernement»⁹⁴. C'est pourquoi il a décidé de s'en prendre au camp estival des jeunes sociaux-démocrates norvégiens.

D'autres attaques mortelles, qui ne sont pas préméditées, sont d'une ampleur moindre. Elles arrivent, en revanche, plus souvent. Pour ne donner qu'un exemple, en 2022, «un homme de 49 ans a abattu un employé de station-service de 20 ans après avoir été invité à porter un masque, comme l'exigeait le gouvernement allemand en réponse à la pandémie. La victime avait d'abord refusé de servir l'homme, qui ne

⁹⁴ Rydgren, *The Oxford Handbook of the Radical Right*, op.cit., p.595.

portait pas de masque. Une heure et demie plus tard, l'auteur est revenu avec un masque, qu'il a abaissé avant de tirer une balle dans la tête de la victime. (...) L'auteur était actif sur divers réseaux sociaux d'extrême droite et avait exprimé son soutien au parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), aux théories du complot liées au COVID-19 et à la négation du changement climatique»⁹⁵.

Outre ces attaques individuelles, la menace terroriste s'est aussi manifestée par l'activité de véritables cellules terroristes. Ainsi, en novembre 2011, la police allemande a mis en lumière l'existence de la cellule terroriste NSU (signifiant «Nationalsozialistischer Untergrund» ou «Mouvement clandestin national-socialiste») qui a sévi durant plus d'une décennie. Durant cette période, les membres de cette cellule ont assassiné de manière systématique au moins 10 personnes assimilées à des étrangers et commis un

⁹⁵ Ravnda et al., *RTV Trend Report 2022*, *op.cit.*, pp.5-6.

attentat à la bombe à Cologne, en Allemagne, qui a fait 22 blessés.⁹⁶

Le terrorisme d'extrême droite cible aussi des élus. En 2016, l'élue britannique de gauche Jo Cox est assassinée en pleine rue par un sympathisant néonazi.⁹⁷ En 2015, la maire de Cologne, Henriette Reker a failli être poignardée à mort par un «militant d'extrême droite opposé à la politique d'immigration relativement ouverte de la chancelière Angela Merkel».⁹⁸ En 2025, l'élue américaine Melissa Hortman et son mari sont brutalement assassinés par un partisan de Donald Trump.⁹⁹ En 2023, Jean-Luc Mélenchon, leader du parti

⁹⁶ Kushner, J. (2017, mars 16). 10 Murders, 3 Nazis, and Germany's Moment of Reckoning. *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2017/03/16/10-murders-3-nazis-and-germanys-moment-of-reckoning/>

⁹⁷ *Qui est Thomas Mair, le meurtrier présumé de la députée Jo Cox?* (2016, juin 18). Le Journal du Dimanche. <https://www.lejdd.fr/International/Qui-est-Thomas-Mair-le-meurtrier-presume-de-la-deputee-Jo-Cox-791451-3153596>

⁹⁸ Rydgren, *The Oxford Handbook of the Radical Right*, op.cit., p.595.

⁹⁹ Singh, K., & Singh, K. (2025, juin 15). Minnesota lawmaker killed on Saturday served with compassion,

de gauche La France Insoumise, a été désigné comme cible d'un projet d'attentat déjoué.¹⁰⁰

Ce terrorisme s'exprime aussi par des attaques non mortelles ou de l'intimidation. Lors d'un meeting de campagne d'Éric Zemmour, les participants ont violemment agressé des militants d'une association antiraciste venus protester contre la présence du candidat.¹⁰¹ À Freital, en Allemagne, des individus ont commis un attentat contre le bureau de l'élu local Michael Richter, qui se positionnait pour l'accueil des migrants.¹⁰² En France, le maire «Yannick Morez a été

governor says. *Reuters*.

<https://www.reuters.com/world/us/minnesota-lawmaker-killed-saturday-served-with-compassion-governor-says-2025-06-15/>

¹⁰⁰ « L'idée c'était d'abattre Jean-Luc Mélenchon en plein meeting » : Les plans terroristes de quatre néonazis devant les assises de Paris. (2023, juin 27). La Dépêche. <https://www.ladepeche.fr/2023/06/27/lidee-cetait-dabattre-jean-luc-melenchon-en-plein-meeting-les-plans-terroristes-de-quatre-neonazis-devant-les-assises-de-paris-11305027.php>

¹⁰¹ Ravnda et al., *RTV Trend Report 2022*, *op.cit.*, p.7-8.

¹⁰² Die Linke : Anschlag auf Büro der Linkspartei in Freital. (2015, septembre 21). *Die Zeit*.

contraint de démissionner après l'incendie criminel de sa maison, alors qu'une manifestation d'extrême droite avait été organisée la veille dans sa commune contre l'arrivée d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile». ¹⁰³ En 2024, le député allemand de gauche Matthias Ecke est agressé violemment lors d'un collage d'affiches. ¹⁰⁴

Ces exemples ne sont que des illustrations d'un phénomène plus général. De cette façon, dans 18 pays européens entre 1990 et 2021, 226 attaques mortelles d'extrême droite préméditées ou non et

<https://www.zeit.de/gesellschaft/zeitgeschehen/2015-09/die-linke-freital-anschlag-michael-richter>

¹⁰³ Riolacci, A., & Tfaily, R. (2024, avril 11). *Émile Magazine - De la rue aux réseaux sociaux : État des lieux de l'activisme d'extrême-droite*. Émile Magazine.

<https://www.emilemagazine.fr/article/2023/12/7/de-la-rue-aux-reseaux-sociaux-etat-des-lieux-de-lactivisme-dextreme-droite>

¹⁰⁴ *En Allemagne, un eurodéputé «grièvement blessé» en plein collage d'affiches*. (2024, mai 4). Libération. https://www.liberation.fr/international/europe/en-allemande-un-eurodepute-grievement-blesse-en-plein-collage-daffiches-20240504_W2MKU4GPORB2PNMTPZEMMP22RY/

1 882 évènements de terrorisme ont été recensés.¹⁰⁵ Bien que le rapport note une diminution de ces évènements durant cette période, le nombre de victimes par attaque semble augmenter: 3 des 4 attaques les plus mortelles ont lieu après 2010.¹⁰⁶ Un rapport de l'ONU qui se focalise sur la situation internationale mentionne au contraire une augmentation des attaques et des arrestations liées au terrorisme d'extrême droite entre 2014 et 2018.¹⁰⁷

Le rapport souligne aussi quelques facteurs qui expliquent cette tendance, dont le développement des réseaux de communication sur Internet. Ceux-ci permettent aux acteurs d'extrême droite «de tisser de nouveaux réseaux, d'étendre leur portée et leur

¹⁰⁵ Ravnda et al., *RTV Trend Report 2022, op.cit.*

¹⁰⁶ Ravnda et al., *op.cit.*, p.5.

¹⁰⁷ Counter-terrorism Committee Executive Directorate. (2020, avril). *CTED Trends alert*. United Nations Security Council.
https://www.un.org/securitycouncil/ctc/sites/www.un.org.securitycouncil.ctc/files/documents/2021/Jan/cted_trends_alert_extreme_right-wing_terrorism.pdf, p.3.

influence grâce à l'échange de grandes quantités de contenus et de ressources, de mobiliser leurs sympathisants et d'en recruter de nouveaux, de collecter des fonds au niveau transnational, de diffuser des théories du complot et d'inciter à la violence»¹⁰⁸. Sur des messageries chiffrées comme Telegram, de véritables réseaux d'organisation se développent dans lesquelles les participants peuvent obtenir des informations pour acquérir des armes ou choisir des cibles.¹⁰⁹

Ce renforcement du terrorisme et de la violence d'extrême droite est parfois vu comme une perte d'influence de celle-ci.¹¹⁰ Mais, comme il s'inscrit dans

¹⁰⁸ *Les attentats terroristes motivés par la xénophobie, le racisme et d'autres formes d'intolérance, ou commis au nom de la religion ou de convictions.* (2020, août 3). Assemblée générale des Nations Unies, *loc.cit.*, p.4.

¹⁰⁹ Parreira, R. (2024, juin 28). *Comment les fascistes et néonazis bâtissent la guerre civile.* Reflets.
<https://reflets.info/articles/comment-les-fascistes-et-neonazis-batissent-la-guerre-civile>

¹¹⁰ Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*, p.161.

un contexte de renforcement général de l'extrême droite, cette hypothèse semble peu crédible. En réalité, l'essor du terrorisme d'extrême droite, dans ce contexte, est extrêmement préoccupant.

Chapitre 3: Développement parallèle des crises

Dans les deux chapitres précédents, nous avons mis en évidence deux évènements majeurs: la crise écologique et la crise politique. L'arrivée simultanée de ces deux crises pourrait être une simple coïncidence. Mais ce n'est pas le cas. Ce que nous allons expliquer, ici d'abord dans les grandes lignes, puis en détail tout au long de ce livre, c'est qu'il y a des raisons profondes qui expliquent ce renforcement parallèle. En fait, beaucoup d'éléments laissent penser qu'une «résolution» fasciste de la crise climatique se profile dans les pays du Nord.

Voici ces éléments:

1. l'existence de partis ou de groupes fascistes organisés prêts à prendre le pouvoir et à exercer de la violence,
2. la déstructuration du marché du travail, la mise de côté d'une partie de la population et le

renforcement d'affects réaffirmant les divisions racistes de la société,

3. la crise de la profitabilité et la nécessité de la coordination par l'État, ainsi que l'importance de certaines industries lourdes et de l'industrie financière dans la résolution de la crise climatique,
4. l'existence d'une résistance à l'hégémonie capitaliste dans les luttes écologiques et sociales,
5. l'intensification des flux migratoires internationaux et la nécessité de leur contrôle dans le système, ainsi que la création systémique d'une population «excédentaire», ce qui se reflète dans le développement d'idéologies d'exclusion sacrificielle.

Pour aller plus loin dans notre compréhension, passons ces éléments en revue, en mentionnant aussi les chapitres dans l'ouvrage où ils seront développés davantage.

La crise écologique du capitalisme pose les bases du fascisme

La première condition qui explique le renforcement du fascisme est, bien sûr, l'existence de partis ou de groupes organisés. Du point de vue parlementaire, ces groupes doivent avoir une structure capable d'agir dans la sphère politique et d'influencer l'opinion publique. Comme nous avons vu dans le [Chapitre 2](#), cet état de fait est donné. De nombreux partis d'extrême droite existent en Europe, se restructurent et se renforcent. Nous avons aussi vu qu'il existe de nombreux groupuscules et individus prêts à exercer la violence. Et bien que ces milices soient, la plupart du temps, formellement indépendantes des partis et mouvements parlementaires, il existe de nombreux liens matériels et idéologiques entre les deux.

Le deuxième point concerne les effets de la crise et l'apparition d'un «racisme ordinaire». La crise

économique, en particulier dans les sections de la population qui se situent dans une position intermédiaire sur le plan du capital économique, dégrade les conditions de vie et active des affects xénophobes. Cela permet d'expliquer la résonance des partis d'extrême droite et de leurs idées avec certaines parties de la population. Nous regarderons ces aspects plus en détail dans le [Chapitre 10](#).

La troisième condition concerne la crise de la profitabilité que nous étudierons au [Chapitre 6](#) et au [Chapitre 11](#). La politique économique fasciste peut être vue comme une réponse à une situation de crise dans laquelle les taux de profit sont menacés et une coordination plus intense de la classe capitaliste est nécessaire. Le fait que le capitalisme vit une crise profonde et durable ne fait plus de doute: l'intensification de la crise climatique augmente les coûts de production et menace certaines industries, comme les industries fossiles, d'extinction. Plus généralement, c'est les industries dont le capital est le

moins mobile, c'est-à-dire avec une proportion de capital constant élevée, qui sont le plus menacées, car elles sont les moins capables de s'adapter. Dans ce contexte, la nécessité d'une planification à long terme et d'une coordination étroite entre les entreprises et l'État peut conduire à un système ressemblant en beaucoup de points aux économies de guerre entretenues par les régimes fascistes dans le passé.

Une autre condition qui explique la montée du fascisme est l'existence d'un mouvement de résistance au capitalisme. Paradoxalement, la présence d'une force politique anticapitaliste forte peut servir de catalyseur au fascisme, car, comme nous le verrons au [Chapitre 8](#), ce dernier se présente historiquement comme une réponse à la menace perçue d'une révolution sociale. L'hostilité des élites économiques et politiques à l'égard des mouvements contestataires peut les pousser à soutenir des mouvements fascistes, qui promettent de rétablir l'ordre, tout en maintenant le statu quo économique. Aujourd'hui, les organisations

traditionnelles de la classe ouvrière, comme les syndicats et les partis de gauche radicale, sont moins fortes qu'elles ne l'étaient dans les périodes historiques du développement du fascisme. Malgré cela, elles restent des sources de mobilisation, de lutte et de victoires importantes. De plus, d'autres mouvements ont émergé qui remettent radicalement en cause différentes facettes du système: les luttes écologistes, féministes, LGBT+, anti-impérialistes et antiracistes.

Le dernier point concerne l'intensification des flux migratoires internationaux et la production dans le capitalisme d'une population «excédentaire». Celui-ci est abordé en détail dans le [Chapitre 7](#). Dans ce chapitre, nous étudierons les processus matériels à l'intérieur du capitalisme qui mènent à la création d'une population considérée comme excédentaire. De même, nous verrons comment les migrations internationales peuvent participer à renforcer ce processus et forcer les classes dominantes à mettre en place des politiques de contrôle migratoire strictes. Ces états de fait, s'ils ne

sont pas abordés dans un cadre anticapitaliste, peuvent aussi favoriser l'émergence d'«idéologies d'exclusion sacrificielle», comme le néomalthusianisme. Celles-ci se nourrissent du développement des politiques fascistes visant à désigner des boucs émissaires.

En résumé, la combinaison de ces éléments montre que la crise en cours représente un terrain fertile pour le fascisme. Avant de développer ces points dans les chapitres suivants, nous allons, ici, nous pencher brièvement sur deux autres expressions du renforcement de l'extrême droite: la fascisation des institutions et les évolutions du discours politique et médiatique.

Fascisation des institutions

Lors de contestations sociales importantes, il peut y avoir une convergence entre les intérêts de l'État qui n'est pas encore dirigé par l'extrême droite et ceux des groupes fascistes, ce qui mène à une alliance tactique

entre ces deux forces. Comme le note Saïd Bouamama: «dans des circonstances de développement et de radicalisation importantes des luttes sociales, la classe dominante n'hésitera pas à emprunter au fascisme ses analyses, ses propositions et une partie de ses méthodes»¹¹¹. Cette dynamique de «fascisation», qui représente donc une «préparation» des institutions dans la séquence historique qui précède l'accession au pouvoir par les mouvements fascistes, s'illustre, aujourd'hui, à plusieurs niveaux.

D'abord, par l'intensification des dispositifs répressifs de l'État. Cela inclut un recours accru à la violence et aux lois restrictives qui visent à limiter la mobilisation populaire et à dissuader la contestation. Ensuite, cela se manifeste par la reprise et la diffusion des analyses d'extrême droite par les gouvernements et les médias. Finalement, cela se manifeste aussi par «la

¹¹¹ Bouamama, S. (2021, mars 27). *Comprendre et combattre le fascisme et la fascisation*. ACTA. <https://acta.zone/said-bouamama-comprendre-et-combattre-le-fascisme-et-la-fascisation/>

tolérance vis-à-vis de groupes plus ou moins explicitement fascistes»¹¹². Ce processus sert donc à préparer le fascisme «au cas où l'évolution de la situation sociale le rendrait nécessaire» pour réprimer une contestation sociale qui mettrait en cause la domination bourgeoise. Ce processus de fascisation s'est illustré de manière frappante dans les exemples historiques de l'Allemagne et de l'Italie des années 1920 et 1930. Historiquement, en effet, les forces fascistes ne sont pas arrivées au pouvoir par un coup, mais ont été investies par la classe dominante dans un contexte de mouvements sociaux importants.¹¹³

Comment faut-il imaginer ce processus aujourd'hui? En 2017, lors de l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle française qui oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, un texte fait état d'une conversation

¹¹² Bouamama, *Comprendre et combattre le fascisme et la fascisation*, *loc.cit.*

¹¹³ Voir Chapitre 1 de Parenti, M. (1997). *Blackshirts and Reds : Rational Fascism and the Overthrow of Communism* (First Printing, Notations edition). City Lights Publishers.

entre des représentants des deux camps.¹¹⁴ Le texte est attribué à un haut fonctionnaire français, mais, faute de moyens suffisants pour vérifier l'authenticité, il est présenté par les journalistes comme une «(presque) fiction». Dans tous les cas, cette histoire illustre comment la fascisation peut être organisée.

Dans le texte, les représentants de la candidate d'extrême droite insistent sur la popularité qu'a Le Pen dans certains secteurs de la population, en particulier au sein de l'armée et de la police. Cette année, en effet, les syndicats de police organisent plusieurs manifestations pour critiquer le gouvernement, ce qui inquiète le camp macroniste. Pour faciliter la victoire de Macron, les représentants lepénistes s'engagent à pousser Marine Le Pen «à adopter une tactique désastreuse lors du débat à

¹¹⁴ *Homard en raviolo et puissance du lepénisme—Compte-rendu d'une conversation de 2017 établissant un accord secret entre la tendance lepéniste de l'Etat profond et Emmanuel Macron.* (2018, juin 25). lundimatin. <https://lundi.am/Homard-en-raviolo-et-puissance-du-lepenisme>

venir». En échange, ils demandent la reconnaissance plus forte de l'autonomie des corps de répression, l'introduction de l'état d'urgence dans le droit commun et un durcissement de la politique migratoire.

Ce renforcement du pouvoir discrétionnaire de l'État est la partie la plus visible de la fascisation en cours. En France, en plus de la mise en place sous une forme ou une autre de tous les points soulevés par les représentants lepénistes, le gouvernement a fait un recours intensif au «49-3» (une procédure qui permet de passer à côté du Parlement pour l'instauration de certaines lois). Il a aussi procédé à des perquisitions brutales visant des musulmans, des habitants des quartiers populaires et des militants de la gauche radicale, ainsi qu'à des interdictions de manifester.¹¹⁵ Plus généralement, comme le note Palheta, «les classes dirigeantes ne parvenant pas, par les moyens ordinaires de la démocratie parlementaire, à surmonter les contradictions du capitalisme dans sa configuration

¹¹⁵ Palheta, *La possibilité du fascisme*, op.cit., pp.102-103.

néolibérale, une période de régression ouverte des droits démocratiques s'est ouverte»¹¹⁶.

La fascisation s'illustre aussi par la radicalisation de partis qui étaient autrefois simplement conservateurs. Certaines fractions des classes dirigeantes vont ainsi soutenir moralement et financièrement les ailes les plus extrémistes de ces partis dans le but de les pousser vers l'extrême droite. L'exemple le plus flagrant de cela est le soutien apporté par les milliardaires Peter Thiel, Elon Musk, ou Vincent Bolloré à des personnalités politiques et des partis de droite. Dans ces partis, cette radicalisation se matérialise ensuite par: le dépassement calculé de limites morales ou légales, une démonisation des opposants politiques, le regroupement autour d'un chef charismatique et une volonté d'éroder les structures démocratiques existantes.¹¹⁷

¹¹⁶ Palheta, *La possibilité du fascisme, op.cit.*, p.97.

¹¹⁷ Strobl, N. (2024). Konservatismus am Kippunkt. *Luxembourg*, 2, 38-43.

Finalement, la fascisation de l'appareil d'État se manifeste aussi par le renforcement de l'extrême droite à l'intérieur des forces de répression. Ainsi, en Allemagne et en France, des réseaux de discussion néonazis ont été découverts à l'intérieur des forces de police.¹¹⁸ En France, une analyse des résultats des bureaux de vote situés à proximité de casernes établit que les forces de police et militaires votent majoritairement pour l'extrême droite.¹¹⁹ De plus, de nombreux rapports d'organisations des droits humains montrent que les forces de police en Europe manifestent un racisme systémique.¹²⁰ Outre ces transformations des

¹¹⁸ Maël, R. (2020, juin 4). *Des milliers de policiers s'échangent des messages racistes sur un groupe Facebook*. StreetPress. <https://www.streetpress.com/sujet/1591288577-milliers-policiers-echangent-messages-racistes-groupe-facebook-racisme-violences-sexisme>

¹¹⁹ *Pour qui votent les casernes ?* (s. d.). Fondation Jean-Jaurès. Consulté 29 janvier 2025, à l'adresse <https://www.jean-jaures.org/publication/pour-qui-votent-les-casernes/>

¹²⁰ Concernant la France, voir Teffera, A. (2023, septembre 29). France Needs International Scrutiny of Its Police Racism. *Human Rights Watch*.

institutions étatiques, le renforcement de l'extrême droite se manifeste aussi dans la superstructure idéologique et médiatique.

Quelques exemples d'effets superstructurels

Nous avons assisté autour des années 1970-1980 à un déplacement depuis les économies nationales vers une économie globalisée. La première reposait sur l'exploitation de la classe travailleuse locale à l'aide de l'armée de réserve «locale», alors que la seconde se base sur une mobilité renforcée du capital, en particulier la possibilité de délocaliser. À partir de ce moment, il y a donc une nécessité, pour la classe dominante, de mettre en place des systèmes de contrôle stricts des

<https://www.hrw.org/news/2023/09/29/france-needs-international-scrutiny-its-police-racism>

Pour la Suisse, voir *Un rapport de la Confédération admet pour la première fois un racisme structurel en Suisse*. (2023, avril 17). RTS. <https://www.rts.ch/info/suisse/13947162-un-rapport-de-la-confederation-admet-pour-la-premiere-fois-un-racisme-structurel-en-suisse.html>

migrations vers les pays du Nord. En parallèle, ce changement dans la base économique se manifeste dans un changement d'approche dans l'idéologie dominante par rapport à la «question migratoire». Durant ces années, nous sommes passés d'une relative ouverture, à une approche sécuritaire.

Cette transformation s'illustre parfaitement la communication gouvernementale. Collovald montre, par exemple, comment la représentation des migrants change dans les sondages.¹²¹ En 1971, la question posée est formulée de la manière suivante: «il y a actuellement en France de nombreux travailleurs étrangers; ils occupent souvent des emplois pénibles. Pensez-vous que la France fait un effort suffisant ou insuffisant pour leur permettre de se loger, leur donner une formation, les accueillir avec hospitalité, leur donner des salaires convenables». Alors qu'en 2004, elle est formulée comme suit: «est-il normal que les

¹²¹ Collovald, *Le Populisme du FN un dangereux contresens*. Editions du Croquant, p.154.

immigrés aient accès gratuitement à l'école, touchent des allocations familiales quand ils perdent leur emploi, aient des mosquées pour pratiquer leur religion?». Le changement de ton ne pourrait pas être plus drastique. En fait, l'État a intérêt à blâmer les migrants pour les problèmes sociaux ou ceux de la crise climatique.¹²² Si les migrants sont le problème, l'État peut imposer une solution toute faite: il faut contrôler les migrations. Et ça tombe bien, c'est exactement ce dont ont besoin les classes dominantes.

Ce n'est pas que dans la politique gouvernementale que ces effets superstructurels sont observés, mais aussi dans les médias. Concernant le traitement médiatique de la thématique migratoire, des études montrent, par exemple, l'existence d'un lien entre le contenu médiatique et les positions anti-migrants.¹²³ En réalité, il est clair que ces changements dans la superstructure

¹²² C'est d'ailleurs aussi le cas des discours qui insistent sur le fait que le seul problème de la crise climatique serait les migrations qui en résultent. Voir à ce propos Out of the Woods, *Hope Against Hope*, *op.cit.*, p.21.

médiatique ont aussi une influence sur la perception de la question migratoire par le public et donc dans le développement d'un «racisme ordinaire».¹²⁴ Il faut mettre ici aussi en avant le rôle avéré des classes dominantes dans la fabrication des discours xénophobes diffusés par certains médias.¹²⁵

Plus généralement, les médias «en se concentrant sur certains sujets, sélectionnent un petit nombre de questions politiquement pertinentes à partir d'un ensemble de problèmes beaucoup plus vaste. (...) Dans des cas extrêmes, une question peut être si étroitement associée à un parti que ce dernier “en est propriétaire” et qu'il en tirera presque automatiquement un avantage chaque fois que cette question occupera une place de

¹²³ Voir Rydgren, *The Oxford Handbook of the Radical Right*, *op.cit.*, p.234 et les références mentionnées là-bas.

¹²⁴ Collovald, *Le Populisme du FN*, *op.cit.*, pp.145-146.

¹²⁵ Tevanian, P., & Tissot, S. (2019, septembre 17). *Un racisme qui vient d'en haut*. Les mots sont importants. <https://lmsi.net/Un-racisme-qui-vient-d-en-haut>

choix dans l'ordre du jour»¹²⁶. Cette focalisation sur certains thèmes précis, comme la migration, peut donc renforcer les idées d'extrême droite et la volonté de débattre avec les fascistes fait en sorte que ces idées deviennent «mainstream».

Un autre aspect fondamental du fascisme, rendu possible par l'action des médias, est la criminalisation des forces anticapitalistes ou contestataires. Les médias, en diffusant les discours d'extrême droite, contribuent à construire un récit où toute forme de contestation critique est perçue comme subversive ou extrémiste. Cette perception facilite l'intervention répressive de l'État, en légitimant des mesures de surveillance et de dissolution à l'encontre des mouvements de gauche et réduit leur capacité d'action politique.

Un exemple particulièrement aberrant est le traitement médiatique des positions de gauche après l'attaque du 7 octobre 2023 en Israël par les forces

¹²⁶ Rydgren, *The Oxford Handbook of the Radical Right*, op.cit., p.233.

armées du Hamas et l'invasion subséquente de Gaza par l'armée israélienne. Dans les mois qui ont suivi, les médias dominants en France ont adopté un traitement univoque de ces événements. Ils ont parfois même abandonné toute prétention d'objectivité au profit d'une ligne éditoriale qui tendait principalement à criminaliser les positions critiques de la gauche et diffamer ses défenseurs.¹²⁷ Cette dynamique s'est intensifiée au point que certains médias ont relayé sans discernement des appels de dissolution de partis de gauche émanant de politiciens conservateurs.¹²⁸

Cette radicalisation du discours médiatique s'inscrit aussi dans un contexte plus large d'effacement des repères politiques traditionnels, marqué par l'essor

¹²⁷ Labica, T. (2024, août 26). *Du Labour de Corbyn à LFI de Mélenchon, les médias contre la gauche*. Acrimed | Action Critique Médias. <https://www.acrimed.org/Du-Labour-de-Corbyn-a-LFI-de-Melenchon-les-medias>

¹²⁸ *Guerre Israël-Hamas : Faut-il dissoudre le NPA de Philippe Poutou et Olivier Besancenot?* (2023, octobre 12). RMC. https://rmc.bfmtv.com/actualites/politique/guerre-israel-hamas-faut-il-dissoudre-le-npa-de-philippe-poutou-et-olivier-besancenot_AV-202310120476.html

d'une politique «pragmatique» et l'hégémonie de l'extrême centrisme.¹²⁹ À savoir, une politique qui prétend dépasser les clivages idéologiques pour une gestion technique et apolitique des problématiques sociales, économiques et environnementales. En promouvant l'idée qu'il n'existe pas d'alternative viable à cette «gestion», les élites politiques et médiatiques tendent à dépolitiser les questions fondamentales. Cette vision se traduit également par l'affirmation récurrente que les notions de gauche et de droite seraient obsolètes. Mais cette obfuscation peut aussi jouer directement dans les mains de l'extrême droite.¹³⁰

Si ces effets superstructurels illustrent quelques conséquences de la crise sur la société, il est aussi nécessaire de se pencher sur les effets que celle-ci a sur

¹²⁹ Deneault, A., & Gaulejac, C. D. (2016). *Politiques de l'extrême centre*. Lux Éditeur.

¹³⁰ Keucheyan, R. (2017). Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite « respectable »: Enquête sur une success story intellectuelle. *Revue du Crieur*, 6(1), 128-143.

<https://doi.org/10.3917/crieu.006.0128>

l'extrême droite en particulier. C'est-à-dire, il faut considérer les stratégies d'adaptation de l'extrême droite à la crise en cours.

Chapitre 4: «Écologisme» d'extrême droite

L'émergence du fascisme se situe dans un contexte de crise écologique, ce qui force les mouvements d'extrême droite à s'adapter. Comme le mentionne Pierre Madelin: «faute de pouvoir articuler ainsi le “brun” et le “vert”, [l'extrême droite] ne saurait s'imposer durablement — au moins dans certains pays (...) — auprès d'un électorat toujours plus inquiet face à la détérioration des conditions de vie sur Terre»¹³¹. Cependant, «son répertoire de positions climatique n'est (...) pas malléable à l'infini»¹³².

L'approche de l'extrême droite face aux questions écologiques peut, en fait, être divisée en deux stratégies principales. D'un côté, les partis classiques d'extrême

¹³¹ Madelin, P. (2020, juin 26). *La tentation éco-fasciste : Migrations et écologie*. Terrestres.
<https://www.terrestres.org/2020/06/26/la-tentation-eco-fasciste-migrations-et-ecologie/>

¹³² Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*, pp.14-15.

droite sont souvent encore à l'arrière-garde du mouvement écologiste et beaucoup défendent encore un négationnisme climatique combiné avec une défense inconditionnelle des ressources fossiles. De l'autre côté, certaines franges de l'extrême droite, animées par les changements dans la structure idéologique, abordent de manière intense des thèmes écologistes. Par exemple, en théorisant la notion de frontière et en adaptant des concepts écologistes pour les faire correspondre aux schémas classiques de l'extrême droite: le nationalisme et la lutte contre les migrants.

Négationnisme climatique et carbofascisme

L'approche par défaut de la plupart des forces d'extrême droite est ce que le Zektin Collective désigne par le «négationnisme climatique». Pour le collectif, «tous les partis d'extrême droite de la scène politique de ce début de XXI^e siècle ont ouvertement manifesté un négationnisme climatique. Certains s'en sont distancés

(...), mais il reste néanmoins leur posture par défaut»¹³³. De quoi s'agit-il? En fait, le négationnisme climatique se décline en trois sortes.¹³⁴ Dans la forme la plus simple, c'est l'existence même du réchauffement climatique qui est remise en cause. Dans une forme plus subtile, c'est l'impact de l'activité humaine sur ce réchauffement qui est remis en cause. Finalement, dans sa forme la plus «moderne», ce n'est pas l'existence du réchauffement climatique, ni même son origine humaine, qui sont remises en cause, mais plutôt sa dangerosité. Cette dernière forme de négationnisme considère, par exemple, que les effets de la crise ne sont pas si graves, ou même qu'elles pourraient être positives pour l'humanité.

Le collectif donne une longue liste d'exemples pour illustrer le négationnisme climatique des partis d'extrême droite. Par exemple, le parti allemand AfD déclare dans son programme de 2016 que le

¹³³ Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*, p.25.

¹³⁴ *Ibid.*, pp.23-24.

changement climatique «est à l'œuvre depuis le début de l'existence même de la Terre» et donc que le réchauffement climatique ne serait pas causé par les émissions de CO₂. Selon le parti, les conclusions des rapports du GIEC seraient fausses, car basées sur des modèles climatiques et «non appuyées par des données quantitatives ni par des observations quantifiées»¹³⁵. En 2013, en Angleterre, le conservateur Boris Johnson (devenu par la suite Premier ministre en 2019) diffusait les thèses du négationniste climatique Piers Corbyn pour qui le réchauffement de la Terre était dû à l'activité solaire.¹³⁶ Pour compléter la liste, le collectif mentionne encore les exemples des partis d'extrême droite néerlandais FvD et espagnol Vox dont les positions illustrent encore ce négationnisme climatique «par défaut».

¹³⁵ Programme de l'AfD 2016 cité dans Zetkin Collective, *Fascisme fossile, op.cit.*, p.25.

¹³⁶ *Ibid.*, pp.28-29.

Plus que défendre simplement un négationnisme climatique, les positions traditionnelles de l'extrême droite font parfois l'éloge des énergies fossiles nationales et du capitalisme fossile en général. C'est un phénomène que certains auteurs appellent «carbofascisme».¹³⁷ Ainsi, en Autriche, l'ancien vice-président du FPÖ publie un ouvrage dénonçant les impôts et «normes environnementales importantes et une législation climatique absurde». En Hongrie, le gouvernement Fidesz met l'accent sur le développement de l'industrie de l'automobile.¹³⁸ Concernant le capital fossile primitif, «dans les pays qui produisent massivement des énergies fossiles, l'extrême droite en est généralement la promotrice la plus déterminée.»¹³⁹ Ainsi, en Finlande, les SD sont les plus

¹³⁷ Fressoz, J.-B. (2018, octobre 10). *Bolsonaro, Trump, Duterte...* La montée d'un carbo-fascisme ? Libération. https://www.liberation.fr/planete/2018/10/10/bolsonaro-trump-duterte-la-montee-d-un-carbo-fascisme_1684428/

¹³⁸ Zetkin Collective, *Fascisme fossile, op.cit.*, p.57.

¹³⁹ *Ibid.*, p.59.

grands défenseurs de la tourbe et l'UKIP anglais veut redonner un second souffle à l'industrie du charbon. En Allemagne, l'AfD soutient les mines de charbon de manière presque obsessionnelle.

En parallèle de ce négationnisme grossier et cette défense anachronique des industries fossiles, encore majoritaires du côté de l'extrême droite se développe une forme de négationnisme plus subtile. Cette troisième forme de négationnisme, dans la typologie du Zektin Collective, remet en cause seulement les effets de la crise en cours et non la science climatique. Une des têtes de proue de cette approche est l'auteur américain Michael Shellenberger. Dans son best-seller «Apocalypse zéro», Shellenberger explique que les prédictions de certaines associations écologistes, voire de certains scientifiques, sont exagérées.¹⁴⁰ Si le réchauffement climatique peut avoir des effets néfastes, ceux-ci peuvent être contrés simplement par le

¹⁴⁰ Shellenberger, M. (2020). *Apocalypse Never : Why Environmental Alarmism Hurts Us All*. Harper.

développement économique capitaliste et l'innovation technologique. Plus viscéralement, il défend que les sociétés humaines sont en lutte et la crise écologique fera que les plus résilientes survivront. La crise aurait donc aussi des aspects positifs, car elle permettrait l'adaptation des sociétés.

Sur le fond, l'analyse de Shellenberger est récusée même par les scientifiques cités dans son ouvrage.¹⁴¹ Cependant, sa vision résonne avec une partie de l'extrême droite qui voit dans la lutte entre les sociétés une possibilité de revendiquer la suprématie de la sienne. Ainsi, le magazine d'extrême droite français «Valeurs actuelles» publie dès la sortie de l'édition française un interview flatteur.¹⁴² La reprise de ces

¹⁴¹ Kasprak, A. (2020, août 4). *Shellenberger's Optimistic, Viral Take on Climate Future Challenged by Scientists He Cites*. Snopes. <https://www.snopes.com/news/2020/08/04/shellenberger-climate-change/>

¹⁴² Fonton, M. (2021, octobre 29). *Michael Shellenberger : "L'alarmisme est une attitude mimétique"*. Valeurs actuelles. <https://www.valeursactuelles.com/clubvaleurs/societe/michael-shellenberger-lalarmisme-est-une-attitude-mimetique>

positions montre déjà comment la matrice idéologique de l'extrême droite peut s'adapter à la crise autrement que par la négation simple. D'autres approches vont plus loin encore et bien qu'elles soient encore minoritaires, elles pourraient prendre de l'importance au sein de l'extrême droite.

Éthno-différentialisme, écofascisme et «nationalisme vert»

À la différence des défenseurs du négationnisme climatique, certaines forces d'extrême droite prennent au sérieux la crise climatique et ses effets. Dans son manifeste publié avant de l'attaque de Christchurch, le tueur écrit, par exemple: «l'immigration continue en Europe est une guerre environnementale». Il y a donc une conscience écologique qui peut être reliée aux obsessions fondamentales de l'extrême droite. Pour comprendre cette évolution et ces positions, il faut, d'abord, comprendre les deux logiciels supplémentaires

qui animent une partie de l'extrême droite contemporaine: l'éthno-différentialisme et le mythe du grand remplacement.

L'éthno-différentialisme est une notion développée dans les années 1960 par un groupe d'idéologues d'extrême droite français, connu sous le nom de «Nouvelle droite». Cette notion développe le mythe «que pour préserver les caractères nationaux uniques des différents peuples, il faut les séparer. Selon cette perspective, le mélange de différentes ethnies n'aboutit qu'à l'extinction culturelle»¹⁴³. Dans ce cadre de pensée, l'inégalité entre les peuples n'est plus justifiée par le mythe de la race au sens biologique comme c'était le cas dans les idéologies qui ont inspiré le nazisme. Elle est plutôt expliquée par le mythe de cultures et de civilisations homogènes sur le plan interne et totalement séparées.

¹⁴³ Rydgren, *The Oxford Handbook of the Radical Right*, *op.cit.*, p.26.

Cette croyance en une incompatibilité fondamentale entre les civilisations se combine parfaitement avec un autre mythe propagé par l'extrême droite: celui du «grand remplacement». Ce mythe trouve son origine dans le livre «Eurabia: The Euro-Arab Axis» de Gisèle Littman publié sous le pseudonyme «Bat Ye'or». Dans ce livre, Littman soutient que des élites organiseraient sciemment le remplacement de la population européenne à travers les institutions de l'Union européenne par la migration. Ce phénomène serait encore amplifié par la prétendue croissance démographique plus forte dans les populations immigrées par rapport à celles dites autochtones. Le but de ce projet serait la soumission et «l'islamisation» de l'Europe.¹⁴⁴

La conclusion que tire une partie de l'extrême droite de ces deux mythes est claire: la migration doit être stoppée à tout prix et il faut mettre en place la «remigration» qui est un euphémisme pour la

¹⁴⁴ Zetkin Collective, *Fascisme fossile, op.cit.*, pp.58-59.

déportation massive des personnes considérées comme étrangères. Il faut souligner ici le parallèle avec les politiques mises en œuvre par le gouvernement nazi. Avant le recours à la solution finale, il avait aussi opté pour la déportation et la prise de mesures économiques forçant les juifs à partir.¹⁴⁵

Dans le cadre de la crise climatique, l'extrême droite a donc intérêt «à présenter “l'invasion” supposée des migrants et le saccage avéré de la nature comme deux expressions distinctes, mais convergentes d'une même logique: celle d'une intensification symétrique des flux de marchandises et de capitaux d'un côté, et des flux d'êtres humains de l'autre»¹⁴⁶. Comme le souligne Madelin: «en intégrant la question écologique, l'ethno-différentialisme s'est en effet progressivement doublé

¹⁴⁵ Vidal, D. (2014). « La solution définitive du problème juif... ». *Le Monde Diplomatique*, Hors série : Manuel d'histoire critique.

https://www.monde-diplomatique.fr/publications/manuel_d_histoire_critique/a53179

¹⁴⁶ Madelin, *La tentation éco-fasciste : Migrations et écologie*, loc.cit.

de ce que l'on pourrait appeler un "éco-différentialisme". Sans remettre en cause le caractère spécifiquement culturel de l'identité du groupe, il s'efforce, via un raisonnement analogique, de montrer que cette identité était en dernière instance tributaire d'un support naturel: l'écosystème, le milieu, ou la bio-région. À chaque ensemble culturel correspondrait ainsi un territoire, et l'intégrité de l'un ne pourrait être respectée qu'à condition de respecter l'intégrité de l'autre. Tout comme la biodiversité, l'ethno-diversité devrait être protégée, et à l'image des écosystèmes, les cultures seraient des entités fragiles dont il faudrait préserver les équilibres lorsque ceux-ci sont menacés par des perturbations extérieures»¹⁴⁷. C'est à l'aide de cette intégration de thèmes écologistes dans un logiciel ethno-différentialiste qu'il faut comprendre l'idéologie énoncée par le tueur de Christchurch dans son manifeste de haine. Cette évolution dans une partie de

¹⁴⁷ Madelin, *La tentation éco-fasciste: Migrations et écologie*, loc.cit.

l'idéologie d'extrême droite a même mené certains auteurs à développer la notion d'«écofascisme».¹⁴⁸

Bien que l'idéologie écofasciste se soit développée dans des groupuscules et soit, pour l'instant, principalement mobilisée par des extrémistes violents, certains aspects ont influencé les forces d'extrême droite parlementaires. En particulier, le néomalthusianisme et le lien supposé entre protection du territoire et les migrations ont été repris par des partis politiques pour donner naissance à un «nationalisme vert».¹⁴⁹ Ces positions soutiennent qu'il faut préserver la nation (supposée socialement et culturellement homogène) pour pouvoir faire la sauvegarde de la nature. Les territoires d'Europe

¹⁴⁸ Pour approfondir, en plus de l'ouvrage de Madelin, voir Dubiau, *Écofascismes*, *op.cit.* Une critique de la notion d'écofascisme est donnée dans Flipo, F. (2023, mai 16). *Écofascisme : Notion éclairante ou piège idéologique ?* Terrestres.

<https://www.terrestres.org/2023/05/16/ecofascisme-notion-eclairante-ou-piege-ideologique/>

¹⁴⁹ Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*, p.100.

devraient être pris en charge par les «autochtones»; ceux qui ne sont pas d'ici amèneraient la destruction. Dans cette interprétation, la notion de frontière en vient à être théorisée comme un combat écologique de défense d'écosystèmes. L'origine de ces idées dans le néomalthusianisme montre qu'elles ne constituaient pas seulement une adaptation formelle, une manière d'ajouter un peu de vert dans le brun. Elles représentaient une réinterprétation des thèmes classiques de l'extrême droite sous un angle nouveau.

Ces changements ont pu être récemment observés dans les positions du RN. Jordan Bardella, nouvelle tête d'affiche du RN déclare ainsi: «c'est par le retour aux frontières que nous sauverons la planète»¹⁵⁰. Marine Le Pen, présidente du même parti, déclare elle en 2017: «en défendant le protectionnisme, la production à l'intérieur de nos frontières (...) on lutte contre les

¹⁵⁰ Jordan Bardella cité dans Zetkin Collective, *Fascisme fossile, op.cit.*, p.97.

émissions de gaz à effet de serre»¹⁵¹. En Suisse, le parti UDC nomme son initiative de 2024 pour limiter la taille de la population suisse et l'immigration, «l'initiative pour la durabilité».¹⁵²

Nous voyons donc qu'au delà des positions négationnistes classiques, certaines franges de l'extrême droite s'adaptent autrement à la réalité de la crise. Ces approches dépassent aussi la simple récupération formelle et symbolisent une véritable adaptation à la crise écologique. Ces approches écologistes de l'extrême droite se heurtent, cependant, à des limites sérieuses. Comme nous le verrons, un véritable programme écologiste implique un changement profond de la structure de pouvoir (par exemple, la démocratisation des moyens de production

¹⁵¹ Marine Le Pen citée dans Zetkin Collective, *Fascisme fossile, op.cit.*, p.96.

¹⁵² Initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions ! (Initiative pour la durabilité) ». (s. d.). Admin CH. Consulté 29 janvier 2025, à l'adresse <https://www.bk.admin.ch/bk/fr/home/politische-rechte/pore-referenzseite.html>

d'énergie) ce que le fascisme a été historiquement conçu pour combattre. De plus, la solution à la crise climatique passera forcément par une coordination internationale et cosmopolite, ce qui va directement à l'encontre de la vision de sociétés homogènes et séparées défendue par l'extrême droite.

Cette description des stratégies d'adaptations de l'extrême droite termine la présentation de la crise en cours. Il est, à présent, nécessaire d'étudier plus en détail les causes de ces évolutions. C'est en comprenant ces causes que nous arriverons aussi, dans la dernière partie de ce livre, à développer des stratégies pour la contrecarrer. Cette étude commence par l'analyse de notre système économique, ainsi que des structures sociales et des contradictions qu'il produit.

CAPITAL, CRISE ÉCOLOGIQUE ET
FASCISME

Chapitre 5: Classes sociales et capital

Pour comprendre la crise actuelle, il est indispensable de saisir les structures sociales sur lesquelles repose le capitalisme moderne. Cela passe nécessairement par une théorie des classes. C'est-à-dire une théorie qui met en évidence les rapports sociaux fondamentaux et les intérêts antagonistes qui peuvent exister dans la société. En effet, sans une telle théorie, les crises — qu'elles soient économiques, politiques ou écologiques — apparaissent comme des phénomènes déconnectés des agissements humains, alors qu'elles sont des produits du système et de ses contradictions.

L'analyse proposée dans ce livre se situe dans une perspective marxiste, mais elle s'inspire aussi de développements plus récents. C'est dans ce cadre que nous proposons, une division des individus dans le capitalisme contemporain en trois classes: la bourgeoisie, le prolétariat et ce que nous nommerons,

en nous éloignant des définitions habituelles, la classe moyenne.

Les classes principales dans le capitalisme moderne

Si la notion de «classe» est souvent utilisée dans le discours courant, elle ne fait pas consensus. Différentes définitions concurrentielles de celle-ci sont proposées et, plus fondamentalement, l'utilité même d'un tel concept est parfois remise en cause.¹⁵³ Il faut donc commencer par définir plus précisément ce que nous entendons par là, puis expliquer brièvement l'intérêt de cette notion.

¹⁵³ Pour un aperçu des usages de cette notion en sociologie, voir Wright, E. O. (2005). *Approaches to Class Analysis*. Cambridge University Press.

Suivant une approche marxiste¹⁵⁴, nous définissons la «classe», de manière purement structurelle, par rapport «à la position des membres [de cette classe] dans la structure économique, leurs droits effectifs et leurs devoirs dans celui-ci». C'est-à-dire, «la classe n'est établie par rien d'autre que la place objective dans le réseau des relations de propriété, même s'il est difficile d'identifier ces places proprement»¹⁵⁵. En somme, la classe d'un individu est définie grâce à la position occupée par celui-ci dans le processus de production capitaliste. Contrairement à une définition plus «intuitive», cette définition purement structurelle a le défaut de faire complètement abstraction des modes de vie, des goûts et des aspects culturels qu'on pourrait associer avec la classe. L'intérêt pour l'opéra ou le golf

¹⁵⁴ En particulier, nous nous inspirons pour la présentation dans ce chapitre de *Temps Libre II – Contribution à la théorie des classes*. (2021, janvier). <https://pouruntempslibre.org/temps-libre-ii/> et de Cohen, G. A. (2020). *Karl Marx's Theory of History : A Defence*. Princeton University Press.

¹⁵⁵ Cohen, *op.cit.* , p.73.

n'est pas essentiel pour classer quelqu'un parmi l'élite. Ce sont plutôt son métier, son éducation, sa fortune et son revenu qui déterminent sa position sociale.¹⁵⁶

Défini ainsi, ce concept permet en revanche de mettre en évidence les mécanismes d'exploitation et les antagonismes qui traversent la société capitaliste, ainsi que la convergence des intérêts économiques d'individus au sein d'une même classe. Mais cette notion ne se limite pas à une simple fonction descriptive; elle possède également une portée critique et stratégique. Comme nous le verrons, en insistant sur cette définition structurelle, il est possible de montrer qu'une classe spécifique, par sa position dans les rapports de production, a le pouvoir de les abolir et de construire des rapports sociaux nouveaux.¹⁵⁷ Ce sont ces deux faits qui justifient l'intérêt non seulement de la

¹⁵⁶ Pour une discussion de ces aspects, voir Huber, M. T. (2022). *Climate Change as Class War : Building Socialism on a Warming Planet*. Verso, p.11.

¹⁵⁷ Voir *Temps Libre II*, *loc.cit.*, p.19.

définition choisie, mais de la notion de «classe» en général.

Armés de cette définition, nous pouvons commencer à décrire les classes existantes dans les pays capitalistes avancés. En haut de l'échelle sociale, il y a la classe dominante ou capitaliste, aussi appelée «bourgeoisie», composée des capitalistes industriels, des capitalistes financiers et des grands propriétaires. Cette classe est définie par une position dominante dans les rapports productifs et, en particulier, par la possession des moyens de production. Cette position lui permet de vivre dans l'abondance grâce au surplus généré par les travailleurs.

Aujourd'hui, les exemples pour illustrer la concentration extrême de richesse dans les mains de la bourgeoisie ne manquent pas. En 2025, pendant les vacances de Pâques, Mark Zuckerberg a déployé ses deux superyachts de 330 millions de dollars pour parcourir 8 500 km, afin de skier brièvement sur un sommet norvégien accessible uniquement en

hélicoptère.¹⁵⁸ En 2024, Mukesh Ambani, l'homme le plus riche d'Inde, a organisé une fête pré-nuptiale pour son fils estimée à 120 millions de dollars. Pour cette fête de trois jours, avec comme point d'orgue un concert privé de Rihanna, il a fait construire un complexe de luxe éphémère pour 1 200 invités à côté d'un slum.¹⁵⁹ Pour terminer, en 2025, quelques multimillionnaires, dont la chanteuse Katy Perry, ont effectué une expédition en orbite durant 11 minutes,

¹⁵⁸ Dinoo, H. (2025, mai 3). Mark Zuckerberg Sailed 5,300 Miles With Two Superyachts Only to Helicopter Up a Mountain and Ski Down in Billionaire Style. *Sustainability Times*. <https://www.sustainability-times.com/policy/mark-zuckerberg-sailed-5300-miles-with-two-superyachts-only-to-helicopter-up-a-mountain-and-ski-down-in-billionaire-style/>

¹⁵⁹ *For richer, for poorer: How Anant Ambani's lavish £120m pre-wedding attended by Bill Gates and Ivanka Trump with £5m Rihanna show took place yards from poverty with some of the world's poorest surviving on £4 a day* | *Daily Mail Online*. (s. d.). Consulté 7 juin 2025, à l'adresse <https://www.dailymail.co.uk/news/article-13154169/For-richer-poorer-Anant-Ambanis-lavish-120m-pre-wedding-attended-Bill-Gates-Ivanka-Trump-5m-Rihanna-took-place-yards-poverty-worlds-poorest-surviving-4-day.html>

dont le coût environnemental équivalait à 200 fois les émissions annuelles de gaz à effet de serre d'une personne et dont le coût financier s'élevait à plusieurs millions de dollars.¹⁶⁰

La question se pose alors: comment se fait-il qu'une poignée d'individus puisse vivre dans une abondance obscène alors que des milliards d'individus peinent à satisfaire leurs besoins élémentaires? La réponse réside dans un mécanisme central du capitalisme: l'exploitation du travail productif, qui consiste en l'appropriation par la bourgeoisie d'une partie de la valeur produite par le travail des autres. En effet, dans le processus de production capitaliste, les travailleurs exploités ne sont pas rémunérés à hauteur de la valeur

¹⁶⁰ *Tourisme spatial : CO2, suie, vapeur d'eau, 450 000 dollars le billet... pourquoi le voyage de Katy Perry à bord de Blue Origin fait polémique.* (s. d.). ladepeche.fr. Consulté 7 juin 2025, à l'adresse <https://www.ladepeche.fr/2025/04/18/tourisme-spatial-co2-suie-vapeur-deau-450-000-dollars-le-billet-pourquoi-le-voyage-de-katy-perry-a-bord-de-blue-origin-fait-polemique-12640881.php>

complète de ce qu'ils créent. Ils ne reçoivent que ce dont ils ont besoin pour vivre et se reproduire en tant que classe. L'écart entre cette valeur et celle du produit final constitue la plus-value, dont la bourgeoisie s'empare pour financer ses investissements et sa consommation excessive. Ce qui rend possible cette exploitation est justement la position de la bourgeoisie dans les rapports de production et, en particulier, son contrôle des moyens de production.

Cette compréhension permet de souligner une autre notion centrale dans l'analyse marxiste du capitalisme: celle de travail productif. Contrairement à l'acception courante qui associerait la productivité à l'utilité sociale, dans le cadre spécifique du mode de production capitaliste, le travail productif désigne exclusivement le travail qui génère de la plus-value.¹⁶¹ Il ne s'agit pas d'un jugement de valeur sur l'utilité ou la moralité d'une activité, mais d'une description d'une fonction économique précise. Ainsi, pour le capitalisme, est

¹⁶¹ *Temps Libre II, loc.cit.*, p.32.

productif tout travail qui permet au capitaliste d'extraire une part de valeur au-delà de ce qu'il verse en salaire. Comme le soulignent les auteurs de la revue Temps libre: «Neuf fois sur dix, dans le mode de production capitaliste, est productive la production de mines antipersonnels, alors que sont improductifs les soins offerts à ses victimes»¹⁶². L'analyse marxiste met en évidence le travail productif en raison du fait que le capitalisme ne peut se perpétuer en tant que système sans la création de plus-value. En effet, sans plus-value, il ne peut y avoir d'accumulation du capital et donc pas non plus de capitalistes.

Pour clarifier encore cela, nous pouvons reprendre l'exemple classique de Marx: «Un comédien par exemple, un clown même, est par conséquent un travailleur productif, du moment qu'il travaille au service d'un capitaliste (de l'entrepreneur), à qui il rend plus de travail qu'il n'en reçoit sous forme de salaire, tandis qu'un tailleur qui se rend au domicile du

¹⁶² *Temps Libre II, loc.cit.*, p.55.

capitaliste pour lui raccommorder ses chausses, ne lui fournit qu'une valeur d'usage et ne demeure qu'un travailleur improductif.» Dans cet exemple, ce qui distingue le clown du tailleur n'est pas la nature de leur travail, les deux fournissent un service destiné à être vendu. Ce qui change est leur rapport à la structure sociale capitaliste. Le clown doit remettre une partie de la valeur produite à son employeur sous la forme de plus-value, alors que le tailleur conserve la totalité de la valeur de son travail. Le premier participe donc à la reproduction des rapports sociaux capitalistes, alors que le second non.¹⁶³

Cette clarification de la notion de travail productif permet aussi de définir précisément la classe qui se trouve dans une position fondamentalement opposée à la bourgeoisie: le prolétariat. Le prolétariat est la classe exploitée qui produit la plus-value, c'est-à-dire que son

¹⁶³ Pour ces points ainsi qu'une discussion des notions de travail productif chez Marx, voir *Temps Libre II*, *loc.cit.*, p.61 et suivantes.

travail reproduit directement le capital. De manière équivalente, c'est la classe des salariés subordonnés dont le travail s'objective dans une marchandise.¹⁶⁴ Le prolétariat occupe donc une position particulière dans le système de production capitaliste. C'est la classe qui le reproduit matériellement, mais aussi la classe qui a le pouvoir de le stopper, en interrompant ou en subvertissant son propre travail. Là réside le «privilège» paradoxal du prolétariat: être en position d'abolir le capitalisme précisément parce qu'il en est le rouage essentiel.

Au contraire, les autres classes peuvent elles, bien sûr, aussi s'opposer au capitalisme, mais toujours de manière indirecte, en menaçant ses conditions de fonctionnement sans jamais toucher directement la

¹⁶⁴ Ici, une marchandise désigne tout bien ou service produit en vue d'être échangé sur un marché. Ce qui définit une marchandise n'est pas sa forme matérielle, mais sa fonction économique: être vendue pour générer de la valeur, et idéalement de la plus-value. Un service peut ainsi parfaitement être une marchandise dès lors qu'il est produit pour produire de la plus-value.

production de plus-value.¹⁶⁵ Cela reste que ces autres luttes aussi sont des axes essentiels. C'est en particulier le cas pour les luttes autour du travail reproductif et contre le patriarcat.¹⁶⁶ Notre définition du prolétariat ne doit donc pas être comprise comme une hiérarchisation des différents combats, mais comme le résultat d'une réflexion stratégique qui veut identifier les potentialités révolutionnaires spécifiques de chaque classe.

Concrètement, le prolétariat inclut donc la classe ouvrière traditionnelle déjà identifiée par Marx et Engels, mais ne se réduit pas à celle-ci. Pour en identifier les autres composantes, il faut encore faire un détour par la distinction entre la circulation et la production du capital. Dans la description marxiste du processus de production capitaliste, le capital traverse continuellement deux phases: celle de la production et celle de la circulation. Schématiquement, durant la

¹⁶⁵ *Temps Libre II*, *loc.cit.*, pp.71-72.

¹⁶⁶ Sur ce point, voir Section 4 de *Temps Libre II*, *loc.cit.* ainsi que la discussion dans Federici, S. (2019). *Le capitalisme patriarcal*. La fabrique éditions.

phase de production, le capital est investi dans la modification matérielle de matières premières pour les transformer en marchandises et sert donc à la production de plus-value. Cette phase englobe donc, par exemple, le travail de l'ouvrier d'usine assemblant des pièces, du technicien supervisant une chaîne automatisée ou encore de l'ingénieur concevant un produit destiné au marché. Chacune de ces activités ajoute, en effet, de la plus-value à la marchandise produite. Contrairement à la production, la phase de circulation correspond à la transformation des marchandises en argent, c'est-à-dire à la réalisation de la plus-value. Cette phase englobe donc la distribution, le marketing et le commerce. Par exemple, les activités d'un chauffeur routier livrant des biens, celles d'un vendeur en boutique ou d'un publicitaire correspondent toutes à cette phase.

Cette distinction n'est pas toujours très tranchée. Le transport des marchandises, en particulier, possède une place intermédiaire dans ces deux phases du capital.

Bien qu'il fasse formellement partie de la phase de circulation, le transport génère aussi une plus-value spécifique: la présence d'une marchandise en un lieu spécifique. Cela se voit, en particulier, dans le transport d'une marchandise intermédiaire entre deux lieux de production, ou encore l'étalage en rayon de la marchandise finale dans un centre commercial.

Ayant établi ces nuances, nous pouvons clarifier notre définition du prolétariat comme représentant le groupe des salariés subordonnés, dont le travail est lié à la phase de production de la plus-value. Ainsi, nous retrouvons bien les ouvriers qualifiés ou non déjà identifiés au-dessus, mais aussi les autres employés subordonnés de ces entreprises, comme les techniciens ou les commerciaux, ainsi que les travailleurs de la logistique ou encore le personnel des services aux particuliers, comme le soin, le nettoyage, la restauration et l'hôtellerie. La raison pour laquelle l'analyse marxiste insiste sur cette distinction entre production et circulation est que le profit du capital commercial vient

d'une autre source. Ce dernier achète au capital productif les marchandises à un prix inférieur à leur valeur et les revend en empochant donc une partie de la plus-value produite lors de la phase productive. Le capital commercial ne participe donc pas lui-même à l'accumulation. Cela fait que les travailleurs de ces secteurs ont aussi une relation différente avec le capital que le prolétariat.

Cela termine la description des deux classes principales du capitalisme moderne: la bourgeoisie et le prolétariat, qui sont dans une relation d'antagonisme direct. Nous voyons donc que beaucoup de situations et de professions sont ignorées dans notre schéma de base. Qu'en est-il, par exemple, du fonctionnaire? De l'employée de banque? De l'indépendant? De l'infirmier? De l'étudiante? Du chômeur? Suivant toujours les analyses de la revue Temps libre, nous allons à présent développer la notion de «classe moyenne» pour désigner les individus n'appartenant pas aux deux classes principales du capitalisme.

La classe moyenne, ses couches et ses fractions

Dans certaines analyses courantes, en particulier dans les médias et les discours politiques, si la notion de classe est utilisée, c'est seulement en référence au revenu. Selon ce raisonnement, il y aurait ainsi aussi trois classes: les classes inférieures (ou populaires), les classes moyennes, puis les classes supérieures, qui correspondraient aux revenus bas, intermédiaires et élevés respectivement. Dans cette catégorisation, les membres de la classe moyenne, qui se situent au «milieu» de la distribution des revenus (par exemple, ont un revenu supérieur au premier quartile, mais inférieur au dernier), représenteraient donc la majorité de la population: de l'employé qualifié au notaire, en passant par le chef d'une petite entreprise.

Mais cette catégorisation est problématique, car le revenu est une conséquence de la position dans les rapports de production, c'est-à-dire de la classe dans le

sens formulé précédemment, et non une de ses causes. La mesure par le revenu permet, en fait, de donner seulement une approximation de la position dans les rapports de production. De plus, comme la catégorisation ne prend pas en compte la source des revenus, elle crée une homogénéité artificielle qui ne reflète pas la divergence des intérêts et des moyens, en particulier entre les membres de la «classe moyenne». Un employé qualifié dans une entreprise de taille moyenne aura souvent des intérêts différents du chef qui l'emploie, bien qu'ils pourraient tous les deux faire partie de la «classe moyenne» au sens du revenu. Cette classification courante, même si elle peut être utile, car elle est facilement observable, occulte donc certains aspects essentiels.

Nous allons donc définir la classe moyenne d'une manière différente, même si notre définition se recoupe parfois avec celle basée sur le revenu. Suivant l'analyse de la revue Temps libre, nous définissons donc la classe moyenne comme l'ensemble des individus qui

n'appartiennent ni au prolétariat ni à la bourgeoisie. Ainsi, cette troisième notion ne représente pas une «classe» en tant que telle, vu que ce groupe est défini négativement par rapport aux deux classes principales. Cependant, cette conceptualisation reste conforme à notre définition structurelle : la «classe» moyenne occupe une position distincte dans le processus de production par rapport au prolétariat et à la bourgeoisie.

Deux critères permettent de tracer plus précisément les limites de cette «classe». Premièrement, elle contient les individus qui n'effectuent pas un travail productif au sens capitaliste, c'est-à-dire un travail qui génère de la plus-value. Deuxièmement, elle inclut les individus qui occupent une position non subordonnée dans le rapport de travail. Ainsi, un cadre d'entreprise du domaine productif contribue à la production de plus-value, mais sa position dirigeante dans l'organisation du travail le différencie du prolétariat. À l'inverse, une aide-soignante dans un hôpital public effectue bien un travail subordonné, mais son activité ne produit pas un

service destiné à être vendu, et ne relève donc pas du travail productif au sens capitaliste. Plus généralement, la classe moyenne regroupe donc, d'un côté, les fonctionnaires, les salariés des secteurs liés à la circulation ou les indépendants, et, de l'autre, les ingénieurs, cadres, ou encore certains travailleurs de l'information et de la culture. Finalement, elle inclut également des groupes exclus du marché du travail, comme les chômeurs et les retraités.

Dans notre définition, contrairement à celle basée sur le revenu, le terme de «moyen» ne signifie donc pas que cette classe se situerait en un sens au «milieu» entre la bourgeoisie et le prolétariat. En réalité, l'écart qui sépare la majorité des membres de cette classe de la bourgeoisie est largement supérieur à celui qui les sépare du prolétariat. Certains membres de la classe moyenne peuvent même avoir des positions matérielles inférieures à certains membres du prolétariat. C'est le cas, par exemple, des retraités les plus pauvres.

Cependant, comme dans la définition basée sur le revenu, notre définition englobe à nouveau un ensemble social hétérogène, composé de groupes aux statuts professionnels, aux positions économiques et aux intérêts divergents, voire contradictoires. Compte tenu d'une telle hétérogénéité, il est nécessaire de distinguer les différentes couches et fractions qui composent ce groupe.¹⁶⁷ De quoi s'agit-il? Les fractions, d'abord, «distinguent les fonctions ou activités spécifiques qui désignent les différentes manières de reproduire les éléments de la totalité capitaliste». Les couches, elles, distinguent «au sein de ces fractions, les différents niveaux de domination et de subordination dans les rapports politico-idéologiques et, corollairement, les différents niveaux et modes de rémunération».¹⁶⁸

Pour expliciter ces distinctions, il est utile de revenir plus en détail sur le degré de subordination dans le

¹⁶⁷ *Temps Libre II*, *loc.cit.*, p.178.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p.173. Voir à ce propos aussi la discussion éclairante à propos de la "subordination" pp.68-70 dans Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, *op.cit.*

travail. En effet, certaines fonctions au sein de la classe moyenne jouent un rôle central dans la reproduction des rapports de domination politico-idéologique.¹⁶⁹ Il s'agit notamment des emplois qui contribuent à maintenir l'ordre social capitaliste, soit en diffusant des normes et des analyses, soit en assurant la coordination hiérarchique du travail. Le travail intellectuel tel qu'il est exercé par les professeurs, les communicants ou les journalistes et le travail de direction ou de surveillance, propre aux cadres et aux managers, remplissent ainsi ces fonctions fondamentales. Dans ces cas, la fonction systémique de ces activités surdétermine leur contenu concret et définit donc une couche de la classe moyenne dont les intérêts sont presque complètement antagonistes au prolétariat.

En passant, nous pouvons ici faire le lien avec une autre thématique récente: la notion de «classe professionnelle et managériale» (abrégée PMC pour «professional-managerial class»). Matt Huber la définit,

¹⁶⁹ *Temps Libre II, loc.cit.*, p.88.

par exemple, comme suit: «contrairement à la classe ouvrière, les professionnels occupent des segments plus favorisés du marché du travail en effectuant ce que les marxistes appellent souvent le “travail mental”, le “travail de la connaissance” ou le “travail cognitif”»¹⁷⁰. Pour Huber, cette classe se distinguerait, du prolétariat par sa relation aux moyens de production (ici une absence) et par la possession d’un capital «informationnel». Nous voyons que, dans notre système de classification, la PMC correspond aux segments de la classe moyenne qui effectuent un travail subordonnant et, en particulier, un travail intellectuel.

Un autre axe utile pour distinguer les fractions spécifiques de la classe moyenne est la distinction entre capital économique et culturel. Le capital économique désigne l’ensemble des ressources matérielles dont dispose un individu, qu’il s’agisse de patrimoine ou de revenus. Le capital culturel, quant à lui, renvoie aux ressources symboliques et intellectuelles, telles que la

¹⁷⁰ Huber, *Climate Change as Class War*, *op.cit.*, p.11.

maîtrise du langage, des références artistiques ou des compétences scolaires, le plus souvent sanctionnées par des diplômes. Ces deux formes de capital ne se répartissent pas uniformément au sein de la classe moyenne. Certains, comme les journalistes ou artistes, disposent souvent d'un fort capital culturel, mais de peu de ressources économiques. Pour d'autres, comme les petits entrepreneurs, c'est plus souvent l'inverse.

Cette dernière distinction permet, en particulier, de mettre en évidence une partie essentielle de la classe moyenne: la petite bourgeoisie. Contrairement aux classes dominantes, les membres de cette classe ne possèdent que des « petits » moyens de production, tels que de petits commerces, des ateliers artisanaux ou des entreprises individuelles. Ils ne bénéficient donc pas de la même capacité à exploiter le travail salarié. En même temps, ils se distinguent des autres parties de la classe moyenne parce qu'ils possèdent leurs propres moyens de production et ne sont pas obligés de vendre leur force de travail aux capitalistes. Ils sont donc définis

par une position favorisée par rapport au capital économique. Cette position peut être illustrée par l'artisan, l'entrepreneur, le chef d'une petite entreprise, le restaurateur, le médecin libéral ou le notaire. Comme nous le verrons au [Chapitre 10](#), cette classe intervient de manière centrale dans les explications matérialistes du fascisme.

Au final, cette définition de la classe moyenne insiste donc sur la diversité en termes d'intérêts matériels et de rapports au capital. Une partie de ses membres défend des intérêts antagonistes à ceux du prolétariat. Mais d'autres fractions, en particulier les travailleurs subordonnés de la sphère publique ou des secteurs non productifs, partagent des revendications et des conditions proches de celles du prolétariat. Ils font face à la précarité, dépendent du salariat, ont besoin de services publics solides, de temps libre, et de protection sociale. Pour cela, nous utiliserons dans la suite aussi la notion de «classe travailleuse» qui regroupe non seulement le prolétariat au sens strict, mais aussi toutes

les classes subordonnées et exploitées dont la position économique est précaire, instable ou en voie de déclassement. La classe travailleuse, définie ainsi, représente la majorité de la population et, comme nous l'argumenterons, joue un rôle fondamental, à la fois dans la défaite du fascisme et la résolution de la crise écologique.

Après cette élaboration sur les classes dans le capitalisme moderne, il est temps de se tourner vers le système économique en lui-même et, en particulier, d'étudier son rôle dans la crise en cours.

Chapitre 6: Capitalisme et écologie

La crise actuelle est indissociable de notre mode de production, de consommation et, plus généralement, du fonctionnement de notre économie. Il faut donc poser la question: qu'est-ce qui caractérise le capitalisme, notre système économique actuel? Les définitions classiques désignent en général certains aspects fondamentaux, comme la propriété privée des moyens de production, la position fondamentale des marchés, l'existence d'un marché du travail ou la structure impérialiste des échanges. Puis, elles définissent le capitalisme comme le système économique qui possède ces caractéristiques. En réalité, ces aspects sont des conséquences de la fonction principale du capitalisme: l'accumulation du capital, en particulier du surplus extrait par l'exploitation du travail, dans les mains de la bourgeoisie. La seule limite à cette accumulation est la

compétition qui opère une redistribution du capital entre les entreprises et leurs propriétaires.

C'est Karl Marx qui a identifié en premier cette fonction principale du capitalisme. Dans le *Capital*, il écrit: «le développement de la production capitaliste nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive. (...) Accumuler pour accumuler, produire pour produire, tel est le mot d'ordre de l'économie politique proclamant la mission historique de la période bourgeoises»¹⁷¹. C'est en analysant plus précisément cette dynamique que nous

¹⁷¹ Karl Marx, *Le Capital*, Chapitre XXIV, paragraphe 3, cité dans Dauvé, G. (2024). *Pommes de terre contre gratte-ciel : Critique de l'écologie politique*. Entremonde, p.34.

pouvons comprendre la responsabilité du capitalisme dans la crise actuelle.

La responsabilité du capitalisme dans la crise écologique

Le capitalisme pour fonctionner nécessite donc la propriété privée des moyens de production et la compétition entre les capitaux privés. Structurellement, ces deux phénomènes contribuent à alimenter et à accentuer la crise écologique. Avant de considérer quelques cas concrets, nous pouvons montrer pourquoi c'est le cas en théorie.

D'abord, la compétition entre les capitalistes implique que les entreprises doivent générer le maximum de profit possible dans le moins de temps possible. Si une entreprise n'est pas suffisamment profitable, l'investissement dans cette entreprise s'arrête, puis l'entreprise disparaît par la faillite ou le rachat. Le besoin de réaliser des profits détermine donc

les décisions d'investissements et ces décisions déterminent, à leur tour, des aspects macroéconomiques, comme la demande de travail et les choix de production. Le taux de profit prend donc le pas sur des considérations plus humaines, morales ou écologiques. Cette recherche de profit est également soumise aux contraintes temporelles imposées par la publication trimestrielle des rapports financiers à l'intention des investisseurs. Les entreprises se focalisent sur le court terme et, dans les décisions économiques, le futur lointain est déconsidéré par rapport au présent.¹⁷²

Ensuite, la structure capitaliste de l'économie a des implications sur la coordination de la production (ou plutôt l'absence de celle-ci). La compétition entre les entreprises et la divergence des intérêts des différentes fractions de la bourgeoisie rendent pratiquement

¹⁷² Cet angle mort du système est même formalisé dans l'économie orthodoxe par la notion «d'actualisation» qui donne une valeur plus faible aux flux monétaires futurs, par rapport à ceux du présent.

impossibles la coordination et la planification à une échelle dépassant celle de l'entreprise. De plus, beaucoup de décisions économiques cruciales sont du ressort des entreprises elles-mêmes. Autrement dit, ces décisions, qui pourraient amorcer une sortie de la crise ou au contraire la renforcer, sont prises en dehors de tout contrôle démocratique. Cet état de fait est encore aggravé par la possibilité des capitalistes d'utiliser leur force économique acquise par l'accumulation du capital, pour imposer une distribution du pouvoir biaisée en leur faveur. Ces manquements s'illustrent même dans le cas de l'innovation technologique qui est, pourtant, célébrée comme étant l'une des réussites majeures de notre modèle économique. Celle-ci est elle-même conditionnée par l'accumulation du capital. Si une méthode ou une technologie nouvelle n'est pas plus profitable que l'exploitation du travail ou la

délocalisation, alors elle n'est, tout simplement, pas adoptée.¹⁷³

Finalement, la propriété privée de la terre et des ressources naturelles implique que ce ne sont pas seulement le capital et le travail qui sont soumis aux lois de l'accumulation capitaliste, mais l'environnement lui-même. La destruction d'écosystèmes entiers peut être justifiée par des calculs de rentabilité et mener à la création de véritables zones sacrifiées. En fait, la forme extractiviste du capitalisme, qui se combine souvent avec sa forme impérialiste, est l'illustration la plus extrême de la responsabilité du système économique dans la crise. Pour illustrer cela, nous reprenons l'exemple parlant choisi par le collectif «Out of the Woods»: l'histoire de l'île de Nauru.

Nauru est un État insulaire de Micronésie, situé dans le Pacifique, marqué par l'exploitation intensive de ses ressources en phosphate. Comme l'écrit le collectif:

¹⁷³ Nous aborderons ce point de manière plus approfondie au Chapitre 11.

«Nauru a d’abord été colonisée par l’Allemagne à la fin du XIXe siècle avant d’être administrée conjointement par l’Australie, la Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne après la Première Guerre mondiale. La valeur de Nauru réside dans ses gisements extraordinairement abondant de phosphate, un ingrédient essentiel des engrais agricoles. Dès le début du XXe siècle, la British Phospahte Company a procédé à une extraction intensive sur l’île au cours de la phase d’expansion frénétique de l’exploitation des ressources. Pendant une brève période, Nauru a eu le deuxième PIB le plus élevé au monde — seule l’Arabie Saoudite était plus riche. Lorsque le phosphate a finalement été épuisé à la fin des années 90, le pays a sombré dans une crise profonde: la Banque centrale a fait faillite, le chômage a atteint 90 % et le système scolaire s’est effondré. Après des décennies d’exploitation, les fondements mêmes de l’île étaient en ruine. (...) 80 % de la surface de Nauru

était désormais non seulement infertile, mais aussi inhabitable»¹⁷⁴.

Dans le domaine de la finance, c'est la recherche de profit au détriment de toute autre considération qui s'illustre de manière particulièrement saillante. Ainsi, lorsqu'en 2019, une partie du capital de la compagnie pétrolière nationale saoudienne est introduite en bourse, les marchés en font rapidement la société la plus chère en termes de capitalisation boursière de toute l'Histoire, malgré l'impact climatique évidemment extrêmement néfaste de l'entreprise.¹⁷⁵

Le point le plus critique pour le capitalisme dans la résolution de la crise écologique est l'impossibilité pour celui-ci d'organiser une coordination entre les producteurs. Les entreprises capitalistes laissées à elles-

¹⁷⁴ Out of the Woods, *Hope Against Hope*, *op.cit.*, p.10.

¹⁷⁵ Bezat, J.-M. (2019, décembre 6). Saudi Aramco, la plus grosse introduction en Bourse de l'histoire. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/12/06/saudi-aramco-la-plus-grosse-introduction-en-bourse-de-l-histoire_6021852_3234.html

mêmes courent seulement après la rentabilité individuelle. Elles vont privilégier des décisions qui leur sont favorables à elles seules, plutôt que de coopérer pour faire face à une crise écologique qui met en péril le système dans son ensemble. Ce manque de coordination écologique, poussé par des intérêts particuliers, s'est exemplifié dans deux domaines fondamentaux de l'économie: l'énergie et les transports.

Concernant l'énergie, Daniel Tanuro montre comment le développement de certaines technologies essentielles existant déjà dès le XIXe siècle, comme la production d'énergie solaire et le stockage d'énergie, a été négligé, car non rentable. Il écrit: «de 1974 à 2002, en dépit du double avertissement des chocs pétroliers de 1973 et 1979, le photovoltaïque n'a bénéficié que de 2 % des budgets de recherche des pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (1 % pour le solaire thermique et 0,9 % pour le solaire thermoélectrique). Pourquoi? Parce qu'il est beaucoup moins cher de brûler du charbon, du gaz naturel ou du pétrole. Parce

que le secteur des énergies fossiles concentre un pouvoir économique considérable, qui pèse sur les décideurs politiques. Parce que le nucléaire (56 % des budgets de recherche!) présente un intérêt militaire et cadre mieux avec le fantasme prométhéen d'une énergie créée par l'homme et dominée par lui»¹⁷⁶.

Pour les transports, l'effet est encore plus important. La focalisation sur le transport individuel basé sur les énergies fossiles peu chères n'a pas seulement augmenté la dépendance à celles-ci, mais aussi détruit l'offre de transports collectifs. Aux États-Unis, les interventions directes de l'industrie pour détruire les transports publics ont ainsi été documentées dans un rapport pour le Sénat américain de 1974, qui montre que «General Motors, Standard Oil of California et le fabricant de pneus Firestone [ont] délibérément détruit les transports par train, tram et trolley dans pas moins

¹⁷⁶ Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, *op.cit.*, p.38.

de quarante-cinq villes américaines, afin d'étendre le marché pour leurs produits»¹⁷⁷.

Au delà des effets économiques, il est intéressant de voir comment l'émergence de la voiture a structuré la vie sociale jusqu'à l'aménagement des territoires urbains. Comme l'écrit André Gorz dans un texte lucide: «on a éclaté les agglomérations en interminables banlieues autoroutières, car c'était le seul moyen d'éviter la congestion véhiculaire des centres d'habitation. Mais cette solution a un revers évident: les gens, finalement, ne peuvent circuler à l'aise que parce qu'ils sont loin de tout». Ainsi, pour Gorz, la solution doit forcément être collective: «l'alternative à la bagnole ne peut être que globale. Car pour que les gens puissent renoncer à leur bagnole, il ne suffit point de leur offrir des moyens de transports collectifs plus commodes: il faut qu'ils puissent ne pas se faire transporter du tout parce qu'ils se sentiront chez eux dans leur quartier, leur commune, leur ville à l'échelle

¹⁷⁷ Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, *op.cit.*, p.43.

humaine, et qu'ils prendront plaisir à aller à pied de leur travail à leur domicile — à pied ou, à la rigueur, à bicyclette»¹⁷⁸.

Malgré la responsabilité évidente du capitalisme dans la crise climatique, beaucoup d'économistes et de décideurs pensent qu'il est possible de se servir de ses dynamiques pour résoudre cette crise. Les solutions proposées se limitent alors à taxer ou à créer des marchés pour adresser certains aspects de la crise. Au lieu d'envisager des solutions systémiques, ces approches se focalisent ainsi sur le consommateur ou l'entreprise individuelle. Mais ce «capitalisme vert» semble lui aussi voué à l'échec.

Les limites du capitalisme vert

L'économie orthodoxe part du postulat que le marché, à travers la concurrence, pousse les entreprises

¹⁷⁸ Gorz, A. *L'idéologie sociale de la bagnole*, dans Gorz, A. (1978). *Ecologie et politique*. Seuil.

à innover constamment et offrir des produits novateurs et aux meilleurs prix. Tout le monde est gagnant: les capitalistes font du profit et les consommateurs ont accès à des biens de qualité à des prix bas. Les marchés tendraient ainsi «naturellement» vers le meilleur résultat possible si seulement ils sont laissés en paix. Bien sûr, les économistes essayent d'appliquer ces raisonnements aussi aux biens qui concernent directement l'écologie, comme les transports ou l'énergie. De nouveau, leur solution de base est de faire le moins possible pour entraver le «bon fonctionnement» du marché.

Mais le problème de ce genre de raisonnement, ce sont les hypothèses choisies. En effet, lorsque les économistes imaginent les conditions pour un marché «parfait», ils prennent en général les propriétés qui correspondent aux marchés pour des marchandises, telles les matières premières. Mais, bien sûr, les secteurs les plus importants, comme la santé, le transport ou l'énergie ne rentrent déjà plus dans ce cadre idéalisé.

Ainsi, même les économistes orthodoxes doivent envisager la nécessité de l'intervention étatique dans certains cas spécifiques, en particulier si les hypothèses du marché «parfait» ne sont plus satisfaites. Comme nous allons le voir, ces petites adaptations sont aussi complètement insuffisantes pour remédier aux défis structurels que soulève la crise écologique.

Un premier exemple de ces interventions insuffisantes est donné par les mesures incitatives «subjectives». Celles-ci doivent sensibiliser les consommateurs à certaines conséquences néfastes de leurs actions et les pousser à changer leur comportement. C'est l'écologie des petits gestes qui se base sur les choix de consommation individuels comme premières mesures écologiques. Si ces mesures peuvent avoir des effets réels, il est cependant clair qu'elles sont complètement insuffisantes pour résoudre la crise structurelle. Gilles Dauvé soulève de manière ironique le problème de ces approches: «Comment croire sérieusement que l'avenir du monde tienne à une

multiplication de gestes individuels? Comme s'il dépendait de chacun de nous, en tant que consommateur, d'opter pour la "sobriété heureuse", alors que nos choix interviennent en aval et non en amont de productions qui dépendent essentiellement des mouvements de capitaux»¹⁷⁹.

Un exemple intéressant pour comprendre les possibilités et les limites de ces approches est le végétarisme. Il est clair que la diminution de la consommation de viande peut faire baisser le nombre d'animaux élevés et, par conséquent, aussi la production de gaz à effet de serre qui est massive dans cette industrie. Des estimations montrent qu'aux États-Unis, par exemple, le régime végétarien empêche l'abattage de 25 animaux terrestres par année et par personne.¹⁸⁰ Ce sont donc des effets réels et qui peuvent,

¹⁷⁹ Dauvé, *Pommes de terre contre gratte-ciel*, *op.cit.*, pp.70-71.

¹⁸⁰ Harish. (s. d.). *Counting Animals—A place for people who love animals and numbers!* Consulté 29 janvier 2025, à l'adresse <https://countinganimals.com/>

lorsqu'ils se cumulent, devenir importants. Cependant, cet exemple illustre aussi les limites de l'action individuelle sur la consommation. La prévalence du végétarisme peut pousser les entreprises de production de viande à s'adapter et se diversifier en proposant, par exemple, des substituts végétariens. Pourtant, la structure fondamentale du marché n'a pas changé: l'entreprise continue à agir sous l'optique de l'accumulation des profits, quel que soit leur coût écologique et social.

Il y a un aspect aussi très condescendant dans cette focalisation sur la consommation individuelle. En effet, les discours qui «nous rebattent les oreilles avec les efforts que chacun d'entre nous devrait consentir pour consommer moins d'énergie: utiliser des ampoules économiques, baisser le thermostat, rouler moins en voiture, mettre un couvercle sur les casseroles, etc.»¹⁸¹ occultent le fait que la grande majorité des émissions de CO₂ sont causées par cent multinationales, qui agissent

¹⁸¹ Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, *op.cit.*, p.42.

en dehors du contrôle populaire.¹⁸² De même, cette approche masque les différences extrêmes de responsabilité dans la consommation individuelle. Un rapport d'Oxfam estime, par exemple, que les 1 % des individus les plus riches émettent autant de gaz à effet de serre que les 2/3 les plus pauvres.¹⁸³

Pour les entreprises, ces mesures incitatives non contraignantes sont encore plus inefficaces, car les entreprises sont animées par des considérations économiques qui prennent le pas sur toutes les autres considérations. Les entreprises capitalistes ne se préoccupent de la crise climatique que dans la mesure

¹⁸² Sermondadaz, S. (2017, juillet 16). *100 entreprises responsables de plus de 70 % des émissions mondiales de carbone*. Sciences et Avenir.
https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/100-entreprises-responsables-de-plus-de-70-des-emissions-mondiales-de-carbone_114773

¹⁸³ *Richest 1% emit as much planet-heating pollution as two-thirds of humanity*. (2023, novembre 20). Oxfam International.
<https://www.oxfam.org/en/press-releases/richest-1-emit-much-planet-heating-pollution-two-thirds-humanity>

où celle-ci peut avoir un impact sur les profits futurs. Tant que l'adoption volontaire d'une mesure écologique défavorise l'entreprise, elle ne sera pas implémentée. Dans le cadre de la compétition capitaliste, comment pourrait-il en être autrement?

Les économistes, mêmes orthodoxes, se rendent bien compte que les entreprises ne vont pas changer d'elles-mêmes. Ils identifient donc des «lacunes de marché» où une intervention plus forte de l'État est nécessaire. Une de ces situations est le cas où certaines «externalités», comme la pollution, ne sont pas prises en compte par les firmes qui les produisent. Une autre correspond au cas du «monopole naturel» où la production d'un bien ou d'un service est liée à des économies d'échelle tellement importantes qu'il ne peut pas y avoir de compétition. Dans cette dernière situation, il y a par exemple la gestion des réseaux de transport et la production énergétique, qui sont deux secteurs fondamentaux pour la résolution de la crise.

Pour combler ces «lacunes», les économistes orthodoxes proposent alors des solutions de marché. Elles visent à orienter la production par le signal-prix, avec l'intervention de l'État, soit par l'entremise des impôts, soit par celle des subventions. Ils espèrent, en utilisant ces incitations, influencer le «mix technologique» des entreprises. Par exemple, les énergies fossiles doivent devenir si chères qu'il devient plus rentable pour les capitalistes individuels de passer à des énergies vertes. Ou encore, par des taxes massives sur certains pétroles extrêmement polluants, les entreprises sont incitées à changer leurs méthodes de production.

De nouveau, si cette approche peut avoir des effets positifs, elle est insuffisante pour plusieurs raisons. D'abord, la focalisation sur les intrants de la production néglige tous les effets problématiques des choses produites. Un exemple flagrant pour cela est l'obsolescence programmée. En effet, la recherche de profit pousse certaines entreprises à créer des produits

avec une durée de vie bien inférieure à ce qui est possible avec les intrants utilisés. Les consommateurs doivent renouveler leur achat plus souvent que nécessaire, ce qui représente un gaspillage extrêmement néfaste. Dans ce cas, il ne suffit pas d'agir sur le prix des intrants, mais il faut le faire sur la production directement.

Plus fondamentalement, le choix du prix de l'externalité pose problème. Comme le remarque justement Tanuro: «ici, on touche du doigt une des contradictions inextricables dans lesquelles se débattent les théoriciens de l'«internalisation des externalités»: d'un côté, l'efficacité environnementale commanderait d'adopter très vite un prix très élevé du carbone, afin de pénaliser les fossiles pour maximiser le potentiel économique des renouvelables; mais, de l'autre, tout surcoût est considéré comme une atteinte à la compétitivité des entreprises... qui utilisent en majorité des combustibles fossiles»¹⁸⁴.

¹⁸⁴ Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, *op.cit.*, p.65.

Ces problèmes théoriques peuvent être illustrés concrètement les limites de ces mesures à travers l'exemple des crédits carbone. L'idée derrière ceux-ci est qu'une autorité politique crée des certificats qui donnent le droit d'émettre une certaine quantité de gaz à effet de serre et qui sont ensuite vendus sur des marchés au plus offrant. Le but est que les entreprises qui implémentent les adaptations nécessaires puissent réaliser un profit par la vente des certificats excédentaires et celles qui sont en retard doivent payer pour polluer. Au niveau macroéconomique, il y aurait donc une incitation vers une production plus verte et le prix de la pollution (ou du moins une partie de ce prix) serait ainsi naturellement intégré dans la production. Dans l'Union européenne, un tel «Système d'échange de quotas d'émission» (plus connu sous l'acronyme anglophone «EU ETS») englobant un peu plus de 10 000 entreprises a été mis en place depuis 2005. Celui-ci permet d'illustrer les possibilités et, surtout, les manquements d'une telle approche.

D'abord, pour que ces marchés fonctionnent, il faut trouver une méthode pour fixer les droits de pollution initiaux que les entreprises peuvent vendre. L'idée la plus contraignante serait de vendre les certificats au plus offrant, sans distribution préalable. Ainsi, les entreprises très polluantes seraient pénalisées dès la première tonne de gaz à effet de serre émise. Le problème de cette méthode est que le coût pour les entreprises les plus polluantes serait tellement élevé qu'une délocalisation de la production dans une région moins regardante serait plus rentable. Pour éviter ce problème, l'Union européenne a décidé de distribuer un certain nombre de certificats gratuitement aux entreprises en fonction de leurs émissions passées.¹⁸⁵

Mais cette offre gratuite de quotas d'émission dépassait de loin la demande pour ceux-ci entre 2005 et 2013, ce qui se reflète dans le prix. Après avoir atteint

¹⁸⁵ Cette idée du «grandfathering» dans laquelle les droits de pollution initiaux sont proportionnels à la pollution passée va, bien sûr, à l'encontre de toute notion de justice climatique.

30 euros en 2008, le prix des crédits a baissé rapidement et il est passé sous les 3 euros en 2013. Ce prix se situait donc à des ordres de grandeur en dessous du prix qui aurait été nécessaire pour viser un réchauffement maximal de 2 °C. Le prix est resté en dessous de 10 euros jusqu'en 2018 et de 30 euros jusqu'en 2020. Ensuite, il revient enfin à un niveau qui s'approche de la valeur requise pour avoir une chance de respecter la limite des 2 °C. Ces évolutions récentes pointent dans la bonne direction.¹⁸⁶ Cependant, l'inefficacité du système durant les 15 premières années doit aussi être soulignée. Comme pour les stratégies d'internalisation des externalités, c'est la fixation du prix de la pollution qui pose problème. Une allocation gratuite trop généreuse (c'est-à-dire des prix trop bas) signifie une réduction trop lente. Une allocation trop

¹⁸⁶ Blanga-Gubbay, M., & Khoban, R. (2022). The EU Emissions Trading System: Becoming Efficient. *Kühne Center Impact Series*.
https://www.kuehnecenter.uzh.ch/impact_series/2022_07_28-02-22-the_eu_emissions_trading_system.html

stricte menace directement l'industrie et favorise les stratégies d'évitement. Les certificats d'émission semblent faire trop peu pour permettre l'adaptation du système productif à la transition nécessaire.

Finalement, les secteurs industriels qui nécessitent les changements les plus radicaux sont souvent ceux qui peinent le plus à les implémenter, en raison de la prépondérance de leurs infrastructures basées sur le pétrole. Cela se révèle particulièrement vrai dans les industries à capital constant¹⁸⁷ élevé, dont les capitaux immobilisés et équipements déjà en place bloquent toute tentative de transition vers des productions plus vertes. Après les producteurs de combustibles fossiles, ce sont donc ces acteurs industriels qui se montrent les moins disposés à amorcer un changement. Ce sont eux aussi qui plaident pour des solutions écologiques compatibles avec leurs structures existantes, comme

¹⁸⁷ Nous utilisons la terminologie marxiste. Le capital constant correspond à la valeur des moyens de production. Les économistes orthodoxes parlent plutôt d'«intensité capitalistique» pour désigner essentiellement la même chose.

l'économie hydrogène ou les biocarburants, plutôt que d'envisager une remise en question plus fondamentale de leurs modes de production.

En raison de ces manquements, les formes les plus radicales du capitalisme vert vont plus loin et demandent à l'État d'intervenir directement pour réguler, voire interdire, certaines pratiques. Mais le problème de cette régulation, c'est qu'il existe toujours de nouvelles choses à réguler. Comme le note Phillips «quelle que soit notre volonté de réguler le capitalisme, il y aura toujours une nouvelle marchandise ou un nouveau marché qui “polluera” par inadvertance et qui n'aura pas encore été réglementé. Le régulateur est donc toujours en train de rattraper son retard. En outre, le besoin d'auto-valorisation du capital tend à mettre à rude épreuve les contraintes réglementaires, car il existe toujours une juridiction où cette réglementation n'existe pas. Cela signifie qu'il existe dans l'économie une force qui pousse constamment à la pollution et que nous

essayons toujours de repousser, une bête que nous ne pouvons ni apprivoiser ni mettre en cage»¹⁸⁸.

La planification capitaliste comme solution?

Ce qui se dessine en fond de tous ces problèmes c'est la contradiction entre les intérêts des entreprises capitalistes vues individuellement et les intérêts de la classe capitaliste en général.¹⁸⁹ Agir par incitations ne suffit pas, car l'action des capitalistes individuels ne suffit pas. C'est ce qui devient de plus en plus clair, y compris à certaines franges de la classe capitaliste: une planification et une coordination de l'économie sont nécessaires. C'est-à-dire, il faut une solution systémique à la crise écologique.

Dans le système capitaliste, une telle planification par l'État n'est possible que si une large frange des

¹⁸⁸ Phillips, *Austerity Ecology & the Collapse-Porn Addicts*, *op.cit.*, p.62.

¹⁸⁹ Dauvé, *Pommes de terre contre gratte-ciel*, *op.cit.*, p.39.

capitalistes est en accord avec celle-ci, ce qui signifie que l'accumulation doit continuer. Dans cette optique, au forum du WEF à Davos de 2024, les conférences sur les thèmes «A Long-Term Strategy for Climate, Nature and Energy» étaient très en vue. Elles pointaient toutes dans une direction précise: celle de «gérer la crise». Les entreprises et l'État, ensemble, doivent «rediriger» la production selon des indicateurs qui ne sont plus seulement économiques. Le but est, comme l'écrit Ajl, de «préserver l'essence du capitalisme tout en passant à un modèle plus écologique afin d'éviter les pires conséquences de la crise climatique»¹⁹⁰, et, en particulier, de laisser la propriété privée de moyens de production en place.

Dans les approches les plus sérieuses de la crise climatique, il y a donc la réalisation qu'une planification à grande échelle est nécessaire. Max Ajl mentionne, par exemple, un rapport du «Australian Breakthrough Institute» de 2019 écrit par des cadres de

¹⁹⁰ Ajl, *A People's Green New Deal*, *op.cit.*, p.22.

l'industrie et des hauts fonctionnaires. Celui-ci appelle à un «leadership fort et déterminé au sein des gouvernements, des entreprises et de nos communautés» pour lutter contre le changement climatique et invite à «prendre toutes les mesures possibles pour l'éviter». Après avoir décrit les catastrophes qui pourraient se produire sans une intervention coordonnée, ces dirigeants s'inquiètent de la «lutte des classes» lorsque les plus riches «s'éloigneront des autres», ainsi que de l'effondrement des flux commerciaux internationaux et de l'incapacité des gouvernements à gouverner. Ajl remarque, à juste titre, que ce rapport n'est pas écrit par des humanistes naïfs, mais «des stratèges au cœur de pierre abasourdis par la lenteur avec laquelle la plupart de leurs collègues de la classe dirigeante et des gouvernements ont agi»¹⁹¹.

Dans ces stratégies, qui sont parfois dénommées «Green New Deal» ou «keynésianisme vert», il s'agit donc d'une planification capitaliste de l'économie dans

¹⁹¹ Ajl, *A People's Green New Deal*, *op.cit.*, p.25.

laquelle l'État est censé jouer le rôle du coordinateur entre les entreprises. Certaines approches vont jusqu'à proposer une «économie de guerre» climatique dans laquelle le marché serait suspendu et l'État gérerait, à travers le contrôle des prix et des quantités, l'allocation de certaines ressources et de certains biens. Comme le souligne Andreas Malm, une telle coordination pourrait, en pratique, ressembler à la planification étatique dans les pays du Nord durant la crise du Covid.¹⁹² Au meilleur des cas, c'est le modèle d'investissement keynésien, illustré par l'économie de guerre en Angleterre, qui servira de référence. Dans le pire des cas, c'est la politique économique du fascisme que nous verrons au [Chapitre 8](#)...

Ce qui se dessine, dans tous les cas, c'est une convergence entre les intérêts publics et privés. Un autre rapport cité par Tanuro résume très bien les

¹⁹² Malm, A. (2020). *Corona, Climate, Chronic Emergency : War Communism in the Twenty-First Century*. Verso, p.13-14.

modalités de cette convergence: «le rôle du business dans la transition est particulièrement important. (...) De nombreuses actions des entreprises nécessitent une régulation ou des incitants de la part des gouvernements, mais il revient aux compagnies responsables de soutenir l'adoption de ces cadres politiques, plutôt que de les contrer, comme c'est souvent le cas»¹⁹³. Ces approches admettent donc que l'État doit assumer la responsabilité de l'économie dans une certaine mesure. Elles exigent cependant que les moyens de production restent principalement dans les mains des capitalistes, sous la forme de propriété privée, hors du contrôle démocratique. Cela implique que le financement de l'État doit être fait par l'impôt, ce qui entraîne aussi son lot de problèmes.

Ce ne sont pas seulement les classes populaires et moyennes qui souffriront de ces choix économiques, mais aussi certaines entreprises et fractions de la

¹⁹³ Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes !*, *op.cit.*, pp.114-115.

bourgeoisie. Il y aura des gagnants et des perdants. En particulier, ce sont les fractions investies dans l'industrie des énergies fossiles qui sont directement menacées par une planification sérieuse. C'est la raison pour laquelle, à partir des années 80, les dirigeants de ces entreprises ont commencé, à travers le financement de lobbies, à faire pression sur les gouvernements pour saboter les tentatives d'action. Une partie des profiteurs de ces fonds étaient, d'ailleurs, des «think tank» liés à l'extrême droite.¹⁹⁴ Au contraire, certaines industries, à capital constant élevé, comme celles de l'énergie, mais aussi celles de l'agrobusiness et de la construction, sont très importantes pour régler la crise climatique. Il est donc très probable que ce soient ces secteurs qui profitent de cette réorientation de l'économie.¹⁹⁵

Finalement, ces solutions capitalistes reposent matériellement sur une planification à haut niveau de la

¹⁹⁴ Voir à ce propos *Les fortunes du négationnisme climatique* dans Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*

¹⁹⁵ Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes !*, *op.cit.*, pp.99-100.

production, le renforcement de certaines industries à capital constant élevé et l'intensification de l'exploitation de la population. Nous verrons, au [Chapitre 8](#), que ces mesures rappellent celles effectivement mises en œuvre par les gouvernements fascistes historiques. Dans un contexte de crise, où les capitalistes cherchent à sauvegarder leurs taux de profit plutôt que d'organiser cette transformation de manière démocratique, il est donc moins surprenant d'observer un renforcement des forces régressives, qui portent effectivement ce programme autoritaire. En fait, c'est la première raison qui permet d'expliquer pourquoi le fascisme tend à se renforcer à l'aune de la crise climatique.

Une autre raison fondamentale, que nous allons aborder maintenant, se trouve dans une seconde caractéristique du capitalisme : sa propension à générer une population «excédentaire» coupée de la production. Historiquement, cette population a aussi servi de bouc

émissaire pour les problèmes engendrés par le système lui-même.

Chapitre 7: Migrations et idéologies d'exclusion sacrificielle

À la fin du XVIII^e siècle, l'économiste britannique Thomas Malthus fait le raisonnement suivant: comme les ressources sont limitées et ne croissent qu'assez lentement (de manière linéaire), alors que la population augmente beaucoup plus vite (de façon exponentielle), la catastrophe est inévitable. Dans son modèle, il y a nécessairement un moment où le nombre de personnes à nourrir dépasse ce qu'il est possible de produire. Pour Malthus donc, les crises sociales, les maladies, etc., doivent servir de mécanismes de régulation de la population. Ainsi, «il s'oppose avec ferveur à l'aide aux pauvres, qui ne ferait qu'encourager les classes inférieures à se reproduire, accélérant ainsi la catastrophe imminente, alors qu'il faudrait plutôt laisser les "occupations malsaines", le vice, la pauvreté et la maladie agir naturellement pour freiner la croissance de

la population»¹⁹⁶. Cependant, Malthus n'encourage pas des interventions actives en faveur de la réduction de la population, mais encourage, au contraire, le développement des forces productives.¹⁹⁷

Heureusement, ce modèle a été démenti par les faits: «d'extraordinaires augmentations de productivité au cours de la deuxième révolution agricole (...) ont permis d'augmenter les réserves alimentaires plus rapidement que la population et de passer d'une économie féodale de subsistance à une économie de marché précoce»¹⁹⁸. Malgré cela, cette focalisation sur la croissance démographique comme mère des problèmes écologiques reste extrêmement présente. Les notions de limites, de ressources à rationner et de croissance démographique servent même souvent de cadre de pensée dans lequel se posent les questions

¹⁹⁶ Phillips, *Austerity Ecology & the Collapse-Porn Addicts*, *op.cit.*, p.49.

¹⁹⁷ Madelin, *La tentation écofasciste*, *op.cit.*, pp.176-177.

¹⁹⁸ Phillips, *op.cit.*, p.50.

écologiques. Et elles orientent parfois ces réflexions vers des positions problématiques: la désignation de limites sociales, qui seraient «naturelles» et de populations, qui seraient donc «excédentaires». Le malthusianisme est, en fait, un exemple paradigmatique de ce que nous appellerons une «idéologie d'exclusion sacrificielle».

Ce qu'il faut déjà dire ici, c'est que la ré-émergence de ces idéologies «néomalthusiennes» permet aussi d'expliquer le renforcement de l'extrême droite et, en particulier, de son idéologie. Mais, avant de voir cela et pour comprendre le retour de ces idées, il faut s'arrêter sur deux phénomènes cruciaux et sur leur interaction: la création systémique d'une population «excédentaire» et l'intensification des flux migratoires internationaux.

Populations «excédentaires» et l'armée de réserve des travailleurs

L'existence d'un chômage persistant et fluctuant en fonction des besoins des entreprises est l'un des phénomènes les plus visibles du capitalisme. C'est aussi l'une des plus importantes prédictions du modèle marxiste. Dans l'analyse marxiste, ce groupe de travailleurs qui ne participe pas à la production prend le nom d'«armée de réserve des travailleurs», par analogie avec le terme militaire. Pour comprendre cette notion, il faut revenir à la problématique qui a amené Marx à son développement: les mécanismes de stabilisation des salaires dans le système capitaliste.

Comme l'explique Deepankar Basu, pour qu'une entreprise capitaliste continue d'exister, elle doit constamment chercher à augmenter son capital, au risque de prendre du retard sur ses compétiteurs et donc de disparaître.¹⁹⁹ L'entreprise doit donc réinvestir une partie des profits existants pour accroître la production

¹⁹⁹ Voir Section 3.5.1 de Basu, D. (2022). *The Logic of Capital: An Introduction to Marxist Economic Theory*. Cambridge University Press, p.137.

et, en particulier, elle doit embaucher de plus en plus de travailleurs. Au niveau macroéconomique, les réinvestissements des entreprises mènent donc à un accroissement de la demande pour la force de travail. Mais cela mène à un problème pour le système capitaliste dans son entièreté.

En effet, dans le modèle marxiste, la valeur des profits correspond à la valeur du travail en deçà de ce qui est socialement nécessaire pour la reproduction de la force de travail elle-même. Plus précisément, la valeur des profits sur une heure de production est la différence entre la valeur ajoutée par une heure de travail et la valeur d'une heure de force de travail.²⁰⁰ Mais le réinvestissement des entreprises augmente la demande pour la force de travail, ce qui peut mener (par exemple, par les luttes pour l'augmentation des salaires) à une hausse de sa valeur. Par conséquent, le taux de

²⁰⁰ Pour un approfondissement, voir Section 3.3 et 3.4 de Basu, *The Logic of Capital*, *op.cit.*

profit peut alors diminuer.²⁰¹ Voilà le problème pour le système capitaliste: comment empêcher la valeur du travail d'augmenter au point de mettre en danger les taux de profit (et donc la reproduction du système dans son entièreté)?

C'est pour répondre à cette question que Marx introduit le concept «d'armée de réserve des travailleurs». Celui-ci désigne le stock de travailleurs qui ne sont pas employés, mais qui sont potentiellement disponibles pour répondre à la demande en force de travail. L'idée est que cette armée de réserve absorbe le surplus des travailleurs quand le système n'en a pas besoin et les met à disposition lorsqu'il y en a besoin. C'est-à-dire que les fluctuations de cette armée de réserve permettent de réguler la valeur de la force de

²⁰¹ La valeur de la force de travail peut être définie comme le produit entre le taux salarial et la valeur de la monnaie. Donc, lorsque le taux salarial augmente, la valeur du travail augmente, si la valeur de la monnaie reste constante. Voir sections 7.5.1 et 7.5.2 de Basu, *The Logic of Capital*, *op.cit.*, pour ces définitions.

travail, pour assurer des taux de profit suffisants. Ainsi, lorsque les entreprises investissent trop et que la valeur de la force de travail augmente jusqu'à menacer la rentabilité, le système a tendance à se rééquilibrer en diminuant le nombre de travailleurs requis. Quels sont concrètement ces mécanismes de rééquilibrage? Basu en indique trois principaux: l'innovation technologique qui accroît la productivité du travail, le cycle macroéconomique et les délocalisations de la production (y compris les délocalisations «internes» dues au travail détaché).

Pour en illustrer le fonctionnement, nous pouvons approfondir le premier exemple: l'innovation technologique. La compétition entre les entreprises force celles-ci à constamment trouver des moyens d'augmenter la productivité, c'est-à-dire la valeur ajoutée par heure de travail. Une entreprise qui, par une innovation technologique, réussit à économiser sur la force de travail génère un superprofit temporaire. Pour rester compétitives, les autres entreprises devront

s'adapter et, à terme, adopter l'innovation technologique. Cette augmentation de la productivité envoie aussi une partie importante des travailleurs dans l'armée de réserve et permet donc de diminuer le pouvoir des travailleurs, tout en augmentant la valeur produite.

L'analyse marxiste montre donc comment, dans le capitalisme, il peut exister une population «excédentaire» ou une «surpopulation» qui est créée en fonction des besoins du capital et l'exemple de l'innovation technologique montre plus concrètement comment cela fonctionne. Au lieu de nous intéresser aux deux autres mécanismes mentionnés au-dessus, qui fonctionnent de manière similaire, nous devons, à présent, en aborder un autre: les migrations.

Migrations et armée de réserve des travailleurs

L'un des impacts majeurs de la crise climatique est l'intensification des mouvements migratoires à l'échelle

mondiale. Comme le souligne le collectif grec Antithesi: «la dimension écologique de la crise capitaliste va exacerber les contradictions existantes, car elle est connectée directement et indirectement au déplacement d'un nombre immense de personnes, menant à une augmentation substantielle des flux migratoires»²⁰². Les causes de ce phénomène sont claires: l'instabilité socio-économique causée par la crise climatique ou la compétition pour des ressources et la transformation de territoires entiers en régions inhabitables.

Selon un rapport de la Banque Mondiale, 216 millions de personnes pourraient ainsi devenir des réfugiés climatiques d'ici 2050.²⁰³ Toutefois, certaines

²⁰² Antithesi. (2024, février 18). *The Ecological Crisis and the Rise of Post-Fascism*. <https://illwill.com/antithesi>

²⁰³ D'ici à 2050, le changement climatique risque de contraindre 216 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur pays. (2021, septembre 13). World Bank. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/09/13/climate-change-could-force-216-million-people-to-migrate-within-their-own-countries-by-2050>

prévisions sont encore plus alarmantes, suggérant que jusqu'à 1,2 milliard de personnes pourraient être déplacées dans le même laps de temps.²⁰⁴ Il faut néanmoins considérer ces chiffres avec précaution et critiquer leur instrumentalisation politique. D'une part, il est impossible de prédire ces flux avec précision. D'autre part, l'effet de choc que produisent ces chiffres peut être utilisé pour justifier une politique migratoire restrictive. Comme l'écrit de manière lucide le collectif Out of the Woods: «ces statistiques ne sont pas seulement choquantes d'une manière générale, elles sont conçues pour créer un type de choc très particulier: un choc qui suit la logique de division en classes et en "races" à l'échelle planétaire et qui culmine dans le désir de défendre ses frontières»²⁰⁵. En prenant en compte cette mise en garde, il est indéniable qu'une

²⁰⁴ Jarry, C. (2022, septembre 15). Réfugié climatique : Fuir les conséquences du changement climatique. *Oxfam France*. <https://www.oxfamfrance.org/migrations/vers-une-augmentation-croissante-du-nombre-de-refugies-climatiques/>

²⁰⁵ Out of the Woods, *Hope Against Hope*, *op.cit.*, pp.21-22.

politique écologique sérieuse doit aborder cette question. Pour cela, nous devons nous tourner, à présent, vers une compréhension qualitative des flux migratoires dans un contexte capitaliste et de leur lien avec l'armée de réserve des travailleurs.

Karl Marx était l'un des premiers économistes à s'intéresser aux effets de la migration et aux contradictions qui en résultent. Il a notamment analysé les mouvements migratoires de l'Irlande vers l'Angleterre. Dans une lettre de 1870, il explique que: «l'Irlande envoie constamment son surplus [de travailleurs] sur le marché du travail anglais, fait ainsi baisser les salaires et diminue la position matérielle et le moral de la classe ouvrière anglaise»²⁰⁶. Dans cette citation, Marx met en évidence la manière dont les capitalistes peuvent exploiter certaines dynamiques migratoires pour faire baisser les salaires d'une partie

²⁰⁶ Marx, K. (1870). *Letters : Marx to Sigfrid Meyer and August Vogt 9 April 1870*.
https://www.marxists.org/archive/marx/works/1870/letters/70_04_09.htm

de la population, renforçant ainsi les divisions entre travailleurs et les affaiblissant collectivement. Pour Marx, il existe donc un lien entre l'armée de réserve des travailleurs et les migrations, car celles-ci font partie intégrante du système capitaliste mondial et de sa reproduction.

En se basant sur une interprétation fausse de cette analyse, certains discours d'extrême droite vont jusqu'à dire que les capitalistes organiseraient consciemment ces flux migratoires pour disposer d'une main-d'œuvre à bas coût.²⁰⁷ Mais cela est insensé. En effet, «si on se place du côté [du système capitaliste dans son entièreté], il a intérêt à une libre circulation de main-d'œuvre parallèlement à la libre circulation des marchandises et c'est cohérent avec la théorie de la concurrence parfaite chez les néo-classiques. À ce niveau-là, il y a bien une pression à la baisse sur les

²⁰⁷ Benoist, A. de. (2011, avril 1). *Revue Éléments—L'immigration, armée de réserve du capital*. Revue Éléments. <https://www.revue-elements.com/limmigration-armee-de-reserve-du-capital/>

salaires comme sur le prix des marchandises en général, mais cela ne doit pas être pris comme une volonté effective et politique de pression sur les salaires»²⁰⁸. Les classes dirigeantes n'organisent évidemment pas les migrations, mais peuvent les exploiter.

En réalité, les migrations ne sont intéressantes pour les capitalistes que dans la mesure où, justement, elles permettent de faire pression sur les salaires et d'affaiblir les travailleurs. Mais, pour assurer cela, il faut que plusieurs conditions soient remplies. Il faut, en particulier, que les travailleurs migrants puissent être directement mobilisés. Plutôt que des travailleurs migrants, ce que veulent les entreprises, ce sont des travailleurs détachés qui ne remettent pas en cause les différentiels de salaires et de statuts qui existent entre les pays. Car, c'est la différence de statut entre les travailleurs qui permet de faire pression sur les salaires.

²⁰⁸ Wajnsztein, J. (2018, novembre 26). *Immigration et salaires : Un retour inattendu*. Temps critiques. <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article378>

Autrement dit, cette dégradation ne découle pas de l'offre et de la demande perturbées par les travailleurs étrangers, car le prix du travail dépend de plusieurs facteurs. Il dépend notamment de l'état de la lutte des classes à un moment donné. Dans différents pays, par exemple, des salaires minimaux, imposés par la lutte, fixent un seuil en dessous duquel les rémunérations ne peuvent pas descendre ou des rémunérations liées à des statuts spécifiques. De plus, beaucoup de postes pris par les travailleurs migrants sont ceux délaissés par les travailleurs natifs: «dans ce cas il n'y a pas formation d'une armée industrielle de réserve qui pèserait vraiment sur le niveau de salaire. Le "plombier polonais" ne fait que combler le manque de plombiers français ou anglais dû au fait d'une excessive dévalorisation du travail manuel. On a affaire ici à la création artificielle, par le patronat, d'une situation de pénurie par une politique de dures conditions de travail et de salaires bas»²⁰⁹.

²⁰⁹ Wajnsztein, *Immigration et salaires*, loc.cit.

Le système capitaliste a donc tout intérêt à exploiter la concurrence entre les travailleurs, mais son principal objectif reste la maximisation de la compétitivité en diminuant les coûts salariaux à l'échelle mondiale. Cette réduction des coûts se fait principalement par le maintien de régions où le prix du travail est faible, principalement situées dans les pays du Sud, et de différences de statuts. C'est-à-dire que le capitalisme mondial, craignant de perdre la capacité de réguler les flux migratoires en fonction de ses besoins, aurait plutôt tendance à favoriser la sécurisation des frontières. Car, une trop grande liberté de mouvement remettrait en cause la différenciation de droits et de statuts qui existe entre les territoires et donc la rentabilité du travail détaché. Pour les États capitalistes, les migrations doivent, en fait, devenir une simple variable économique contrôlable à souhait. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le retour des débats autour du contrôle des frontières. Ainsi que le développement, à partir des années 90, de la forteresse

Europe, en parallèle de la liberté de circulation à l'intérieur du continent.

La stratégie capitaliste consiste donc en la création d'une division des travailleurs le long de frontières sur le plan international et le long de la «race» sur le plan national. Cette division est maintenue dans le pays en fournissant de petits avantages matériels et en renforçant la position morale des travailleurs natifs par rapport aux travailleurs migrants. Ce phénomène fait écho à l'autre point souligné par Marx dans sa lettre: «chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles, les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais ordinaire déteste l'ouvrier irlandais qu'il considère comme un concurrent qui abaisse son niveau de vie. Par rapport au travailleur irlandais, il se considère comme un membre de la nation dominante et, par conséquent, il devient un instrument des aristocrates et des capitalistes anglais contre l'Irlande, renforçant ainsi leur domination sur

lui-même. Il nourrit des préjugés religieux, sociaux et nationaux à l'encontre du travailleur irlandais. (...) L'Irlandais (...) voit dans le travailleur anglais à la fois le complice et le stupide agent des dirigeants anglais en Irlande»²¹⁰.

Nous avons donc, d'un côté, le système qui structurellement crée une population «excédentaire», et de l'autre, la nécessité capitaliste de contrôle des migrations. Ces transformations de la base matérielle exercent une influence directe sur l'idéologie dominante. Nous assistons ainsi à la ré-émergence «d'idéologies d'exclusion sacrificielle»²¹¹, dont le but est d'exclure une partie de la population de l'accès aux ressources, voire organiser leur sacrifice. Par exemple, les travailleurs considérés comme étrangers sont exclus pour le bien-être des travailleurs natifs, comme c'est

²¹⁰ Marx, *Letters : Marx to Sigfrid Meyer and August Vogt*, *loc.cit.*

²¹¹ Ce terme a initialement été introduit par Sandrine Aumercier et ses coauteurs, puis utilisé par Pierre Madelin. Voir Madelin, *La tentation écofasciste*, *op.cit.*, pp.221-225.

exigé par le mot d'ordre «La France aux Français». L'intensification des flux migratoires renforce aussi cette dynamique à travers les mécanismes étudiés au-dessus. Pour aborder cette évolution idéologique, il faut retourner au contexte historique du développement des premières thèses malthusiennes.

*Néomalthusianisme et idéologies d'exclusion
sacrificielle*

Dès le XVIII^e siècle, les populations dans les centres industriels croissent extrêmement rapidement, amenant de nombreux problèmes économiques et sociaux: maladies, mal-logement, etc. L'idéologie malthusienne se développe donc, en partie, comme une réaction aux problèmes posés par l'exode rural et la croissance massive des populations urbaines. Aujourd'hui, en réponse à la nécessité de «contrôle» des migrations, des analyses réactualisent le malthusianisme dans une perspective globale. Selon

cette vision, ce n'est plus seulement la croissance de la population urbaine ou nationale qui pose problème, mais la croissance de la population mondiale (et en particulier des populations des pays du Sud). Dans cette vision aussi, la crise climatique serait due essentiellement à cette croissance de la population humaine ou, de manière plus extrême encore, se réduirait à celle-ci. La «solution» proposée est donc le sacrifice d'une partie de la population, que ce soit par l'austérité, le contrôle démographique, l'exclusion des plus pauvres, voir le «laisser mourir». Les ressources et les biens collectifs sont considérés comme limités et il existe une «population excédentaire» qui doit être exclue d'accès. La critique virulente des migrations internationales exemplifie, bien sûr, aussi ce courant de pensée.²¹²

Un exemple contemporain important de cette idéologie, largement mobilisé dans les milieux

²¹² Voir le Chapitre 4 de Madelin, *La tentation écofasciste*, *op.cit.*

écologistes, se trouve dans les positions de Garrett Hardin, l'inventeur de la «tragédie des communs». Avant d'examiner le fond de ses idées, il faut mentionner que Hardin n'est pas un scientifique désintéressé, mais un réactionnaire motivé par une conception du monde xénophobe. En effet, «Hardin a mené une carrière parallèle en tant que nativiste d'extrême droite et activiste anti-immigration, introduisant délibérément ses idées politiques dans des écrits “scientifiques” populaires. Hardin semble correspondre à toute une série de chroniqueurs et universitaires qui diffusent des opinions d'extrême droite dans des médias populaires, en utilisant une terminologie raciste codée et des arguments faussement intellectuels, tout en fraternisant avec des organisations explicitement d'extrême droite et en écrivant pour elles»²¹³.

Venons-en au fond. Hardin explique les bases de son schéma de pensée dans son article «Lifeboat Ethics: the

²¹³ Out of the Woods, *Hope Against Hope*, *op.cit.*, p.79.

Case Against Helping the Poor» publié en 1974.²¹⁴ Dans cet article, Hardin compare les pays du Nord à des canots de sauvetage qui préservent les habitants de ces pays de la noyade. Cependant, la place sur les canots «est limitée et si les nations riches laissent les pauvres embarquer dans le canot de sauvetage, tout le monde est condamné». Il serait donc justifié de laisser les habitants des pays pauvres à leur sort, même si cela implique la mort de ces derniers. Ces schémas de pensée s'illustrent aujourd'hui dans de nombreux discours, y compris ceux tenus par des politiciens considérés comme étant de gauche. Par exemple, Sahra Wagenknecht prétend que «les ressources limitées de l'«État-providence» devraient être allouées aux citoyens de la nation, souscrivant au discours des régimes d'austérité néolibéraux qui promeuvent l'imposition

²¹⁴ Hardin, G. (1974). Lifeboat ethics: The case against helping the poor. *Psychology Today*, 8(4), 38-43.

sociale de la pénurie par le biais de mesures d'austérité»²¹⁵.

Les idéologies d'exclusion sacrificielle proposent donc un cadre théorique qui examine comment des ressources supposées finies ou limitées devraient diriger le comportement humain et les décisions à prendre, jusqu'à l'exclusion et au sacrifice d'une partie de la population. En partant des quelques exemples mentionnés au-dessus, il est possible d'en extraire quelques caractéristiques générales. La première c'est un processus de «naturalisation» de limites sociales. Dans ce processus, une limite qui n'est pas fixe, mais dépend de différents facteurs, notamment sociaux, est transformée en une constante invariable et «naturelle». Cette naturalisation de la limite permet ensuite de justifier le sacrifice des individus désignés comme «excédentaires» et sert ainsi à préserver les privilèges de certains aux dépens des autres. Une deuxième caractéristique concerne la compétition supposée pour

²¹⁵ Antithesi, *The Ecological Crisis*, loc.cit.

l'accès à ces ressources. C'est ce qui a été théorisé, entre autres, par Hardin sous la notion de «tragédie des communs». Selon Hardin, si des espaces naturels sont laissés comme des biens communs, alors chacun va vouloir les exploiter à son avantage, ce qui mène à la ruine de ces ressources. C'est là qu'apparaîtrait la tragédie supposée.

Mais ces deux idées doivent être combattues avec force. Un exemple parlant, concernant la première, est l'application du concept de «capacité de charge» à la population humaine. Dans la présentation classique des analyses néomalthusiennes, la capacité de charge d'un environnement pour une espèce donnée serait «la charge maximale constamment viable juste en deçà de celle qui altérerait la faculté de l'environnement à répondre aux besoins de l'espèce»²¹⁶. En l'appliquant à l'espèce humaine, il existerait donc une limite «naturelle» (déterminée complètement par l'environnement) à la taille de la population. Dans cette

²¹⁶ Madelin, *La tentation écofasciste*, *op.cit.*, p.169.

présentation, la capacité de charge est une variable «exogène» à l'espèce qui ne peut être influencée par celle-ci. Même si cette notion peut sembler intuitive, elle est remise en cause même dans l'étude de populations d'animaux sauvages. Comme le souligne Madelin: dans ces études «en raison du caractère fluctuant, dynamique et largement imprévisible des conditions environnementales, le concept de capacité de charge cessa alors définitivement de renvoyer (...) à un système clos et statique»²¹⁷.

Dans le cas humain, la critique est encore plus accablante. L'exode rural, au lieu de mener à la catastrophe malthusienne originelle, a mené à la seconde révolution agricole, avec le développement extraordinaire de la technologie et l'explosion de la productivité. L'espèce humaine, au lieu de se laisser à son sort, a changé ses conditions d'existence. Comme le souligne Leigh Phillips: «contrairement aux autres organismes, (...) nous pouvons modifier nos relations

²¹⁷ Madelin, *La tentation écofasciste*, *op.cit.*, p.171.

sociales, voire l'ensemble de notre économie politique, en transformant complètement la façon dont nous utilisons les ressources de la planète. Notre taux de consommation est malléable, il dépend en partie de facteurs absolument modifiables: nos relations de production. Traiter les humains comme des hamsters ou des bactéries, c'est oublier toutes les sciences sociales, toute l'histoire, la politique et l'économie. C'est oublier ce qui différencie l'homme du reste de la nature. Mais nous pouvons aussi modifier radicalement nos modes de consommation d'une façon que nulle autre espèce ne peut le faire: nous pouvons inventer de nouvelles technologies. Nous transformons constamment les forces de production»²¹⁸. En fait, la place sur les canots de Hardin n'est pas limitée, car nous pouvons toujours en construire de plus grands...

Concernant l'idée de la «tragédie des communs», la conclusion est aussi sans appel: «l'argument de Hardin est historiquement faux, circulaire d'un point de vue

²¹⁸ Phillips, *Austerity ecology*, *op.cit.*, p.58.

théorique et douteux d'un point de vue empirique»²¹⁹. Du côté empirique, le collectif Out of the Woods souligne que, contrairement à la prédiction de Hardin, «la gestion commune des ressources ne tend pas à la ruine mutuelle par l'exploitation égoïste, mais est souvent régie par des accords et des normes sociales complexes visant à prévenir la surexploitation»²²⁰. Du point de vue théorique, l'argument de Hardin est circulaire, puisqu'il suppose que les relations de production capitalistes sont les seules possibles, et qu'à cause de cela, l'exploitation des ressources est inévitable. Mais ces relations n'ont été établies «qu'à la suite de l'enclosure et de la privatisation généralisées des biens communs. La tragédie de Hardin devrait plutôt être appelée la tragédie du capital, car elle montre seulement comment les relations capitalistes de production compétitive, sans limite, pour le marché,

²¹⁹ Out of the Woods, *Hope Against Hope*, *op.cit.*, p.81.

²²⁰ *Ibid.*, p.81.

tendent à saper les conditions de production»²²¹. Une véritable solution à la tragédie des communs c'est de ne pas laisser les intérêts capitalistes dominer les décisions écologiques.

Malgré ces critiques, il reste que ces idéologies d'exclusion sacrificielle se développent en même temps que la crise s'intensifie. En plus des transformations nécessaires dans la base matérielle étudiées dans le chapitre précédent, cette évolution renforce aussi le rôle du fascisme qui peut nourrir et orienter ces idéologies. Ayant obtenu une compréhension de notre système et de sa responsabilité dans la crise en cours, il faut maintenant se tourner explicitement vers les liens de celui-ci avec le fascisme. Pour cela, il faut d'abord revenir à son histoire.

²²¹ Out of the Woods, *Hope Against Hope*, *op.cit.*, p.81.

Chapitre 8: Fascismes historiques

Au cours du XX^e siècle, l'Europe voit émerger une forme politique nouvelle et particulièrement monstrueuse. D'abord apparu sous forme de mouvements, le fascisme parvient rapidement à prendre le pouvoir en Allemagne et en Italie, engendrant guerre et génocide. Au-delà de la dimension monstrueuse de ce système, il revêt également un rôle économique et social spécifique, en redirigeant l'économie entière vers la production de guerre et en réprimant de manière extrêmement violente la contestation sociale. Mais cette émergence ne se produit pas sans heurts. Dès le début, l'antifascisme, émanant d'abord de groupes ouvriers socialistes, communistes ou anarchistes, se développe en opposition frontale.

À ce point de l'ouvrage, il est temps d'approfondir notre compréhension des liens entre la crise écologique décrite au-dessus et l'émergence d'une nouvelle forme

de fascisme. Un aperçu historique est indispensable pour cela. Cependant, pour ne pas élargir le cadre outre mesure, nous allons nous limiter à une présentation brève des exemples de l'Allemagne et de l'Italie. Ainsi, plutôt que de donner une vision exhaustive du fascisme historique, le but est seulement de mettre en lumière quelques caractéristiques fondamentales. Celles-ci vont nous permettre ensuite de créer des notions générales, applicables non seulement aux réalisations historiques, mais aussi à la situation actuelle. Pour cela, nous insisterons sur l'origine matérielle et la fonction économique structurelle du fascisme.

L'émergence du fascisme en Italie et en Allemagne

L'émergence historique du fascisme européen doit être comprise dans le contexte de la restauration de la monarchie française de 1815 et des différents mouvements révolutionnaires qui agitent le XIXe siècle. Comme le souligne Mark Bray, à cette

époque, la notion libérale «d’opinion publique» fait son apparition pour la première fois. Les élites conservatrices doivent prendre au sérieux la volonté populaire ou risquer un renversement de leur pouvoir. Cette prise de conscience des élites se reflète, ainsi, dans leurs agissements politiques. Napoléon III, pendant qu’il supprime les revendications de la population, s’efforce aussi à la séduire, à travers «la culture de son image masculine». En Allemagne, Otto von Bismarck développe les prémisses d’un État-providence en parallèle de la mise en œuvre des lois antisocialistes et antipopulaires de 1878. C’est aussi à cette période qu’apparaissent en Europe les campagnes électorales de masse qui tentent de gagner l’opinion de la majorité.²²²

Dans ce contexte de développement des revendications populaires, des «ligues» pour défendre les intérêts des artisans, ainsi que de certains employés

²²² Bray, M. (2017). *Antifa : The Anti-Fascist Handbook* (1er édition). Melville House, p.7.

de bureau et fonctionnaires émergent dès 1880 en France, en Allemagne et en Italie.²²³ Les membres de ces ligues se retrouvent aussi souvent dans l'antisémitisme et une défense de l'impérialisme de leurs pays respectifs. Durant cette période, est créée, par exemple, l'Action française, qui représente «la première organisation de quelque importance et de statut intellectuel à révéler des traits caractéristiques fascistes»²²⁴ et qui est active jusqu'à aujourd'hui.

Le développement du fascisme s'accélère ensuite pendant la Première Guerre mondiale. C'est, en effet, dans l'expérience de la guerre que le fascisme raffine le fondement de son idéologie et qu'il trouve son mode d'organisation. Ainsi, les ligues et les groupes existants reprennent souvent les structures hiérarchiques militaires. En parallèle, de nouvelles milices fascistes sont formées par des vétérans réactionnaires, tels les «Freikorps» (les Corps francs) allemands.

²²³ Bray, *Antifa*, *op.cit.*, p.8.

²²⁴ Ernst Nolte cité dans *Ibid.*, pp.5-6.

Après la guerre et la révolution de 1917, une nouvelle vague de soulèvements traverse l'Europe : «mutineries militaires, révoltes, grèves, occupations et formation de conseils ouvriers en Allemagne, en Autriche, en Hongrie et en Italie»²²⁵. En réponse, à ces mobilisations antinationales, les fascistes développent des méthodes pour réprimer ces mouvements populaires, qui vont d'attaques contre les manifestations et les lieux d'organisation aux assassinats. Ainsi, rien que dans la première moitié de l'année 1921, les milices fascistes de Mussolini, appelées «squadristi» (ou «Chemises noires»), détruisent «près de 119 bourses de travail, 107 coopératives et 83 bureaux paysans»²²⁶.

Le premier groupe de militants antifascistes «Arditi del Popolo» (littéralement «les courageux du peuple») se forme dès 1921 en réaction à ces attaques et ces meurtres. Les Arditi totalisent environ vingt mille membres, organisés en 144 sections pour défendre les

²²⁵ Bray, *Antifa, op.cit.*, p.9.

²²⁶ *Ibid.*, p.13.

ville contre les attaques fascistes.²²⁷ Ce groupe, après quelques succès notables, ne parvient pas à s'inscrire dans la durée. Bray explique cet échec par «le soutien financier et matériel important que les élites économiques ont apporté aux fascistes» ainsi que la destruction historique des forces de gauches, et leur incapacité subséquente «à faire front commun pour détruire leur ennemi»²²⁸.

Le renforcement des milices fascistes s'accompagne aussi d'un renforcement électoral et parlementaire. Ainsi, «le mécontentement des élites économiques après la guerre était suffisant pour pousser le Premier ministre libéral Giovanni Giolitti à fermer les yeux sur la terreur que les Chemises noires faisaient régner sur les syndicalistes, les grévistes et les hommes politiques de gauche, et même à inclure les fascistes dans son bloc national lors des élections de mai 1921, où ils obtinrent alors 36 sièges sur les 120 que comptait le bloc au

²²⁷ Bray, *Antifa*, op.cit., p.13.

²²⁸ *Ibid.*, p.14.

parlement»²²⁹. En octobre 1922, le gouvernement passe finalement le pouvoir à Mussolini, en dépit de la tentative de prise de pouvoir ratée de la «marche sur Rome». La résistance, y compris sous la forme d'attentats contre Mussolini, continue jusqu'en 1926, date à partir de laquelle tous «les opposants potentiels ont été soit cooptés avec succès, soit éliminés»²³⁰.

En Allemagne, le contexte est différent, mais présente des similarités. Contrairement à la situation italienne, la stabilité sociale est garantie, à cette époque, par un compromis politique du gouvernement social-démocrate. Celui-ci tente «de séduire les classes inférieures en inscrivant l'État-providence dans la constitution pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne, tout en conservant le soutien des classes supérieures en évitant la révolution communiste»²³¹. Si l'expansion de la protection sociale représente la

²²⁹ Bray, *Antifa*, *op.cit.*, p.15.

²³⁰ *Ibid.*, p.17.

²³¹ *Ibid.*, p.17.

carotte, la social-démocratie fait aussi usage du bâton. Le gouvernement se tourne, par exemple, vers les Corps francs pour réprimer dans le sang les mouvements ouvriers radicaux qui agitent l'Allemagne entre 1919 et 1924. Une répression dont le paroxysme est l'assassinat des leaders communistes Rosa Luxemburg et Karl Leibknecht.

De plus, malgré les avancées sociales, la structure idéologique de la société allemande reste marquée par des thématiques d'extrême droite. En particulier, le traditionalisme, l'antisémitisme et l'antimarxisme jouent des rôles importants.²³² L'un des groupes qui prospèrent dans ce contexte est le NSDAP («Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei», le Parti national-socialiste des travailleurs allemands) d'Adolf Hitler, ainsi que sa milice paramilitaire la SA («Sturm Abteilung», Section d'Assaut). Les groupes de la SA sont structurés sur l'exemple des Chemises noires de Mussolini: ils les «ont non seulement imités (...) en

²³² Bray, *Antifa*, *op.cit.*, p.18.

portant leurs chemises brunes caractéristiques, mais ils ont également adopté la brutalité de leurs homologues italiens»²³³. La croissance du NSDAP est fulgurante: le nombre de membres passe de 17 000 en 1926 à 40 000 en 1927, puis 60 000 en 1928.²³⁴ Simultanément, la violence de la SA s'intensifie dès 1929 «lorsque les troupes ont commencé à défiler dans les quartiers communistes et à attaquer les lieux de rencontre et les tavernes»²³⁵.

En réaction à ces évolutions, les forces antifascistes gaffent en refusant de reconnaître le danger existentiel que pose le fascisme et s'enlisent dans des querelles internes. Après la conflictualité des années 1917-1921, qui avait opposé les communistes au gouvernement social-démocrate, les membres du second refusent une stratégie de front commun proposé par le Comintern.²³⁶

²³³ Bray, *Antifa, op.cit.*, p.19.

²³⁴ *Ibid.*, p.21.

²³⁵ *Ibid.*, p.21.

²³⁶ *Ibid.*, p.20.

Ensuite, dès 1928 c'est le Comintern qui commet une erreur stratégique mortelle en insistant sur un antagonisme accru à l'égard des socialistes et en refusant donc toute alliance avec ces derniers. À cause de ces conflits, c'est seulement trop tard que le front commun s'organise: «l'organisation paramilitaire républicaine/socialiste "Reichsbanner" propose la création d'un "Front de fer" contre le fascisme avec le SPD et diverses organisations syndicales en décembre 1931»²³⁷. Les effets de cette formation restent donc limités: «en tant que véhicule électoral, le Front de fer a connu un certain succès. En tant que formation paramilitaire, il "n'existait qu'en nom"»²³⁸. Les dirigeants communistes ont aussi du mal à s'ajuster à l'augmentation de la violence fasciste, en préférant les actions de masse aux actions individuelles, qui étaient même souvent répudiées.²³⁹ Durant cette période, de

²³⁷ Bray, *Antifa*, *op.cit.*, p.23.

²³⁸ *Ibid.*, p.25.

²³⁹ *Ibid.*, p.22.

fait, la violence augmente drastiquement: entre 1930 et 1932, 143 nazis et 171 communistes sont tués.²⁴⁰

Finalement, le fascisme arrive au pouvoir en Allemagne, non pas par sa popularité ou la puissance de ces milices, mais comme conséquence d'un transfert ordonné du pouvoir. En effet, «Mussolini comme Hitler ont été installés aux commandes par les détenteurs traditionnels du pouvoir — le roi Victor-Emmanuel III en octobre 1922 et le président Hindenburg en janvier 1933 —, agissant au nom d'un consensus parmi les classes dominantes»²⁴¹. La suite est plus connue: le fascisme entraîne le monde dans la guerre et le génocide. Il faut attendre les réseaux de résistance et, enfin, la victoire des Alliés pour assister à la fin de cette phase du fascisme.

L'aspect le plus monstrueux du fascisme, durant sa phase de pouvoir, est sa propension à éliminer systématiquement les personnes considérées comme ses

²⁴⁰ Bray, *Antifa*, *op.cit.*, p.23.

²⁴¹ Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*, p.117.

ennemis. Concernant les opposants politiques, le fascisme continue ainsi sa stratégie de destruction après son ascension au pouvoir. En Allemagne, avec l'arrivée au pouvoir d'Hitler, le Parti communiste KPD est mis hors la loi et, dans la seule nuit du 27 au 28 février 1933, 10 000 communistes sont arrêtés. Quelques semaines plus tard, ce sont 20 000 et, en novembre, 60 000. Pire encore, en quelques mois, plus de 2 000 militants sont abattus ou torturés à mort.²⁴²

Plus tard, l'élimination des personnes considérées comme des ennemis atteint l'apogée de l'horreur. En Allemagne, la violence à venir est préfigurée par les émeutes antisémites sanctionnées par le gouvernement, telle la Nuit de Cristal, qui font des centaines de morts. Durant la Guerre, le gouvernement de l'Allemagne

²⁴² Secours Rouge Genève. (2019, mai 15). *La résistance communiste allemande (1933-1945) : Une histoire occultée*. Le Courrier. <https://lecourrier.ch/2019/05/15/la-resistance-communiste-allemande-1933-1945-une-histoire-occultee/>

Pour approfondir, voir Derbent, T. (2008). *La Résistance communiste allemande : 1933-1945* (1er édition). Aden Belgique.

nazie procède ensuite à l'extermination systématique d'approximativement 12 millions de personnes, dont 6 millions de juifs dans la «Shoah». Outre les juifs, les prisonniers de guerre et les opposants politiques, les ennemis identifiés par le gouvernement nazi sont les personnes en situation de handicap physique ou mental, les homosexuels et les Roms.²⁴³ L'Italie fasciste, elle, entreprend une expédition coloniale en Libye dès 1929 et procède à l'extermination de 83 000 personnes, connue en Libye sous le nom de «Shar».²⁴⁴

La «politique économique» du fascisme

La suppression violente de la contestation sociale est, en fait, une fonction essentielle du fascisme. Plus

²⁴³ *How Many People did the Nazis Murder?* (2023, septembre 26). United States Holocaust Memorial Museum. <https://encyclopedia.ushmm.org/content/en/article/documenting-numbers-of-victims-of-the-holocaust-and-nazi-persecution>

²⁴⁴ Ahmida, A. A. (2020). *Genocide in Libya : Shar, a Hidden Colonial History* (1er édition). Routledge.

généralement, le fascisme apparaît comme la réponse à une crise sociale profonde du capitalisme et sa fonction économique générale est la restauration du profit. Pour commencer à comprendre cela, il nous faut revenir brièvement sur la «politique économique» du fascisme historique.

À quoi ressemblait celle-ci? Comme l'explique Guérin en introduction, l'économie politique du fascisme est une forme accrue de l'économie capitaliste «dirigée» que l'Allemagne a mise à l'essai pendant la Première Guerre mondiale, sous le nom de «Kriegswirtschaft» (économie de guerre). Cette dernière consiste principalement à restaurer la rentabilité des entreprises capitalistes par des moyens artificiels, souvent aux dépens des classes populaires, tout en servant les intérêts d'un militarisme exacerbé.²⁴⁵ Le fascisme se différencie donc du «libéralisme» capitaliste, en s'engageant «peu à peu dans une

²⁴⁵ Guérin, D. (2001). *Sur le fascisme* (Reprod. en fac-sim édition). La Découverte, p.360.

bureaucratisation de l'économie». Il parvient ainsi, «tant bien que mal à prolonger le système capitaliste, mais en limitant le mouvement de chaque capitaliste individuel et en sacrifiant sur l'autel de l'industrie lourde les autres branches de l'activité économique». Finalement, cela a pour conséquence que «l'ensemble de l'économie est paralysée» et que «les individus appartenant à toutes les classes de la société sont ruinés ou rationnés», tandis que «seuls les magnats continuent à “produire du bénéfice”».²⁴⁶

Considérons, donc, plus en détail les politiques économiques mises en œuvre par les gouvernements fascistes pour réaliser ce but général. Le premier aspect est la privatisation de certains monopoles publics. Ainsi, en Italie, après l'arrivée au pouvoir de Mussolini en 1922, le gouvernement italien cesse l'exploitation des services téléphoniques, délègue l'exécution de certains travaux publics et confie l'assurance vie aux

²⁴⁶ Guérin, *Sur le fascisme*, *op.cit.*, p.361.

compagnies privées.²⁴⁷ En Allemagne nazie, cette privatisation prend une ampleur encore plus grande. Après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, entre 1933 et 1937, le contrôle d'entreprises que l'État avait renfloué, suite à la crise économique des années 30, et dont il avait pris les rênes repasse majoritairement en mains privées.²⁴⁸ Guérin mentionne ainsi que «90 % du capital de la Dresdner-Bank, 70 % du capital de la Commerz— und Privatbank, 35 % du capital de la Deutsche Diskonto-Bank»²⁴⁹ appartenaient à l'État avant les réformes du gouvernement nazi.

Le renflouement de certaines entreprises défaillantes ou peu rentables devient même un aspect central de la politique économique dans l'Italie fasciste. Ce sont principalement des banques et des industries lourdes qui profitent de ces interventions. Ainsi, suite à la «crise de déflation commencée à fin 1936, successivement le

²⁴⁷ Guérin, *Sur le fascisme, op.cit.*, p.362.

²⁴⁸ *Ibid.*, pp.362-363.

²⁴⁹ *Ibid.*, p.362.

Banco di Roma, le Banco di Napoli, le Banco di Sicilia et de nombreux autres établissements de moindre envergure sont renfloués et assainis»²⁵⁰. Après la crise de 1931, les exemples se multiplient encore. Outre le sauvetage des banques additionnelles Banco de Milano, Crédit Italiano et Banca Commerciale, l'État met des structures en place pour renflouer les «plus gros trusts du pays». Fin 1933, il s'agit de la «puissante Société Hydroélectrique piémontaise», puis, en 1934, du «trust métallurgique Ansaldo, déjà renfloué après la Marche sur Rome»²⁵¹.

Ces mesures sont accompagnées par d'autres, plus radicales encore. Celles-ci permettent une action encore plus importante sur la restauration du profit capitaliste, mais elles entraînent surtout l'économie fasciste dans une dynamique irréversible qui mène progressivement vers l'autarcie et l'«économie de guerre». Il s'agit de la substitution de l'État «à la clientèle privée défaillante

²⁵⁰ Guérin, *Sur le fascisme*, *op.cit.*, p.369.

²⁵¹ *Ibid.*, p.369.

et à la carence des investissements privés»²⁵². Guérin classifie ces mesures en deux catégories: les grands travaux publics et les investissements de défense nationale. Mais Guérin mentionne aussi qu'il est «malaisé de tracer une ligne de démarcation entre les deux genres d'activité» et «une partie non négligeable des grands travaux publics ressortit, en réalité, à la "défense nationale", notamment ceux concernant les transports routiers et ferroviaires»²⁵³.

Concernant les transports, les gouvernements des deux pays développent généralement à perte des voies ferrées et des autoroutes dont l'intérêt est limité, mais qui permettent à certains producteurs de fer et de ciment d'amasser d'immenses richesses.²⁵⁴ Concernant les investissements liés à la défense, c'est surtout l'industrie lourde qui reçoit des commandes pour des milliards de liras italiennes et de marks allemands. Les

²⁵² Guérin, *Sur le fascisme*, *op.cit.*, p.372.

²⁵³ *Ibid.*, p.373.

²⁵⁴ *Ibid.*, p.374.

usines de l'industriel allemand Krupp, par exemple «travaillent jusqu'à la limite de leur capacité de production»²⁵⁵.

Ces interventions ne sont, cependant, pas des nationalisations. L'État ne prend pas le contrôle des actifs et ne tire donc pas, non plus, de profit de ces opérations. Il se cantonne à «fournir le capital, passer les commandes, garantir les dividendes et assumer tous les risques»²⁵⁶. Ainsi, en sus de ces aides financières directes, les gouvernements fascistes italiens et allemands accordent diverses réductions d'impôts sur le capital des sociétés et les grosses fortunes.²⁵⁷ Ces choix impliquent aussi que l'État doit se financer autrement. Les gouvernements fascistes utilisent alors deux moyens. D'abord, ils ont recours à l'endettement massif. Puis, lorsque l'inflation commence à menacer la stabilité économique, ils captent une partie de l'épargne

²⁵⁵ Guérin, *Sur le fascisme, op.cit.*, p.375.

²⁵⁶ *Ibid.*, p.371.

²⁵⁷ *Ibid.*, pp.364-365.

privée et augmentent les impôts qui touchent les classes moyennes et inférieures.²⁵⁸

Finalement, comme le montre Guérin, toutes ces mesures entraînent l'économie entière vers l'autarcie, puis l'économie de guerre, dans laquelle «l'État devient le seul client de l'industrie; l'État draine à lui seul toute l'épargne privée; l'État monopolise le commerce extérieur, l'État contrôle les prix; l'État dispose à son gré de la main-d'œuvre; l'État répartit les matières premières; l'État détermine dans quel secteur de l'économie de nouveaux investissements sont nécessaires, et décide la création de nouvelles industries»²⁵⁹. La politique économique des régimes fascistes est aussi complètement liée à leur militarisme exacerbé qui sert de «réponse» aux crises politiques et économiques de cette période. Concrètement, elle favorise, à travers la coordination autoritaire de l'État, certaines industries lourdes au détriment des classes

²⁵⁸ Guérin, *Sur le fascisme*, *op.cit.*, p.376-382.

²⁵⁹ *Ibid.*, p.391.

inférieures et moyennes, de l'industrie des biens de consommation et, in fine, de l'économie en général. Nous voyons que les parallèles ne manquent pas avec certaines propositions de gestion capitaliste de la crise climatique, que nous avons étudiées au [Chapitre 6](#).

Bien sûr, le passé diffère du présent. Il est donc nécessaire de se demander quels leçons nous devons tirer de celui-ci et de voir comment la notion de «fascisme» peut être étendue pour comprendre la crise en cours.

Chapitre 9: Définition et idéologies du fascisme

Le terme de «fascisme» est fréquemment mobilisé à tort, sans en saisir le véritable sens. Parfois, il est même utilisé comme un terme polémique pour discréditer un adversaire. Pourtant, les théorisations autour du fascisme remontent à son apparition et donnent des pistes essentielles pour le comprendre. Malgré ces pistes utiles, la compréhension d'un phénomène historique complexe comme le fascisme reste compliquée. Il n'est pas suffisant de faire une liste des idées ou attitudes portées par le fascisme, mais il faut aussi comprendre son origine économique. En particulier, le fascisme ne peut pas être déconnecté de son rôle économique pour le capitalisme en crise. Son idéologie, par exemple, est en partie déterminée par cette fonction. Pour arriver à une définition plus précise du fascisme, il faut donc quelques préparatifs.

Vers une définition du fascisme

Un but fondamental d'une définition générale de phénomènes historiques est de pouvoir expliquer des événements actuels à partir de l'expérience passée. Mais dans cette proposition simple, il y a, en fait, une hypothèse implicite: qu'il est possible de formuler des concepts à partir de phénomènes historiques qui s'appliquent aussi à des événements présents. Pour notre étude, c'est aussi une question qui mérite d'être posée: est-il possible de généraliser le concept de fascisme en dehors de sa période historique originelle? Il serait bien entendu possible de dire que le fascisme tel qu'il a existé ne pouvait apparaître que dans le contexte idéologique particulier de certaines histoires nationales ou de la crise causée par la Première Guerre mondiale. C'est, d'ailleurs, la raison pour laquelle beaucoup de chercheurs utilisent la notion de «néofascisme» ou de «postfascisme» plutôt que de

«fascisme» pour décrire les mouvements fascistes apparaissant après la Seconde Guerre mondiale.²⁶⁰

Mais, en réalité, ces explications, qui mettent l'accent sur les particularités, sont incomplètes, car elles sont déconnectées de la question de la base matérielle, c'est-à-dire des intérêts de classe que le fascisme cherche à défendre. Alors que c'est précisément les transformations dans la base matérielle de la société qui peuvent présenter des régularités et donc permettre d'étendre le champ d'application de concepts historiques.²⁶¹ Comme l'a écrit Saïd Bouamama: «le fascisme comme toutes les formes politiques est un concept soulignant ce qu'il y a de commun à de nombreuses réalités matérielles»²⁶². En particulier, ce concept peut s'appliquer aussi à des réalités matérielles

²⁶⁰ Rydgren, *The Oxford Handbook of the Radical Right*, *op.cit.*, p.173-175.

²⁶¹ Un exemple canonique de ces régularités, ce sont les crises économiques qui peuvent menacer de transformer les rapports de pouvoir.

²⁶² Bouamama, *Comprendre et combattre le fascisme et la fascisation*, *loc.cit.*

présentes ou futures. En entamant, donc, une généralisation du concept de fascisme qui, en plus de la structure idéologique spécifique, englobe la question de sa base matérielle, il est possible de réfléchir aussi à ses conditions de ré-émergence.

Pour continuer notre recherche d'une définition, il faut noter que certains courants de la psychologie et de la sociologie analysent le fascisme comme conséquence d'une tendance ou personnalité autoritaire. Celle-ci s'exprimerait de manière différenciée selon le positionnement moral. Mais la conscience étant elle-même influencée par les conditions matérielles d'existence, les tendances autoritaires ne sauraient pas être des causes, mais sont, en fait, des conséquences de ces conditions. Par ailleurs, une explication basée sur la psychologie individuelle néglige les facteurs systémiques, comme la structure idéologique ou l'évolution de l'économie. Ugo Palheta soulève un point semblable en disant que ces explications individualistes «tendent à sous-estimer les forces et

tendances sociales objectives telles qu'elle se sont constituées historiquement, l'ensemble des rapports sociaux (d'exploitation et d'oppression), mais aussi les luttes sociales et politiques, en particulier l'intensité et l'issue des luttes de classes»²⁶³. Nous nous permettons donc ici de mettre ces approches de côté.

Finalement, il est aussi utile d'introduire la distinction claire utilisée par le Zektin Collective: d'un côté, il y a le fascisme comme ensemble d'idées et, de l'autre, le fascisme comme une «force historique réelle».²⁶⁴ En effet, il serait problématique de limiter l'étude du fascisme à ses aspects idéologiques en ignorant ses actions et sa pratique politique, car le fascisme n'aurait jamais acquis une véritable portée historique s'il n'avait pas accédé au pouvoir.²⁶⁵ C'est-à-dire, dans la suite, nous nous engagerons à étudier les

²⁶³ Voir Note 23 dans Palheta, *La possibilité du fascisme*, *op.cit.*, p.28.

²⁶⁴ Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*, p.115.

²⁶⁵ *Ibid.*, p.116.

généralisations de l'idéologie à partir des exemples historiques, mais nous nous intéresserons aussi à une généralisation de la pratique politique et du rôle structurel. Mais pour continuer, considérons d'abord certains aspects idéologiques du fascisme.

Idéologie et démagogie du fascisme

Le fascisme comme ensemble d'idées ou comme structure idéologique est notoirement difficile à définir. L'absence de transparence dans les discours politiques est même une caractéristique fondamentale des mouvements d'extrême droite. Les fascismes historiques, en particulier, se servaient de la démagogie pour atteindre leurs objectifs. Daniel Guérin oppose ainsi la démagogie fasciste à ce qu'il appelle «la vraie doctrine». C'est aussi le cas des mouvements fascistes d'aujourd'hui. Comme Bouamama l'indique justement: «beaucoup de militants antifascistes sous-estiment la victoire populaire qu'a été la défaite du nazisme ou n'en

mesurent pas toutes les conséquences. Le mouvement ouvrier, le mouvement antifasciste et le mouvement anticolonial ont imposé durablement une frontière de légitimité rendant impossible ou difficile de se revendiquer explicitement du fascisme aujourd'hui. Le fascisme est ainsi contraint de se présenter différemment, de faire passer en contrebande sa marchandise en quelque sorte»²⁶⁶. Mais cette démagogie est surtout nécessaire pour mobiliser la population avant l'arrivée au pouvoir du fascisme. Dans les textes programmatiques et, ensuite, dans la propagande d'État, le fond idéologique s'exprime, au contraire, assez clairement. C'est donc à une généralisation de cette «vraie doctrine» que nous nous intéressons ici.

Quand nous avons décrit les formes historiques du fascisme allemand et italien, nous n'avons abordé la question de l'idéologie que très brièvement. Une description adéquate de ces phénomènes serait, en fait,

²⁶⁶ Bouamama, *Comprendre et combattre le fascisme et la fascisation*, loc.cit.

trop extensive pour notre étude, dont le but est de donner des outils d'analyse pour comprendre le fascisme aujourd'hui.²⁶⁷ Cependant, il est important ici de souligner que l'émergence et la manifestation des formes historiques du fascisme se sont déroulées de manière différente selon les contextes. En Allemagne, par exemple, la structure idéologique préexistante a conduit le gouvernement nazi à accorder une place bien plus centrale à l'antisémitisme que ne l'a fait le régime fasciste italien. Les références historiques étaient aussi différentes. Si en Allemagne, c'est l'imaginaire d'une vie pastorale germanique qui servait d'archétype au NSDAP, en Italie, c'est une idéalisation de la Rome antique et de son empire.

Cependant, si l'idéologie joue un rôle dans les mouvements fascistes, elle est suffisamment flexible pour s'adapter aux conditions réellement existantes une fois le pouvoir acquis. Par exemple, l'idéologie nazie

²⁶⁷ Un approfondissement est donné, par exemple, dans Guérin, *Sur le fascisme*, *op.cit.*

n'avait aucun problème à considérer que les Iraniens descendaient aussi de la «race aryenne» mythifiée, dès lors qu'une alliance se développait entre les gouvernements des deux pays.²⁶⁸ De même, le gouvernement nazi libérait certains juifs qui avaient participé à la construction du parti ou du gouvernement de l'application des lois racistes de Nuremberg.²⁶⁹ En fait, l'idéologie, bien qu'essentielle pour comprendre le fascisme dans ces spécificités, n'est pas essentielle pour comprendre ce qu'est le fascisme en général. Bien plus, ce sont les aspects matériels que nous verrons plus loin qui permettent de le définir.²⁷⁰

²⁶⁸ Jenkins, J. (2016). Iran in the Nazi New Order, 1933–1941. *Iranian Studies*, 49(5), 727-751.

²⁶⁹ Steiner, J. M., & Freiherr Von Cornberg, J. (1998). Willkür in der Willkür : Befreiungen von den antisemitischen Nürnberger Gesetzen. *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*. https://www.ifz-muenchen.de/heftarchiv/1998_2_1_steiner.pdf

²⁷⁰ Voir aussi Cento Bull, A. *Neo-fascism* dans Bosworth, R. J. B. (2009). *The Oxford Handbook of Fascism*. Oxford University Press, p.604.

Compte tenu de cette mise en garde, il est tout de même possible de résumer brièvement les caractéristiques idéologiques communes aux différentes formes que prend le fascisme. Ugo Palheta, en se basant sur une synthèse de travaux d'historiens, en particulier ceux de Roger Griffin, formule une description qui englobe les caractéristiques principales. Selon lui, le fascisme peut être considéré comme «un mouvement de masse qui prétend œuvrer à la régénération d'une "communauté imaginaire"»²⁷¹. Le fascisme repose, en fait, sur l'idée d'une compétition entre les nations ou les «races» et d'une hiérarchie «naturelle» entre celles-ci. Une hiérarchie «naturelle» qui se manifestait dans un passé glorifié par la soumission «naturelle» à la communauté ethnoraciale imaginaire de toutes les autres communautés. À la suite de Griffin, les historiens utilisent le terme technique «d'ultranationalisme palingénésique» issu de la combinaison des mots grecs

²⁷¹ Palheta, *La possibilité du fascisme*, *op.cit.*, pp.30.31.

«genesis» («naissance») et «palin» («nouveau») pour décrire de façon condensée l'idéologie du fascisme.²⁷²

La palingénésie ne concerne pas seulement la grandeur économique ou historique de cette communauté imaginaire, mais s'attaque aussi à certaines expressions culturelles qui sont perçues comme contraire à l'unité ethnoraciale, ainsi qu'aux personnes qui les portent. Historiquement, elle s'orientait contre la «menace communiste». Aujourd'hui, c'est contre le «wokisme» et le «marxisme culturel». En l'absence d'un mouvement communiste important, ce réflexe est, à présent, justifié par une thèse conspirationniste. Celle-ci affirme que «le marxisme a commencé une “marche à travers les institutions”, pénétrant lentement mais sûrement les écoles, les universités, la bureaucratie gouvernementale, les médias, les studios de cinéma, les arts, jusqu'à la destruction complète de l'Occident.» Ainsi, «une

²⁷² Roger Griffin cité dans Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*, p.114.

défaite historique de la gauche (...) est transformée en projet sournois de domination mondiale». ²⁷³

Un autre concept très lié à la palingénésie, mis en avant par le Zetkin Collective, est la notion de «palindéfense». Ici, l'accent est mis non sur la régénération de la communauté ethnoraciale imaginée, mais sa «défense» contre un envahisseur présumé. Comme le mentionne le collectif, ce mythe «suggère un antagonisme transhistorique entre des groupes humains définis par leurs origines» ²⁷⁴. La force terrible de ce mythe est illustrée par les massacres de milliers de musulmans en Serbie qui ont été justifiés par une pensée raciste basée sur la notion de palindéfense. ²⁷⁵ Pour le collectif, si «la palingénésie convenait à la phase d'ascension du capitalisme, précédant son âge d'or et la grande accélération, la palindéfense semble forgée pour accompagner un long déclin, lequel inclut

²⁷³ Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*, p.195.

²⁷⁴ *Ibid.*, p.178.

²⁷⁵ *Ibid.*, pp.177-178.

les crises engendrées par les énergies fossiles»²⁷⁶. Armés d'une meilleure compréhension des aspects idéologiques du fascisme, il nous faut revenir à la question de la différence supposée entre l'extrême droite et le fascisme.

Fascisme ou extrême droite?

Selon certaines interprétations, le fascisme irait plus loin que les idéologies d'extrême droite «classiques». Ces dernières regrouperaient des mouvements inégalitaires et extrémistes basés sur la présupposition implicite de hiérarchies «naturelles» (entre les races, genres, classes, etc.), sans nécessairement défendre un retour à une domination passée.²⁷⁷ Le fascisme, en plus de cette présupposition, ferait de surcroît appel aux notions de palindéfense ou de palingénésie, pour réagir

²⁷⁶ Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, *op.cit.*, p.179.

²⁷⁷ Rydgren, *The Oxford Handbook of the Radical Right*, *op.cit.*, p.23-25.

à cet état de fait supposé. Il serait donc possible d'imaginer des extrêmes droites qui ne sont pas fascistes. Mais cette distinction est-elle vraiment pertinente?

Nous avons déjà argumenté que l'idéologie joue un rôle secondaire dans la compréhension du fascisme, par rapport au rôle structurel que le fascisme est amené à jouer. En fait, la focalisation sur les aspects idéologiques du fascisme, au détriment des aspects matériels, peut introduire des distinctions qui ne sont pas forcément éclairantes, comme cette distinction supposée entre le fascisme et l'extrême droite. La raison pour cela, c'est qu'une fois le pouvoir pris par une force d'extrême droite, l'idéologie inégalitaire et extrémiste combinée avec la crise dans la base matérielle qui a amené à cet état de fait conduit forcément un gouvernement d'extrême droite vers le fascisme tôt ou tard.

En fait, il faut plutôt voir le fascisme comme la réalisation concrète de l'idéologie d'extrême droite

lorsqu'elle prend le pouvoir. Ainsi, l'extrême droite et le fascisme ne sont pas deux choses distinctes, mais deux parties d'un même processus. Autrement dit, le fascisme est le but partiellement conscient d'une frange radicale de groupes d'extrême droite ou conservateurs, qui s'exprime dans le contexte de la prise et de l'exercice du pouvoir. La différence entre «extrême droite» et «fascisme», qu'implique l'analyse de l'idéologie seule, peut donc être pertinente pour différencier les groupes qui existent avant la phase de prise de pouvoir. Cependant, elle n'est plus opérante après cette phase.

Bien sûr, ce n'est pas que de la sémantique. Ce que nous voulons aussi dire, à travers cette proposition, c'est que les buts et les actions des mouvements et partis d'extrême droite actuels peuvent être compris grâce aux expériences fascistes passées, malgré d'éventuelles différences idéologiques. Cette approche permet aussi d'éclairer la distinction essentielle entre le

fascisme comme «ensemble d'idée» et comme «force réelle» que nous avons évoquée au-dessus.

Comment parler alors de ces groupes et partis qui à la frange de la droite conservatrice peuvent aboutir au projet fasciste? Ugo Palheta propose, par exemple, le terme de «parti fasciste en gestation» pour décrire le RN français. Dans cette définition, c'est donc le «devenir-fasciste» d'un groupe ou d'un parti qui doit nous alerter, plutôt que la référence à l'héritage fasciste ou la radicalité du programme.²⁷⁸ Cette notion pourrait être utilisée plus généralement.

Mais l'identification de ces groupes, mouvements et partis d'extrême droite qui possèdent ce devenir-fasciste n'est pas toujours facile. Même si c'est assez évident parfois, par exemple, lorsqu'il y a un appel à la déportation ou à la «rémigration» de personnes considérées comme étrangères, dans d'autres cas, un travail de recherche et d'interprétation est nécessaire. C'est une des tâches essentielles de la lutte antifasciste

²⁷⁸ Palheta, *La possibilité du fascisme*, op.cit., p.237.

que d'identifier correctement ces groupes. Une piste extrêmement utile pour cela est l'étude de la composition sociale et du rôle systémique de ces groupes. C'est vers ces aspects matériels que nous nous tournons à présent.

Chapitre 10: Classes et vote d'extrême droite

Comme, précédemment, nous avons argumenté que l'idéologie était secondaire dans la compréhension générale du fascisme, il nous faut aussi proposer une alternative: l'analyse matérialiste. Contrairement aux analyses idéologiques, l'analyse matérialiste se focalise sur les aspects «matériels» de la vie sociale, comme les intérêts économiques, les rapports de production ou les enjeux de classe.

Pour commencer à aborder ces dimensions matérielles du fascisme, nous allons nous interroger, en premier lieu, sur les forces sociales qui le portent au pouvoir et les intérêts qu'il défend. Ces questions nous mènent bien sûr aussi à l'étude des mécanismes sociaux qui peuvent favoriser son émergence. Le présent chapitre se concentre donc sur cet enjeu central: la structure de classe des mouvements fascistes.

Les classes sociales et le fascisme

La question à laquelle nous tentons de répondre est la suivante: quelle est la structure de classe du fascisme? Pour clarifier cette question, nous devons cependant en extraire deux interrogations liées, mais distinctes. Premièrement: quelles classes portent le fascisme au pouvoir? Et ensuite: quelle est la nature de classe du fascisme, c'est-à-dire quels rapports entre les classes et quels intérêts défend-il? Ces questions sont liées, car, pour être soutenu par ces classes, le fascisme doit prendre en compte leurs intérêts (ou du moins, prétendre le faire). Elles sont distinctes, car les mesures effectivement mises en œuvre peuvent diverger par rapport aux promesses faites, mais aussi parce que le rôle structurel du fascisme est prépondérant par rapport au reste.

Certaines analyses marxistes du fascisme ont tendance à ne considérer ce phénomène qu'à travers sa fonction instrumentale, soit comme un outil servant la

classe capitaliste ou l'une de ses fractions. Cela se manifeste par exemple dans la définition classique de Georgi Dimitrov pour qui le fascisme est une «dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier»²⁷⁹. Mais cette vision est contredite par les analyses historiques qui mettent en évidence le caractère multiclassiste et contradictoire des mouvements fascistes.

Comme le résume Ugo Palheta, le fascisme historique repose sur une «alliance très instable entre la petite bourgeoisie en déclin (...), les fractions des classes possédantes les plus conservatrices (...), ainsi que des éléments plébéiens paupérisés par les transformations du capitalisme, généralement déconnecté du mouvement syndical et des partis de gauche»²⁸⁰. C'est, en effet, une alliance de classes dont

²⁷⁹ Georgi Dimitrov cité dans Palheta, *La possibilité du fascisme, op.cit.*, p.33.

²⁸⁰ *Ibid.*, p.32.

le centre de gravité est la petite bourgeoisie qui porte le fascisme au pouvoir. Et, si le fascisme a besoin du soutien d'une partie des classes dominantes, il ne peut pas être réduit à une expression des intérêts de celles-ci. Le fascisme possède une certaine autonomie et promet aussi de défendre les intérêts de la petite bourgeoisie et de certaines parties du prolétariat (bien qu'il ne le fasse pas forcément). C'est ainsi qu'il parvient à générer un soutien large parmi la population.

Empiriquement, cet état de fait est vérifié par des analyses du vote historique. Dans le cas allemand, une analyse des élections de 1932 montre que le vote pour Hitler et le NSDAP était porté essentiellement par les classes moyennes et supérieures, avec cependant un soutien minoritaire, mais substantiel parmi les classes inférieures. Ainsi, «à Berlin, les niveaux les plus élevés de soutien aux nationaux-socialistes provenaient des districts de la classe supérieure et de la classe moyenne supérieure. En tenant compte du vote des juifs et des catholiques qui ont voté pour le parti du centre, les

nazis d'Hitler ont obtenu environ 60 % des voix dans ces districts, soit près du double de la moyenne nationale. En revanche, les districts ouvriers et de la classe moyenne inférieure ont accordé au parti d'Hitler une minorité substantielle de leurs voix, entre un quart et trois huitièmes.» Cette analyse «se répète à Francfort, Cologne, Munich, Hanovre, Stuttgart, Nuremberg et Mannheim, avec de légères variations»²⁸¹.

Les raisons du vote d'extrême droite

Aujourd'hui aussi, le vote pour les candidats et partis d'extrême droite augmente dans de nombreux pays et il faut donc se pencher plus en détail sur ce phénomène. Les études modernes des causes du vote distinguent, en général, deux aspects. Le premier est celui de l'offre, qui regroupe toutes les variables

²⁸¹ Simon, D. (2021, janvier 15). Who Voted for Hitler? *The Nation*. <https://www.thenation.com/article/politics/trump-hitler-nazi-fascism/>

concernant les forces parlementaires. Le second est celui de la demande, qui se rapporte aux traits, expériences et attitudes des électeurs qui peuvent les prédisposer à voter pour ces forces. Bien entendu, cette distinction n'est pas stricte et certaines variables sont difficilement classifiables dans l'une des deux catégories, ce qui pousse certains auteurs vers d'autres systèmes de classification.²⁸² Nous avons déjà abordé brièvement le côté de l'offre dans les chapitres précédents. Beaucoup de partis européens d'extrême droite se renforcent et s'adaptent; de nouveaux mouvements se structurent autour d'une vision du monde fasciste. Nous allons donc ici examiner quelques caractéristiques liées à la demande, et mettre en lumière quelques facteurs qui peuvent expliquer ce renforcement du soutien à l'extrême droite.

²⁸² Par exemple, la catégorisation micro/méso/macro dans Rydgren, *The Oxford Handbook of the Radical Right*, *op.cit.*, p.217.

Une approche en vogue mobilise la notion de «populisme» pour expliquer ce renforcement. Celle-ci est, par exemple, souvent déployée dans les médias français. Anne Collovald en citant quelques exemples, parvient même à la conclusion qu'en France, l'explication «fait évidence auprès de la plupart des commentateurs politiques, journalistes, et savants confondus, auprès des hommes politiques aussi»²⁸³. Après la France, cette analyse a été étendue pour expliquer le vote d'extrême droite dans toute l'Europe.

Que dit cette approche? Le populisme désigne essentiellement un «appel au peuple» et donc une politique basée sur un «discours de redondance et d'amplification des “aspirations populaires”, destiné à mieux les contrôler et à imposer un ordre au moins partiellement autoritaire». La vision populiste repose aussi «sur la valorisation du peuple contre la politique institutionnalisée, dénoncée comme corrompue et

²⁸³ Collovald, *Le Populisme du FN*, *op.cit.*, p.8.

avilie»²⁸⁴. Dans ce cadre, le renforcement de l'extrême droite serait ainsi expliqué par le déplacement de ces partis vers le populisme. Ou, de manière équivalente, que les propositions autoritaires et xénophobes de l'extrême droite reflèteraient les aspirations des classes populaires. Selon cette approche, l'extrême droite donc, serait devenue «populiste» et c'est cela qui expliquerait son succès électoral. L'hypothèse implicite sous-jacente à cette analyse est que le vote d'extrême droite repose sur les classes populaires.

Ce qui motive cette démarche c'est l'observation, dans certaines interprétations des résultats de vote, qu'il y a un survote de l'extrême droite chez les ouvriers. En France, ainsi, en se basant sur une catégorisation en classes socioprofessionnelles restrictives²⁸⁵, il est

²⁸⁴ Hermet, G., Badie, B., Birnbaum, P., & Braud, P. (2015). *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. Armand Colin.
<https://doi.org/10.3917/arco.herme.2015.01>, p.470

²⁸⁵ Sur ce point, voir Collovald, *Le Populisme du FN, op.cit.*, p.122.

possible de voir qu'en pourcentage des suffrages exprimés, le vote ouvrier pour le FN puis le RN progresse. Il passe «de 17,6 % en 1988 à 21,1 % en 1995, 25,6 % en 2002 et 30,9 % en 2012». Le survote ouvrier par rapport à l'ensemble de la population passe lui de «3 points en 1988 à 12,6 points en 2021»²⁸⁶. Cette progression, bien qu'elle soit à contraster avec les taux d'abstention qui restent élevés, doit être expliquée. Pourtant, l'approche qui se base sur un supposé «populisme» de l'extrême droite est problématique pour différentes raisons.

Premièrement, les analyses quantitatives du vote d'extrême droite montrent, dans la lignée de ce que nous avons vu pour les fascismes historiques, que le vote pour l'extrême droite est multiclassiste. En France, si le vote ouvrier pour l'extrême droite semble important, il l'est encore plus chez les indépendants puisque le survote pour le FN/RN «est plus fort (...)

²⁸⁶ Palheta, *La possibilité du fascisme*, op.cit., p.211.

que parmi les ouvriers (16 % contre 14,5 %)»²⁸⁷. À moins de considérer que les indépendants, qui contiennent non seulement des chefs d'entreprise, mais également des notaires et des médecins, font partie des classes populaires, le terme « populisme » est inapproprié. À noter que ce caractère multiclassiste du vote d'extrême droite contemporain peut se vérifier aussi en dehors de France.²⁸⁸

Deuxièmement, la catégorisation socioprofessionnelle ne semble pas être la variable explicative fondamentale. C'est-à-dire que d'autres variables, corrélées à la catégorie socioprofessionnelle, permettent d'expliquer de manière plus convaincante le vote en faveur d'un parti d'extrême droite. Par exemple, l'absence de socialisation politique de gauche (par exemple, à travers les syndicats et les partis de masse) peut être mieux reliée au vote d'extrême droite que la catégorie socioprofessionnelle. Collovald observe,

²⁸⁷ Palheta, *La possibilité du fascisme*, op.cit., pp.213-214.

²⁸⁸ Seymour, *Disaster Nationalism*, op.cit., pp.32-34.

ainsi, qu'en France il y a une différence fondamentale dans le vote pour l'extrême droite entre les répondants ouvriers de moins de 40 ans et ceux de plus de 40 ans. Une différence qui peut être expliquée par une socialisation à gauche des seconds.²⁸⁹

Bref, l'analyse basée sur un supposé «populisme» de l'extrême droite n'est pas convaincante. En plus, elle a une conséquence problématique: elle permet de dédiaboliser l'extrême droite en la requalifiant de «populiste», tout en permettant, en parallèle, de diaboliser les classes populaires.²⁹⁰ Vers quelles variables faut-il alors se tourner pour expliquer le renforcement du vote, si ce n'est pas attribuable à des «qualités intrinsèques» de la classe populaire ou au prétendu «devenir populaire» de l'extrême droite?

Le premier élément est une tendance au rejet de l'étranger. De nombreuses études montrent que la xénophobie et le racisme jouent un rôle primordial dans

²⁸⁹ Collovald, *Le Populisme du FN*, op.cit., p.144.

²⁹⁰ *Ibid.*, p.10.

le vote pour l'extrême droite.²⁹¹ Ainsi, dans ces études, «le sentiment d'une menace matérielle que représenteraient les immigrés est devenu une variable explicative fondamentale»²⁹². Malgré cette observation, dans d'autres études, la dimension xénophobe ou raciste du vote d'extrême droite est parfois évacuée «au profit d'autres causalités sociales jugées plus importantes (la désindustrialisation, la mondialisation néolibérale, l'anomie urbaine, le déclin des sociabilités, l'abandon de l'État, etc.)»²⁹³.

La raison de cette relégation du racisme dans ces analyses est le potentiel stigmatisant pour les groupes populaires qui peuvent en suivre. Mais ça ne doit pas nécessairement être le cas. Félicien Faury, par exemple, pour contrer cette stigmatisation, propose d'insister sur

²⁹¹ Pour approfondir ce point, voir les références mentionnées à la note 21 de Faury, *Des électeurs ordinaires*, op.cit., p.22. Ainsi que, Rydgren, *The Oxford Handbook of the Radical Right*, op.cit., pp.220-221.

²⁹² Voir Rydgren, op.cit., p.223 et les références mentionnées là-bas.

²⁹³ Faury, op.cit., p.23.

le «caractère multiforme et transversal du racisme». En effet, le racisme est un «fait social opérant à divers “étages” de la société, il n’est pas l’apanage d’un groupe social en particulier»²⁹⁴. Le racisme est, en fait, un phénomène structurel et non le fait d’individus ou de groupes «mauvais». Formulé de cette manière, il semble aussi évident que le racisme soit l’une des raisons qui expliquent le vote d’extrême droite parmi les classes populaires, comme il l’est pour le vote d’extrême droite parmi toutes les autres catégories de la population.

Un deuxième élément qui semble être lié au vote d’extrême droite est le positionnement sur le spectre entre capital économique et capital culturel. Les électeurs d’extrême droite ont une position favorisée d’un point de vue du capital économique au détriment du capital culturel ou scolaire. D’ailleurs, la variable du niveau d’éducation qui est souvent corrélée avec le vote d’extrême droite pourrait, selon Collovald, être un

²⁹⁴ Faury, *Des électeurs ordinaires*, op.cit., p.25.

substitut de ce positionnement.²⁹⁵ De même, bien qu'il semblerait que le vote pour l'extrême droite soit d'abord associé à un revenu faible, il est aussi lié à des régions où les coûts de la vie sont plus bas. Autrement dit, le vote d'extrême droite ne vient pas de la classe inférieure, mais plutôt d'individus possédant un certain capital économique.²⁹⁶ Ce positionnement s'exprime, aussi, par la peur de la criminalité, la focalisation sur la valeur travail et la peur de la gentrification, qui est une autre forme de perte de capital économique. Plus généralement, il y a la peur d'une perte de propriété ou de statut, ainsi qu'une vision d'une compétition pour des ressources perçues comme limitées.

Ces deux points orientent finalement vers une explication possible des raisons du vote d'extrême droite. C'est la nécessité perçue de devoir défendre une position matérielle fragile, mais néanmoins supérieure à

²⁹⁵ Collovald, *Le Populisme du FN*, op.cit., p.137.

²⁹⁶ Barnay, M. (2024). Gaucho-Lepénisme? *NLR/Sidecar*. <https://newleftreview.org/sidecar/posts/gaucho-lepenism>

celle d'autres groupes, comme les travailleurs immigrés qui subissent de surcroît à l'oppression de classe, celle liée au racisme. Ce qui semble se profiler est une situation dans laquelle une partie des classes populaires et moyennes voient dans le racisme structurel une manière de maintenir une position perçue comme «privilegiée». C'est d'ailleurs une des promesses classiques des partis d'extrême droite: les ressources de «la Nation» doivent être réservées à ceux qui font partie de la communauté ethnoraciale et culturelle dominante. Pour comprendre le renforcement de l'extrême droite, il faut donc prendre le racisme au sérieux, autant comme une stratégie individualiste de défense d'intérêts propres, que comme un phénomène structurel bien réel qui permet une discrimination dans l'accès aux ressources.

Cela donne donc une première ébauche d'explication matérialiste, centrée sur le rôle du racisme et du positionnement économique. Elle permet de saisir les motivations individuelles, liées à l'existence d'un

racisme structurel, qui conduisent certains individus à choisir l'extrême droite. Cependant, cette explication individualiste ignore les raisons systémiques de l'apparition du fascisme. Autrement dit, elle ne répond toutefois pas à la question de la raison d'être du fascisme. Pour cela, il faut en venir, dans le prochain chapitre, aux intérêts de classe défendus par le fascisme, mais, cette fois-ci, dans son rôle structurel.

Chapitre 11: Fascisme et crise

De manière prémonitoire, dans sa préface de 1945, Daniel Guérin se demande si «l'épidémie fasciste» est, à présent, définitivement éradiquée. Ce à quoi il répond immédiatement par la négative... Selon lui, si les pays alliés ont combattu le fascisme, c'était seulement parce que son «impérialisme (...) s'est permis de leur disputer l'hégémonie mondiale». En fait, avant l'invasion de la Pologne, la bourgeoisie de ces pays soutenait majoritairement Hitler, qu'elle considérait comme «l'homme fort», seul capable de rétablir l'ordre en Europe et de préserver le continent du bolchévisme»²⁹⁷. Aujourd'hui, la réponse de Guérin est plus terrifiante que jamais. Alors que le capitalisme est menacé par la crise et que la résistance à celle-ci s'intensifie, le fascisme gagne à nouveau du terrain.

²⁹⁷ Guérin, *Sur le fascisme*, op.cit., p.170.

Structurellement, le fascisme apparaît, en fait, dans une situation spécifique. L'arrivée au pouvoir du fascisme en Italie et en Allemagne se produit, par exemple, «dans une crise d'après-guerre si profonde que les fonctions étatiques de base — maintenir la cohésion sociale et garantir l'accumulation du capital — ne pouvaient plus être assurées ordinairement»²⁹⁸. Malgré ses promesses à la petite bourgeoisie et à certaines parties du prolétariat, le fascisme défend donc aussi les intérêts de certaines fractions des classes dominantes et remplit une fonction économique spécifique. Une fois au pouvoir, il radicalise les rapports de classe, favorise la concentration et l'accumulation du capital, et rétablit la rentabilité en réprimant les opposants politiques ou la population considérée comme «excédentaire».

Thèses principales du matérialisme historique

²⁹⁸ Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, op.cit., p.116.

Si, dans le chapitre précédent, nous avons abordé les aspects matériels du fascisme sous un angle «micro», centré sur l'individu; c'est maintenant le point de vue «macro», à l'échelle du système qui nous intéresse. Pour commencer, nous devons à présent préciser ce que nous entendons par la «fonction économique» du fascisme. Cela nous permettra aussi de préciser les notions de «base matérielle» et de «relations de production» que nous avons, jusqu'ici, employées de manière informelle. Il faut donc faire un détour par la théorie du matérialisme historique.²⁹⁹

Cette théorie postule qu'une compréhension de l'histoire humaine passe fondamentalement par l'étude des «forces productives», des «relations de production» et de la «superstructure». Elle postule ensuite aussi un

²⁹⁹ Le matérialisme historique désigne la théorie de l'Histoire développée à partir des idées de Karl Marx et Friedrich Engels. Il existe plusieurs développements théoriques postérieurs. Nous nous baserons principalement sur l'interprétation de Gerald A. Cohen. Pour une critique des autres approches, voir Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, *op.cit.*, p.xxi - xxii.

lien explicatif puissant et général entre ces phénomènes. Définissons chacune de ces notions. D'abord, les forces productives correspondent aux choses qui sont utilisées dans le processus de production. Autrement dit, cela comprend, d'une part, les moyens de production (les machines, les usines, les bureaux, etc.) et, d'autre part, la force de travail (qui inclut les connaissances techniques et scientifiques). Les relations de production, quant à elles, sont des relations de pouvoir effectif sur des personnes et des forces productives.³⁰⁰ Par exemple, le travailleur moderne possède (dans un sens effectif) sa force de travail (il peut démissionner), mais ne possède, en général, pas son instrument de travail (il doit entrer dans une relation salariale pour travailler). Cela instaure un pouvoir effectif, qui le distingue fondamentalement de l'esclave antique, lequel ne possédait même pas sa force de travail. Par conséquent, les systèmes économiques générés par ces relations diffèrent fondamentalement. Pour désigner ce

³⁰⁰ Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, op.cit., p.63.

«système», le matérialisme historique se sert de la notion de «structure économique» qui correspond à l'ensemble de ces relations de production dans une société. Finalement, les forces productives et la structure économique ensemble sont appelées la «base matérielle» de cette société.

Bien sûr les sociétés humaines ne se réduisent pas à leurs bases matérielles. Certains éléments sociaux, comme l'esthétique religieuse, par exemple, sont relativement indépendants de cette base. Il existe, en revanche, d'autres éléments sociaux, comme les textes de loi relatifs à l'économie, qui en dépendent fortement. Nous définissons alors, en suivant Cohen, la «superstructure» comme les éléments sociaux qui dépendent (dans le sens fonctionnel précisé ci-dessous) de cette base.³⁰¹

L'élément le plus original et intéressant du matérialisme historique se trouve dans les liens postulés

³⁰¹ Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, op.cit., pp.216-217.

entre les trois notions définies au-dessus. En effet, pour cette théorie, les forces productives permettent d'expliquer la nature des relations de production et de la superstructure. Plus précisément et pour reprendre la formulation de Cohen, si la nature des relations de production et de la superstructure, à un moment donné, est telle qu'elle est, c'est parce qu'elle est adaptée à l'utilisation et au développement des forces productives à ce même moment.³⁰² Si une structure économique telle que le capitalisme, avec sa superstructure qui contient entre autres le droit moderne de propriété, s'est imposée aux alentours du XVIIe siècle, c'est parce qu'elle favorisait l'utilisation et le développement des forces productives à ce moment-là. Ainsi, selon cette théorie, beaucoup de développements historiques peuvent être expliqués par des considérations «matérielles» liées aux forces productives et à leur développement.³⁰³

³⁰² Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, op.cit., p.160.

Mais pourquoi devrions-nous accepter cette théorie du développement historique? Avant de résumer l'argument formel de Cohen, nous pouvons donner une justification intuitive. En réalité, le matérialisme historique découle d'une question naturelle et fondamentale: quelle est la condition nécessaire à l'existence de toute forme de vie sociale? Une fois que la question est posée ainsi, la réponse paraît évidente: «la condition de toute vie sociale est que les gens s'associent pour produire leurs moyens matériels de subsistance»³⁰⁴. Ce qui mène naturellement aux notions

³⁰³ Ces explications qui analysent un phénomène à travers sa fonction dans un système sont appelées des «explications fonctionnelles». Ce type d'explications est utilisé essentiellement en sciences sociales et en biologie. Par exemple, une explication fonctionnelle du cœur dirait que c'est un organe dont la fonction est d'assurer la circulation sanguine. Une explication fonctionnelle de l'institution du mariage dirait qu'elle permet d'assurer l'héritage de la propriété. Le statut épistémologique de ce type d'explications soulève des questions complexes. Pour un approfondissement, voir les chapitres IX et X de Cohen, *Karl Marx's Theory of History, op.cit.*

³⁰⁴ Cornforth, M. (1968). *The Open Philosophy and The Open Society. A Reply to Dr. Karl Popper's Refutations of*

de forces productives et de relations de production. De surcroît, comme les gens doivent produire leurs conditions d'existence, ils doivent «toujours adapter leurs rapports de production à leurs forces de production, élaborer des idées et s'organiser dans des institutions qui leur permettent de le faire»³⁰⁵. Ainsi, ces concepts se situent, en fait, au cœur des préoccupations concrètes de l'Humanité.

En plus de cette justification intuitive, il nous semble utile, par souci d'exhaustivité, de résumer brièvement l'argument formel développé par Cohen. Pour commencer, Cohen s'intéresse à la thèse que (a) «les forces productives ont tendance à se développer au fil de l'histoire»³⁰⁶. Pour justifier (a), il se base sur l'explication suivante: dans une situation historique gouvernée par la pénurie, les êtres humains ont

Marxism (First Edition). International Publishers, p.25.

³⁰⁵ Cornforth, *The Open Philosophy and The Open Society*, op.cit., p.26.

³⁰⁶ Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, op.cit., p.134.

tendance à améliorer leur situation matérielle par le développement des forces productives, car ils sont essentiellement rationnels. Ou, dans les mots de Cohen, l'affirmation (a) est justifiée, car «sa fausseté porterait atteinte à l'idée de la rationalité humaine»³⁰⁷. Cohen appuie cet argument théorique en indiquant que, dans l'Histoire «les sociétés remplacent rarement des forces productives supérieures par d'autres qui leurs sont inférieures»³⁰⁸.

Ensuite, Cohen s'attaque à la thèse principale du matérialisme historique énoncée au-dessus, et qu'il décrit plus précisément comme ceci: (b) «la nature des relations de production d'une société est expliquée par le niveau de développement des forces productives»³⁰⁹. Pour Cohen cette thèse suit de (a) combiné avec l'hypothèse qu'il existe une contrainte sur les structures économiques compatibles avec un certain degré de

³⁰⁷ Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, op.cit., p.153.

³⁰⁸ *Ibid.*, p.150.

³⁰⁹ *Ibid.*, p.134.

développement des forces productives. Cohen illustre cette deuxième hypothèse en notant que le statut d'esclave est incompatible avec une société basée sur la technologie informatique, car «le degré de culture requis chez les travailleurs capables d'utiliser cette technologie les amènerait à se révolter, avec succès, contre le statut d'esclave»³¹⁰.

En admettant donc cette contrainte, Cohen démontre que la thèse (b) suit de (a). En effet, «compte tenu des contraintes, si les forces se développent suffisamment, les anciennes relations ne sont plus compatibles avec ces dernières. Soit elles auront changé sans délai avec le développement productif, soit — c'est l'alternative théorique prescrite — il y aura désormais “une contradiction” entre les forces et les relations. Mais si la contradiction existe, elle sera résolue par une modification des rapports de production. Sinon, ils continueraient à entraver la poursuite du développement

³¹⁰ Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, op.cit., p.158.

productif, qu'il est impossible de bloquer indéfiniment, conformément au point (a)»³¹¹.

Il a souvent été reproché à cette théorie de ne pas laisser de place aux idées, ou plutôt que le «matérialisme» postulé empêche un développement autonome des autres phénomènes sociaux, comme les idéologies. Cela nous ramène à la question de la superstructure. La question de savoir ce qu'englobe cette superstructure, ou, en d'autres termes, quels aspects sociaux sont effectivement superstructurels est fondamentale. Tous les phénomènes sociaux ne sont pas automatiquement superstructurels, mais il est possible d'argumenter que même certains aspects de la religion, de l'art, des théories politiques et de la morale le sont.

De plus, cette détermination fonctionnelle n'entrave pas une certaine autonomie de la superstructure et de son rôle sur l'Histoire.³¹² Ce point a déjà été souligné par Engels qui écrit: «la situation économique est la

³¹¹ Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, op.cit., p.158.

³¹² *Ibid.*, pp.163-166.

base, mais les divers éléments de la superstructure — les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, — les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., — les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'évènements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger)»³¹³.

³¹³ Engels, F. (1890). *Lettre à J. Bloch*.

<https://www.marxists.org/francais/engels/works/1890/09/189>

Théorie matérialiste du fascisme

Notre hypothèse fondamentale, formulée de manière précise, est donc que le fascisme est un aspect superstructurel du capitalisme (et, plus précisément, du capitalisme en crise). Dit autrement, certaines crises du capitalisme posent les bases économiques du fascisme et le fascisme joue un rôle spécifique dans la résolution de ces crises. Ainsi, lors d'une crise profonde du capitalisme, le fascisme ré-émerge. Il garantit les conditions d'accumulation et de circulation du capital en réprimant violemment les mouvements contestataires, en renforçant l'industrie lourde et en entamant un processus de fusion entre l'État et les entreprises. C'est ce que nous avons observé dans le cas des fascismes historiques et que donc, ici, nous postulons comme la constante de tous les fascismes.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le fascisme n'est évidemment pas entièrement déterminé par ce rôle économique. Par exemple, les réalisations historiques du fascisme présentent des différences quant aux idéologies déployées.³¹⁴ Il est impossible de comprendre complètement la politique des gouvernements fascistes italiens et allemands sans prendre en compte l'idéologie colonialiste du premier et l'antisémitisme meurtrier du second. Cependant, cette hypothèse matérialiste précise aussi ce que nous avons déjà mentionné au [Chapitre 9](#). Les aspects idéologiques qui sont nécessaires pour comprendre chaque manifestation du fascisme dans ses spécificités ne sont pas nécessaires pour comprendre l'essence du fascisme et ses conditions d'émergence.

Regardons, à présent, quelques corolaires de cette hypothèse. Le premier est que le fascisme peut réapparaître sous des formes adaptées aux contextes

³¹⁴ Passmore, K. *The Ideological Origins of Fascism before 1914*, dans Bosworth, *The Oxford Handbook of Fascism*, op.cit., p.9.

contemporains. Bien que son visage idéologique varie, son rôle fonctionnel reste le même. Son rôle comme destructeur des mouvements contestataires devient même très clair dans la crise actuelle. En effet, comme nous l'avons vu au [Chapitre 2](#), les attaques fascistes contre les mouvements sociaux et les forces de gauche se sont intensifiées ces dernières années. Ces attaques ne visent d'ailleurs plus seulement les partis de gauche ou les syndicats, mais plus récemment aussi les mouvements écologistes. Ainsi, à Lorient, des individus d'extrême droite ont attaqué un événement du mouvement écologiste «Les soulèvements de la Terre»³¹⁵ et, dans le Var, des membres du parti

³¹⁵ Macé, M., & Plottu, P. (2024, octobre 12). *Lorient : L'extrême droite attaque un événement des Soulèvements de la Terre*. Libération.
https://www.liberation.fr/politique/lorient-lextreme-droite-attaque-un-evenement-des-soulevements-de-la-terre-20241012_JLYSA37EBFWJ5NT5PSL7ZTE4/

d'extrême droite Reconquête ont attaqué violemment un élu écologiste.³¹⁶

Un deuxième corolaire est que le fascisme ne représente pas une forme économique différente du capitalisme. En fait, il faut voir le système économique du fascisme comme une variante «débridée» du capitalisme, dans laquelle l'État joue le rôle de bras armé pour réprimer les mouvements sociaux et de «coordinateur» entre les capitaux. C'est ce qui s'illustre aussi dans l'analyse historique des exemples allemands et italiens. L'anticapitalisme parfois annoncé par les mouvements fascistes n'est donc qu'une façade.

Finalement, notre hypothèse offre une compréhension plus précise des conditions qui favorisent l'émergence du fascisme. Si l'essence de ce dernier consiste à restaurer la rentabilité capitaliste dans

³¹⁶ LE DU, F. (2023, juin 12). Extrême droite : Des militants Reconquête agressent un élu écologiste. *L'Humanité*. <https://www.humanite.fr/politique/extreme-droite/extreme-droite-des-militants-reconquete-agressent-un-elu-ecologiste-798646>

un contexte de crise, alors il peut effectivement réapparaître dès lors que certaines caractéristiques spécifiques sont réunies. C'est cette compréhension qui permet de terminer l'explication du renforcement parallèle de la crise écologique en cours et du fascisme. Mais la compréhension développée dans ces derniers chapitres ne sert pas qu'à analyser la crise en cours, elle permet aussi de développer des pistes pour s'y opposer.

PISTES POUR SORTIR DE LA CRISE

Chapitre 12: Un écologisme anticapitaliste

L'angle d'attaque le plus direct pour enterrer définitivement le fascisme consiste à attaquer la base matérielle qui le génère, c'est-à-dire le système capitaliste dans son entièreté. Ce n'est bien entendu pas suffisant, car, si le fascisme est effectivement déterminé par la crise du capitalisme, des éléments superstructurels doivent aussi être pris en compte.³¹⁷ Cependant, la relation profonde entre le capitalisme et le fascisme montre que toutes les pistes doivent s'articuler aussi selon cet axe.

Ici, il y a une convergence évidente entre les luttes écologistes et antifascistes, car le capitalisme non seulement ne permet pas de résoudre la crise écologique, mais en est, en grande partie, responsable. En fait, l'idée qu'il est impératif de dépasser le

³¹⁷ Nous verrons au Chapitre 14 qu'une praxis antifasciste est aussi nécessaire.

capitalisme pour stopper la crise climatique est aujourd'hui largement partagée dans les milieux écologistes et a mené au développement de nombreuses perspectives critiques. Ces critiques peuvent être divisées en deux approches principales qui semblent s'opposer: la décroissance et l'écomodernisme.

Deux approches: la décroissance et l'écomodernisme

Les défenseurs de la décroissance, d'abord, abordent la crise climatique sous l'angle de la croissance économique et des limites supposées à celle-ci.³¹⁸ Cette perspective postule que le capitalisme est nécessairement basé sur une croissance matérielle et énergétique impossible à maintenir sans dépasser des limites planétaires. Comme l'a écrit Jason Hickel, un

³¹⁸ Pour une introduction, voir Hickel, J. (2021). *Less is More : How Degrowth Will Save the World* (1er édition). Windmill Books et Jackson, T. (2009). *Prosperity Without Growth : Economics for a Finite Planet* (1er édition). Earthscan Ltd.

représentant important de ce mouvement: «la croissance est si profondément ancrée dans notre économie et notre politique que le système ne peut survivre sans elle. (...) Sous le capitalisme, la croissance n'est pas seulement une caractéristique optionnelle de l'organisation sociale humaine, c'est un impératif dont tous sont les otages»³¹⁹. De plus, selon cette perspective, la croissance économique ne peut pas être déconnectée de l'émission de gaz à effet de serre ou, plus généralement, de la destruction de la planète.

Les théories de la décroissance s'accompagnent donc, en général, d'une critique de la place centrale du PIB dans l'organisation sociale, de la technologie et de l'idéologie du progrès. Les solutions sont diverses, mais se rejoignent souvent sur des appels «à une réduction des flux matériels et énergétiques dans le centre impérial (“imperial core”), à des réparations écologiques et climatiques, à des transferts de technologie pour soutenir une transition verte

³¹⁹ Hickel, *Less is More*, *op.cit.*, p.92-93.

internationale, à une convergence globale en matière de développement et à une réduction de la consommation individuelle pour les gros consommateurs. Ces aspects sont combinés à un appel pour l'expansion des industries et des énergies vertes, à la propriété commune des moyens de production, à la réduction de la semaine de travail et à la planification démocratique»³²⁰.

Les écomodernistes socialistes³²¹ se différencient des décroissants par une approche plus positive par rapport à la croissance, au progrès et à la technologie.³²² Ils ne sont pas nécessairement opposés à une croissance des

³²⁰ Heron, K. (2024, mai 17). *La sortie du capitalisme en débat chez les écosocialistes*. Terrestres.
<https://www.terrestres.org/2024/05/17/comment-sortir-du-capitalisme-etat-des-lieux-des-divergences-au-sein-du-courant-ecosocialiste/>

³²¹ Nous utiliserons ici le terme «écomodernisme» pour désigner l'écomodernisme socialiste. Il existe un écomodernisme capitaliste qui se confond avec le capitalisme ou le keynésianisme vert étudié au Chapitre 6.

³²² Voir Phillips, *Austerity Ecology, op.cit.* et Huber, *Climate Change as Class War, op.cit.*

flux matériels et de la consommation dans certains secteurs. Leur vision est basée sur les possibilités liées à la technologie et, en particulier, sur la possibilité d'une dissociation entre la production et les émissions de gaz à effet de serre. Pour sortir de la crise climatique, ils défendent un investissement massif dans les technologies vertes, ainsi qu'un changement radical dans la distribution de pouvoir dans la société. Ces ensembles de solutions sont aussi parfois présentés sous la forme d'un programme politique pour un «Green New Deal». Les programmes proposés se distinguent, cependant, fondamentalement des programmes de keynésianisme ou de capitalisme vert abordé au [Chapitre 6](#), qui sont aussi parfois désignés sous le même nom, en ce que les programmes ici appellent à une redistribution radicale du pouvoir.

En effet, pour les écomodernistes, l'obstacle principal aux transformations nécessaires est le système capitaliste et la distribution de pouvoir qu'il implique. Comme le souligne Matthew T. Huber: «la crise

climatique exige une combinaison d'investissements publics et de planification centrale pour éliminer rapidement les combustibles fossiles, mais la plupart des gouvernements restent fidèles aux capitaux privés et à la concurrence anarchique du marché pour assurer la transition énergétique. L'objectif [de la transition] devrait remettre en question le contrôle privé sur les investissements eux-mêmes»³²³. Puis encore: «à un certain stade, l'action en faveur du climat nécessite la mise en place d'une infrastructure énergétique massive qui ne réponde pas à l'«impératif de profit»; il s'agirait de produire pour le bien public d'un climat stable, quel qu'en soit le coût. Une fois de plus, il faut pour cela remettre en question le contrôle privé de la production d'énergie elle-même»³²⁴.

Les écomodernistes se focalisent donc plus sur la production que de la consommation, ainsi que sur le rôle du prolétariat dans celle-ci. En cela, ils

³²³ Huber, *Climate Change as Class War*, *op.cit.*, p.14.

³²⁴ *Ibid.*, p.15.

réactualisent aussi les références au matérialisme historique évoquées au [Chapitre 11](#) et, en particulier, la thèse de l'entrave.³²⁵ Selon les défenseurs de l'écomodernisme, le développement des forces productives, et surtout des technologies vertes, est positif. Car il peut mener à une révolution dans les relations de production, c'est-à-dire à l'établissement d'une société post-capitaliste.

Les approches décroissantes et écomodernistes semblent donc se différencier sur de nombreux points. Ces différences sont parfois même décrites comme étant «irréconciliables»³²⁶. Cependant, la description que font les auteurs des positions opposées est souvent lacunaire et à charge. Comme le mentionne Ståle

³²⁵ Pour rappel, cette thèse dit que, dans la situation où les forces productives ne correspondent plus aux relations de production, ou plutôt que ces dernières «entravent» le développement des premières, cela introduit la possibilité d'une révolution dans les relations de production, c'est-à-dire le passage du système capitaliste à un autre système. Voir le Chapitre 11.

³²⁶ Heron, *La sortie du capitalisme en débat chez les écosocialistes*, loc.cit.

Holgersen: «la polarisation croissante entre écomodernisme socialiste et décroissance est troublante à bien des égards. Les discussions théoriques sont souvent truffées de concepts non définis, de lectures hostiles et d'hommes de paille»³²⁷. En particulier, quand les partisans de l'une ou de l'autre des approches se répondent, ils tendent à se focaliser sur les exemples extrêmes, ce qui accroît encore l'incompatibilité perçue. Malgré cela, il reste tout de même des différences fondamentales.

Les désaccords les plus visibles concernent évidemment la technologie. Les décroissants critiquent celle-ci et imaginent plutôt une production localisée et «low-tech». Les écomodernistes, en revanche, sont pour la récupération et le développement de certaines avancées technologiques du capitalisme. Par exemple, certains vont jusqu'à défendre l'énergie nucléaire,

³²⁷ Holgersen, S. (2023, septembre 4). *Neither Productivism nor Degrowth*. Spectre Journal.
<https://spectrejournal.com/neither-productivism-nor-degrowth/>

comme une option pour la transition énergétique, ce qui est un point de divergence majeur avec les décroissants. Ces derniers rejettent cette industrie en bloc, car le nucléaire «présuppose une division du travail particulière qui pourrait ne pas être souhaitable dans un avenir post-capitaliste; il exige de grandes quantités d'eau pour le refroidissement, ce qui peut créer des tensions autour des réserves limitées sur une planète qui se réchauffe; il produit des déchets nucléaires à longue durée de vie»³²⁸.

Un autre point de dissension important est la différence dans l'analyse des relations entre les pays du Nord et du Sud global. Huber admet que «les États riches (par opposition aux populations entières) ont effectivement une “dettes climatique” massive envers les États pauvres du monde». Mais il décrit la situation internationale comme une «lutte des classes à l'échelle mondiale entre le capital et une classe ouvrière

³²⁸ Heron, *La sortie du capitalisme en débat chez les écosocialistes*, loc.cit.

internationale»³²⁹ et non comme une opposition entre les pays du Nord et les pays du Sud. Les décroissants, quant à eux, tiennent compte de la réalité de l'impérialisme et expliquent comment «la prédation impérialiste dans la périphérie façonne les intérêts de classe»³³⁰ dans les pays du Nord. Ils argumentent que le transfert de valeur implique la création d'une «aristocratie ouvrière» parmi la population des pays du Nord, qui profite aussi de l'exploitation impérialiste. Mais cette analyse prend parfois des dimensions extrêmes: «le décroissant Tazio Müller, par exemple, a affirmé que les travailleurs industriels du Nord ne seront pas seulement nos ennemis, “ils seront nos ennemis les plus efficaces”»³³¹. Cependant, comme le souligne Kai Heron, cette différence est, en réalité, une «fausse dichotomie entre une politique qui s'intéresse à

³²⁹ Huber, *Climate Change as Class War*, op.cit., p.32.

³³⁰ Heron, K. (2022). The Great Unfettering. *NLR/Sidecar*. <https://newleftreview.org/sidecar/posts/the-great-unfettering>

³³¹ Holgersen, *Neither Productivism nor Degrowth*, loc.cit.

la domination impérialiste et une politique axée sur la lutte des classes»³³².

Finalement, les écomodernistes reprochent aux décroissants leur absence de stratégie populaire: «il n'est pas clair qu'un programme politique dont l'idée maîtresse est de réduire les dépenses puisse séduire la grande majorité de la société qui lutte déjà au quotidien. Mais (...) il est parfaitement clair que cette politique du moins attire une fraction de la classe professionnelle qui se sent coupable de sa participation aux modes de vie de la classe moyenne»³³³.

Pour résumer, l'avantage des théories de la décroissance, c'est la prise en compte de la division impérialiste mondiale et la critique de certains aspects de la technologie. L'écomodernisme, quant à lui, donne des stratégies utiles pour mobiliser la classe travailleuse et insiste sur la nécessité d'agir dans le cadre de développement donné. Dans la suite, nous allons

³³² Heron, *The Great Unfettering*, loc.cit.

³³³ Huber, *Climate Change as Class War*, op.cit., p.134.

commencer à esquisser une synthèse possible en nous focalisant sur deux points: une critique de l'antiproductivisme inhérent à la décroissance, puis une mise en garde contre une trop grande confiance dans la technologie. Comme dénominateur commun de ces deux approches, nous défendrons une économie planifiée au service de la majorité. Concernant l'anti-impérialisme, nous y reviendrons au [Chapitre 13](#).

Contre l'antiproductivisme et l'antiprogressisme

Il y a un passage du «Manifeste du Parti communiste» qui ne cesse de surprendre les commentateurs, en particulier, les commentateurs de droite.³³⁴ Dans ce passage, les pères de la critique radicale de la société bourgeoise célèbrent, dans un

³³⁴ Miéville, C. (2022). *A Spectre, Haunting : On the Communist Manifesto*. Haymarket Books, pp.44-45.

éloge passionné, les avancées sociales et les innovations technologiques de celle-ci. Ainsi, ils écrivent³³⁵:

«La bourgeoisie a joué dans l'Histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Là où elle prit le pouvoir, elle détruisit toutes les relations féodales, patriarcales, idylliques. (...) C'est elle qui, la première, a montré ce dont l'activité humaine était capable. Elle a créé de tout autres merveilles que les Pyramides d'Égypte, les aqueducs de Rome, les cathédrales gothiques; elle a mené à bien de tout autres expéditions que les Invasions et les Croisades. La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. (...) Au grand désespoir des réactionnaires, elle a ôté à l'industrie sa base nationale. (...) À la place de l'ancien isolement et de l'autarcie locale et nationale, se développe un commerce généralisé, une interdépendance généralisée

³³⁵ Marx, K. (1962). *Le Manifeste Du Parti Communiste*. 10 18, pp.21-25.

des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. (...) La bourgeoisie supprime de plus en plus le gaspillage des moyens de production, de la propriété et de la population. (...) La bourgeoisie, au cours d'une domination de classe à peine séculaire, a créé des forces productives plus nombreuses et plus colossales que ne l'avait fait tout l'ensemble des générations passées.»

Karl Marx et Friedrich Engels célèbrent donc dans ce passage surprenant le développement des forces productives qu'a engendré le capitalisme. C'est aussi cet aspect du système capitaliste qui explique l'enthousiasme des analyses écomodernistes contemporaines pour l'évolution technologique.

Inversement, comme nous l'avons évoqué au-dessus, les théoriciens de la décroissance se montrent en général très critiques par rapport au développement des forces productives, du productivisme, voir du progrès lui-même. Généralement, ces critiques antiproductivistes visent aussi la technologie et la

science, car la science et la technologie font partie des forces productives.³³⁶ Cependant, les décroissants tendent à faire l'amalgame entre le productivisme, qui est la conséquence de l'organisation économique, et l'organisation économique elle-même, qui en est la cause. Ici, les critiques des écomodernistes touchent juste et montrent pourquoi ces tendances «antiproductivistes» ou «antiprogressistes» sont des fausses pistes.

En fait, les décroissants partent de l'hypothèse que le capitalisme pour continuer son développement a besoin de croître et donc, selon eux, d'augmenter toujours sa consommation de ressources et d'énergie. Cette croissance mortifère serait donc même encore plus fondamentale que les profits. C'est ce que note, par exemple, Daniel Tanuro en écrivant: le besoin de croissance «est encore plus important que celui du

³³⁶ Un argument convaincant pour l'appartenance de la science aux forces productives est donné dans Cohen, *Karl Marx's Theory of History*, op.cit.

profit. Car le capital peut à la rigueur s'accommoder d'un plan (il le fait en temps de guerre). Il peut tolérer qu'un gouvernement à son service ponctionne quelque peu les bénéfices, temporairement, afin de prévenir une explosion sociale (c'est ce que fit Roosevelt avec le New Deal, dans les années 1930). Mais il ne peut se passer de croissance»³³⁷. Pour les décroissants, au lieu de «simplement» s'attaquer au capitalisme et l'impératif de profit qui l'alimente, il faudrait stopper le développement économique en entier.

Cependant, c'est le contraire de l'analyse précédente qui est vrai. La classe dirigeante n'hésite pas à sacrifier la croissance en général, en plus des profits de certains capitalistes, pour se maintenir au pouvoir. Comme le remarque aussi Tanuro, en temps de guerre, c'est, en plus des classes populaires, une partie de la classe capitaliste qui est sacrifiée pour les intérêts «supérieurs» de la classe capitaliste dans son ensemble. Aujourd'hui, la phase néolibérale du capitalisme,

³³⁷ Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, op.cit., p.71.

exemplifiée par l'austérité et des taux de croissance extrêmement faibles dans le Nord (contrairement aux taux de rentabilité qui explosent dans certains secteurs), illustre de manière encore plus forte cette primauté des profits sur la croissance.

Comme l'écrit Robert Pollin: «si la croissance économique était vraiment la “religion du monde moderne”, ses grands prêtres se préoccuperaient davantage de remettre le capitalisme en laisse, comme à l'époque de l'“âge d'or” [N.D.A.: Les Trente Glorieuses] que de consolider les acquis du néolibéralisme»³³⁸. En réalité, «la production réelle de marchandises est certainement nécessaire au capitalisme, mais (...) ces nouvelles marchandises ne sont importantes (...) que dans la mesure où elles permettent de réaliser un profit. C'est donc la recherche du profit décrite par Marx qui est le moteur de la croissance sous le capitalisme, et non la croissance en

³³⁸ Pollin, R. (2018). De-Growth vs a Green New Deal. *New Left Review*, 112, 5-25.

tant que telle. Si les capitalistes ne peuvent pas réaliser des profits suffisants, ils cessent d'investir et la croissance disparaît»³³⁹. Contrairement à ce que pensent les décroissants, le problème n'est donc pas le développement économique ou technologique en tant que tel, mais la finalité de ce développement. La contraposée de cette proposition c'est qu'il est possible, en abolissant l'impératif de profit, de réorienter la technologie et la croissance économique vers une résolution de la crise écologique.

Un autre problème de l'analyse décroissante, mise en lumière par les écomodernistes, se situe dans l'identification des limites au développement. Si nous produisons et consommons trop, où se situe le niveau «adéquat» de développement? C'est le point souligné par Phillips quand il demande: «à quel moment exactement l'homme a-t-il joui d'un niveau de vie

³³⁹ Brooks, C. (2023, juin 7). *The Left Did A No Growth. Damage.* <https://damagemag.com/2023/06/07/the-left-did-a-no-growth/>

“correct” ou suffisant? Combien de choses sont acceptables et combien sont désormais excessives? Quand avons-nous eu un niveau de vie à peu près correct? Quelle était la période du passé où tout était parfait?»³⁴⁰ Comme Phillips le dénonce, les décroissants sont partagés sur cette question: pour certains le niveau de vie «optimal» ce serait les années 70, alors que, pour les plus extrêmes, il faudrait retourner au néolithique...

En fait, cette naturalisation de limites sociales rejoint l'analyse néomalthusienne, que nous avons évoquée au [Chapitre 7](#). En supposant que ces limites socialement construites sont des constantes de la Nature, les décroissants affirment «que nous sommes allés trop loin, qu'il existe des limites naturelles à l'épanouissement de l'homme que nous ne pourrions jamais franchir»³⁴¹ et commettent donc la même erreur que les néomalthusiens. De plus, en se focalisant sur la responsabilité individuelle, les décroissants négligent la

³⁴⁰ Phillips, *Austerity Ecology*, *op.cit.*, p.17.

³⁴¹ *Ibid.*, p.25.

structuration de la société en classes.³⁴² Pourtant, de nouveau, les inégalités sont flagrantes: «environ 50 % des émissions peuvent être attribuées aux 10 % de personnes les plus riches du monde, dont l’empreinte carbone moyenne est 11 fois plus élevée que celle de la moitié la plus pauvre de la population, et 60 fois plus élevée que celle des 10 % les plus pauvres. L’empreinte moyenne des 1 % de personnes les plus riches du monde pourrait être 175 fois supérieure à celle des 10 % les plus pauvres»³⁴³.

Il faut également revenir sur une objection souvent avancée par les décroissants contre l’écomodernisme — à savoir son prétendu aveuglement face aux effets néfastes du capitalisme liés au développement des forces productives — pour montrer que cette critique

³⁴² Phillips, *Austerity Ecology*, op.cit., p.57.

³⁴³ Gore, T. (2015). *Extreme carbon inequality: Why the Paris climate deal must put the poorest, lowest emitting and most vulnerable people first*. Oxfam International. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/extreme-carbon-inequality-why-the-paris-climate-deal-must-put-the-poorest-lowes-582545/>

n'est pas justifiée. En effet, la position écomoderniste peut paraître naïve, voire dangereuse, au vu du colonialisme, de l'impérialisme, des guerres, des famines, de la crise écologique et des autres catastrophes causées par le capitalisme. Cependant, ces phénomènes ne sont pas des effets du développement des forces productives, mais de la contradiction entre celles-ci et les relations de production. Si le développement des forces productives a mené à la colonisation et à ses crimes abjects, c'est non pas à cause de ce développement lui-même, mais parce que l'impératif du profit a poussé les puissances impérialistes à devoir chercher des ressources et des marchés. Si le développement capitaliste a mené aux guerres mondiales, c'est parce que la seule manière de maintenir le taux de profit passait par l'agression des bourgeoisies nationales des autres pays impérialistes. Si, aujourd'hui, le développement mène à une exploitation encore plus intense de la nature, c'est à cause de l'impératif du profit qui empêche l'utilisation

et le développement de technologies au service de la Terre et de ses habitants.

Cette critique injustifiée met en exergue le point le plus important soulevé par l'écomodernisme: ce qu'il faut viser, en premier lieu, c'est un dépassement de la contradiction entre les forces productives et les relations de production. Autrement dit, il faut se battre pour mettre fin à la domination du profit en transférant le pouvoir à la classe travailleuse, y compris dans le domaine de la technologie. Comme le note Huber: les «solutions comme la fission nucléaire, l'hydrogène vert, la géothermie à grande échelle et le stockage du carbone présentent toutes le même obstacle majeur: elles coûtent trop cher et les combustibles fossiles sont plus rentables. En résumé, la résolution du problème du changement climatique nécessite de nouvelles relations de production sociales qui développeraient les forces productives vers une production propre. Alors que les écosocialistes utopistes se moqueraient probablement de ces nouvelles relations en les qualifiant de “techno-

fixes” [N.D.A.: des rustines technologiques] — des solutions technologiques qui ne remettent pas en cause les relations sociales capitalistes — une perspective écomoderniste insisterait sur le fait que ces technologies ne seront pas développées si nous ne remettons pas en question les relations sociales capitalistes»³⁴⁴.

Un écologisme anticapitaliste ne peut pas rejeter en bloc la croissance et la technologie. En fait, certains secteurs (par exemple les transports publics, les énergies vertes, etc.) devront croître énormément, y compris dans les pays du Nord. De même, il ne faut pas considérer les limites sociales comme étant fixes. Il faut, au contraire, parier sur les capacités techniques. Le point fondamental que souligne l'écomodernisme c'est que le capitalisme ne fera croître que les technologies profitables et non celles qui peuvent aider à résoudre la crise écologique. C'est donc sur ce point qu'il faut agir,

³⁴⁴ Huber, M. T. (2022). Mish-Mash Ecologism. *NLR/Sidecar*. <https://newleftreview.org/sidecar/posts/mish-mash-ecologism>

tout en prenant en compte les conditions matérielles produites par le capitalisme.

Cependant, l'analyse décroissante met en lumière certains aspects problématiques de la croyance productiviste. Un premier point essentiel, c'est qu'il faut effectivement remettre en question le PIB comme la mesure ultime du progrès. Comme le souligne Pollin: «il est incontestable qu'il ne tient pas compte de la production de nuisances environnementales, (...) du travail non rémunéré, dont la majeure partie est effectuée par les femmes, et le PIB par habitant ne nous dit rien sur la répartition des revenus ou de la richesse»³⁴⁵. Un autre point plus fondamental, c'est qu'il faudra montrer que le découplage est possible, soit que la croissance économique et la croissance des émissions de gaz à effet de serre peuvent être décorrélées. Finalement, les décroissants insistent à juste titre sur la misère qu'a semée le système capitaliste dans le monde.

³⁴⁵ Pollin, *De-Growth vs a Green New Deal*, *loc.cit.*

Critiques de la technologie et du développement

Si la technologie et le développement technologique doivent être des pistes essentielles dans les solutions aux problèmes climatiques, il faut, tout de même, prendre en compte certaines critiques justifiées des théoriciens décroissants. D'abord, comme le montre Daniel Tanuro l'envergure de la transformation technologique nécessaire est souvent sous-estimée. Il ne suffit pas de quelques nouvelles technologies qui régleront magiquement tous les problèmes. En fait, le développement de certaines technologies spéculatives, comme la captation de carbone est même déjà pris en compte dans les modèles du GIEC et ne suffit donc pas à lui seul.³⁴⁶

Ensuite, comme le souligne Kai Heron, il est trop optimiste de penser que «chaque avancée technologique

³⁴⁶ Voir le Chapitre 2 de Tanuro, *Trop tard pour être pessimistes !*, op.cit.

constitue un pas vers le socialisme»³⁴⁷. Certaines technologies sont clairement néfastes et bloquent la transition vers un système plus écologique. Par exemple, l'industrie nucléaire, défendue par certains écomodernistes, outre le problème monumental des déchets, verrouille le système dans une organisation exigeant des investissements massifs dans un nombre relativement restreint de projets, supprimant ainsi la flexibilité énergétique nécessaire.³⁴⁸ Plus grave encore, une croyance aveugle dans les avancées technologiques et le développement du capitalisme peut aussi pousser vers l'inaction. Si le développement permettait demain de résoudre les problèmes écologiques et sociaux, pourquoi faudrait-il agir dès aujourd'hui?

³⁴⁷ Heron, *La sortie du capitalisme en débat chez les écosocialistes*, loc.cit.

³⁴⁸ Cullen, D. (2021, octobre 16). *Stop Trying to Make Nuclear Power Happen*. New Socialist.
<https://newsocialist.org.uk/stop-trying-make-nuclear-power-happen/>

Un exemple saillant de cet aveuglement est donné dans le livre de Shellenberger que nous avons déjà mentionné au [Chapitre 4](#). Dans le livre, Shellenberger essaye à travers l'histoire de Suparti, une travailleuse indonésienne partie de la campagne pour travailler dans un atelier en ville, de montrer le potentiel libérateur que le développement capitaliste peut avoir. Selon Shellenberger, la décision de Suparti reflétait l'idée que le travail en ville «offre beaucoup plus d'opportunités pour une vie meilleure»³⁴⁹. Ainsi, l'exode rural du XIXe siècle en Europe serait répliqué à l'identique dans le pays du Sud aujourd'hui et apporterait, à long terme, une vie meilleure pour tous les travailleurs. Selon cette approche, la poursuite du développement capitaliste sans entrave permettrait donc de résoudre les problèmes sociaux.

Cette analogie est toutefois erronée, car elle ignore le développement capitaliste qui a suivi cette période. Comme le souligne Samir Amin: «les industries et les

³⁴⁹ Shellenberger, *Apocalypse Never*, op.cit., p.99.

services urbains du XIX^e siècle européen exigeaient une main-d'œuvre abondante (...) Le tiers-monde contemporain n'a pas cette possibilité et s'il veut être compétitif comme on lui l'ordonne de l'être, il doit d'emblée recourir aux technologies modernes qui exigent peu de main-d'œuvre». Les perspectives qu'offre le développement capitaliste dans ces pays «sont celles d'une planète bidonvillisée et de milliards d'êtres humains "en trop"»³⁵⁰. Cet exemple montre clairement, à nouveau, la nécessité d'une approche critique et différenciée par rapport au développement et à la technologie.

Les critiques décroissantes se cristallisent souvent aussi dans la question plus fondamentale de la neutralité de la technologie. Les décroissants mettent ainsi en avant la dépendance qui existe entre les technologies et le système capitaliste qui les a produit. Heron écrit, par

³⁵⁰ Amin, S. (2005). *Pour un monde multipolaire*. Syllepse. https://www.syllepse.net/pour-un-monde-multipolaire-r_69_i_265.html, p.52

exemple: «les technologies n'existent pas indépendamment des relations sociales qui les ont produites (et qu'elles contribuent à reproduire)»³⁵¹. La déduction de cette conception est que l'utilisation des technologies produites dans le capitalisme impose une organisation sociale capitaliste et ne permet pas de sortir de la crise. Les décroissants proposent donc plutôt une vision basée sur des technologies «low-tech» développées localement.

La critique souligne un point essentiel: les technologies développées dans le capitalisme ont des dispositions qui orientent vers des buts capitalistes. Mais elle occulte l'autre aspect essentiel: ces dispositions ne sont qu'un sous-ensemble des dispositions que possède une technologie donnée. En fait, la question n'est pas tant de savoir si la technologie est «neutre» dans l'absolu, mais de voir, dans des cas concrets, quelles sont les dispositions d'une technologie spécifique. Ce qu'il faut, c'est rejeter, à la fois, l'idée

³⁵¹ Heron, *The Great Unfettering*, loc.cit.

que les dispositions des technologies limitent leur utilisation à la production capitaliste, mais aussi rejeter la croyance irraisonnée dans la neutralité sur le plan des valeurs de la technologie.³⁵² Les possibilités de reconfigurer les innovations capitalistes ne sont pas infinies, mais, dans beaucoup de cas, elles existent et sont nécessaires. Une approche «low-tech» peut difficilement garantir le fonctionnement de systèmes essentiels à la survie, comme l'épuration des eaux, par exemple.³⁵³

Un autre point de critique fondamental formulé par les décroissants concerne la notion de découplage. De quoi s'agit-il? Dans les données macroéconomiques, il est possible d'observer une corrélation entre la croissance économique (mesurée par le PIB) et le

³⁵² Srnicek, N., & Williams, A. (2016). *Inventing the Future : Postcapitalism and a World Without Work* (Revised, Updated ed. édition). Verso Books, pp.145-146.

³⁵³ Nell, P. A., & Chavez, N. (s. d.). *Forest and Factory*. Endnotes. Consulté 29 janvier 2025, à l'adresse <https://endnotes.org.uk/posts/forest-and-factory>

niveau d'émission de gaz à effet de serre, ainsi que l'utilisation de ressources naturelles. La question que la notion de découplage soulève est donc la suivante: est-il possible de décorrélérer le développement économique et ces variables écologiques? C'est-à-dire, est-il possible d'associer la croissance économique avec une utilisation plus faible des ressources écologiques? Il faut noter ici qu'un découplage «absolu» est nécessaire pour la sortie de la crise. Cela signifie que l'impact de l'utilisation de ressources doit diminuer quoiqu'il arrive, et non pas seulement relativement à la croissance économique (ce qui représenterait simplement une utilisation plus efficace des ressources).³⁵⁴ Les décroissants soutiennent, en général, l'idée qu'un tel découplage n'est pas possible, ou du moins pas dans l'envergure nécessaire pour résoudre la crise.³⁵⁵

³⁵⁴ Jackson, *Prosperity Without Growth*, op.cit., p.67.

³⁵⁵ Nous avons vu au Chapitre 1 que l'envergure des transformations nécessaires est effectivement très grande. Pour une autre discussion à propos de la notion de découplage, voir aussi Chapitre 5 de Jackson, *Prosperity*

Des données récentes montrent cependant que, depuis le milieu des années 2000, une diminution des émissions de CO₂ peut être observée dans la plupart des pays du Nord, malgré une croissance économique (faible, mais non nulle). Ainsi, en prenant en compte les importations et les exportations, en Europe, la consommation de CO₂ «s’est réduite de 18 % (-1,05 % par an en moyenne)» depuis 2000. Aux États-Unis, la consommation de CO₂ a été réduite «d’un milliard de tonnes entre 2005 et 2019 (-0,85 % par an en moyenne)»³⁵⁶. Le problème ne situe donc pas à la faisabilité technique du découplage, mais au niveau d’investissement nécessaire et à la volonté politique. Comme Pollin le note: «il est vrai que le découplage absolu à l’échelle mondiale est un projet extrêmement difficile. Mais nous pouvons mesurer assez précisément l’ampleur du défi. (...) Il faudra investir dans les

Without Growth, op.cit.

³⁵⁶ Heu?reka. (2024). *Tout sur l’économie, ou presque - Edition 2024 : Pour comprendre vraiment ce qui cloche dans le système* (édition augmentée). Payot, pp.171-172.

énergies renouvelables propres et l'efficacité énergétique à hauteur d'environ 1,5 à 2 % du PIB mondial par an»³⁵⁷.

De ces points critiques, nous voyons donc qu'une réduction de l'utilisation des ressources s'avèrera nécessaire pour que la technologie puisse jouer un rôle dans la résolution de la crise. Nous devons aussi éviter de placer tous nos espoirs dans celle-ci. Cependant, contrairement aux décroissants qui proposent une réduction immédiate de l'économie, il faut insister sur la possibilité du découplage et se battre pour réorienter la croissance dans une direction verte. Il faut aussi faire le lien avec les enjeux sociaux, par exemple, avec la réduction du temps de travail, comme l'exigent les décroissants. Dans les deux cas, une précondition pour mettre en œuvre ces solutions est le passage à une production planifiée basée sur les besoins. Autrement dit à un transfert de pouvoir de la bourgeoisie vers la société en général. C'est exactement là que se situe la

³⁵⁷ Pollin, *De-Growth vs a Green New Deal*, *loc.cit.*

revendication qui peut unir les décroissants et les écomodernistes.

Une économie planifiée au service de la majorité

Dans les deux approches, il y a la nécessité de rediriger l'économie et la production vers d'autres buts que l'accumulation du capital. Par exemple, une croissance dans le domaine de la santé et du travail du soin («care»), plus généralement, est extrêmement souhaitable. D'autres industries, comme celle de l'automobile, devront être réorientées vers la production de formes de mobilités écologiques. La finance devra être mise sous contrôle démocratique et utilisée pour payer les investissements massifs dans le développement des technologies vertes. D'autres industries encore, comme celles des superyachts ou des jets privés, devront probablement être complètement démantelées. L'utilisation de l'énergie devra être planifiée en fonction des besoins. De plus, il semble

évident que la diminution du temps de travail accompagnée d'une augmentation massive des salaires, en particulier pour les métiers essentiels, est une piste cruciale.

Mais cette transformation de l'économie pose de nombreux problèmes. Le principal étant que le pouvoir économique ne se situe pas au niveau de la population, ni même au niveau de l'État, mais dans les mains des capitalistes. La distribution de ce pouvoir dans la société est structurée autour de l'accumulation du capital; les besoins sociaux et écologiques ne sont pris en compte que par le prisme du profit. Le but d'une écologie anticapitaliste n'est donc pas seulement de trouver les manières de «planifier» l'économie, mais aussi de faire en sorte que cette planification s'accompagne d'une démocratisation des moyens d'action. Cette approche permet aussi de déjouer directement les tendances de développement vers une «économie de guerre» plus ou moins fasciste reposant, par essence, sur une gestion autoritaire. Ces quelques

points permettent donc de formuler la revendication fondamentale de toute écologie anticapitaliste: le passage vers une économie planifiée au service de la majorité.

Leigh Phillips décrit longuement et concrètement cette vision: «une économie planifiée démocratiquement (...) prendrait des décisions de production sur la base de la valeur d'usage — c'est-à-dire de leur utilité pour la société — plutôt que de laisser les capitalistes courir après le profit à tort et à travers. Nous pouvons continuer à croître, mais de manière rationnelle et planifiée, en évitant le problème de la surproduction involontaire. Nous pouvons ralentir la production, la maintenir ou la réorganiser jusqu'à ce que l'innovation technologique (c'est-à-dire un changement dans les forces de production) nous apporte de nouvelles connaissances. Si une certaine forme de pollution offre moins d'utilité à la société que le fait de ne pas polluer de cette manière, alors nous cessons tout simplement de le faire. (...) Ainsi, le problème du

capitalisme n'est pas la croissance économique, mais le manque de planification, et notre cible doit donc être le mode de production (le capitalisme), et non la croissance elle-même. Notre objectif est une économie planifiée démocratiquement ou, à tout le moins, un contrôle beaucoup plus démocratique des décisions privées en matière d'investissement et de production, et non la décroissance ou une économie statique»³⁵⁸.

Comme mentionné au [Chapitre 6](#), les fractions les plus lucides des classes dirigeantes se rendent déjà compte de la nécessité d'une planification de l'économie. Ces mesures posent les prémices d'une transformation matérielle et technologique pour une planification écologique de l'économie. Mais, bien sûr, le but de cette transformation n'est pas d'abolir le capitalisme et son système de pouvoir, mais, au contraire, de le maintenir coûte que coûte. Le «Green New Deal» qu'envisagent les fractions capitalistes ressemble plus à une économie de guerre servant à

³⁵⁸ Phillips, *Austerity Ecology*, *op.cit.*, p.63.

sauver le capitalisme de lui-même, à la manière des économies fascistes étudiées au [Chapitre 8](#). Cependant, comme dans le cas des économies fascistes, cette utilisation de l'État pour la coordination capitaliste, sans nationalisation des profits, repose sur une implication plus forte de la population qui doit entre autres absorber les coûts. Autrement dit, ces «solutions» reposent sur une acceptation de mesures antisociales par la population, ce qui n'est pas viable à long terme.

Dans les propositions anticapitalistes, les propositions techniques et «organisationnelles» du «Green New Deal» capitaliste peuvent se révéler intéressantes et éventuellement récupérables. Il faut en revanche qu'elles soient accompagnées d'une démocratisation de la prise de décision et d'une amélioration de la qualité de vie de la majorité. Comme le souligne Samuel Decker, pour s'assurer ce but: «il s'agira donc d'intervenir dans les conflits sociaux liés à la hausse des prix, à la (re)distribution sociale, à la

pénurie d'eau et de nourriture, à la course à l'armement, à la guerre et aux tendances autoritaires»³⁵⁹.

Avant de considérer, au chapitre suivant, quelques pistes pour cette lutte, nous rapportons un exemple qui permet d'imaginer plus concrètement cette transformation. Cette illustration se trouve dans les luttes industrielles au Royaume-Uni des années 70 décrites par Srnicek et Williams. En parlant d'un mouvement social dans l'entreprise «Lucas Aerospace», qui produisait des composantes high-tech pour l'armée, ils écrivent: «confrontés à la hausse du chômage structurel et à l'imminence de licenciements, les travailleurs de Lucas Aerospace se sont réunis pour élaborer une proposition alternative sur la manière de gérer l'entreprise et de maintenir les emplois. Leur argument de base était que, compte tenu des fonds publics injectés dans l'entreprise, la société devait avoir son mot à dire et bénéficier de la manière dont ces

³⁵⁹ Decker, S. (2024). Comeback der Planung ? Staatsinterventionen für das Kapital. *Luxembourg*, 1, 35-39.

ressources étaient utilisées. Cet argument impliquait que les ressources soient transférées de l'armement militaire vers des produits utiles. Pour élaborer la proposition de biens socialement utiles, les travailleurs ont dressé une liste des compétences et des équipements dont ils disposaient, ont adopté le point de vue de planificateurs, ont sollicité des suggestions de produits auprès des travailleurs et de leurs communautés, et ont décidé collectivement de la manière dont les technologies et les compétences pouvaient être réaffectées à des fins différentes»³⁶⁰.

³⁶⁰ Smniecek & Williams, *Inventing the Future*, *op.cit.*, pp.147-148.

Chapitre 13: Une stratégie populaire et anti-impérialiste

Le passage à une économie planifiée au service de la majorité peut servir de réponse à la fois à la crise écologique et politique, et fixe donc un objectif politique clair. Cependant, cette piste reste abstraite. Comment concrétiser ce projet, au-delà d'une simple critique du système actuel? Quelles classes sociales porteront cette transformation? Quelles stratégies faut-il choisir? Pour répondre à ces interrogations, nous allons tenter d'élaborer un plan plus précis, capable de mobiliser des forces sociales, et donc de dessiner un chemin possible pour y parvenir.

Bien que les propositions présentées ici s'inscrivent essentiellement dans le contexte des pays du Nord, il est indispensable de prendre en compte la dimension internationale du capitalisme et de la crise climatique. Comme nous le verrons, les luttes menées dans le Sud

constituent, en fait, un levier essentiel pour faire face à celle-ci. Au Nord, c'est la classe travailleuse qui est au cœur du projet. Mais, bien sûr, la mobilisation de cette force doit être construite. Pour cela, nous commençons par ébaucher une organisation «réformiste révolutionnaire» qui doit incarner à la fois la rupture et la continuité: rupture avec l'ordre économique actuel et continuité dans la prise en compte des besoins immédiats de la majorité.

Un parti réformiste révolutionnaire

Comme notre approche passe par une transformation radicale de la société, il nous faut revenir sur un débat classique: le choix entre une stratégie réformiste ou révolutionnaire. Est-il possible de réformer graduellement l'État et le système ou faut-il, au contraire, en faire table rase? Bien entendu, ce débat agite les forces contestataires depuis longtemps. Une illustration classique se trouve dans la polémique de

Rosa Luxembourg contre le réformiste Eduard Bernstein dans «Réforme sociale ou Révolution?». Contrairement au réformisme, pour la pensée politique marxiste orthodoxe, l'État représente toujours un intérêt de classe et sert, dans le capitalisme, d'organe d'oppression de la bourgeoisie sur les autres classes. Il ne peut donc pas être réformé.

Ce débat classique se retrouve aussi dans les mouvements et partis contemporains, en particulier dans les mouvements écologistes et antifascistes. Dans les mouvements écologistes, les formations parlementaires existent en parallèle de mouvements de contestation plus radicaux et sont parfois même issues de luttes écologiques concrètes, comme dans le cas allemand.³⁶¹ Dans les mouvements antifascistes, les militants sont en général plus proches des milieux radicaux ou syndicaux que parlementaires. S'ils font

³⁶¹ Voir Chapitre 2 de Richardson, D., Rootes, C., & Lambert, J. (2006). *The Green Challenge : The Development of Green Parties in Europe* (1er édition). Routledge.

partie de ces dernières, ce sont en général des partis d'opposition de gauche. Pour certains, la démarche réformiste renforce seulement les structures qui ont permis l'émergence du fascisme en premier lieu.³⁶² Mais cette division stratégique n'est peut-être pas indépassable: l'approche du «réformisme révolutionnaire» tente, par exemple, d'apporter une réponse en maintenant la contradiction entre ces deux pôles. Avant de développer cela, penchons-nous un peu plus sur le problème.

L'histoire de la social-démocratie en Allemagne sert d'exemple pour les limites et des dangers du réformisme. Comme nous l'avons vu au [Chapitre 8](#), entre 1921 et 1924, le gouvernement du parti social-démocrate SPD s'est rendu coupable d'une répression féroce des mouvements ouvriers culminant dans l'assassinat de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

³⁶² Groupe Révolutionnaire Charlatan. (2023, avril 8). *Contre l'antifascisme d'État*. <https://paris-luttes.info/contre-l-antifascisme-d-etat-16822>

Autrement dit, le renforcement parlementaire des partis réformistes peut, en fait, servir à réprimer ou coopter les mouvements d'émancipation plus radicaux. De plus, en jouant le jeu parlementaire, les forces réformistes réduisent non seulement leur champ d'action, mais se retrouvent également contraintes, sur le plan analytique, par les structures institutionnelles qui peuvent occulter certaines dynamiques fondamentales. Par exemple, l'absence d'une perspective de classe mène parfois à un aveuglement par rapport aux effets néfastes des politiques choisies sur la population. C'est le cas de certaines mesures écologiques qui pèsent de manière disproportionnée sur les classes inférieures et peuvent donc générer une opposition forte, comme l'a montré le mouvement européen des agriculteurs de 2024.³⁶³ De

³⁶³ Jannic-Cherbonnel, F. (2024, janvier 19). *Manifestations d'agriculteurs en Europe : Comment expliquer ce mouvement qui prend de l'ampleur et gagne la France ?* Franceinfo. https://www.francetvinfo.fr/economie/emploi/metiers/agriculture/manifestations-d-agriculteurs-en-europe-comment-expliquer-ce-mouvement-qui-prend-de-l-ampleur-et-gagne-la-france_6311442.html

même, l'absence de réflexions stratégiques basées sur une critique radicale du système se reflète souvent dans des positions qui négligent l'impérialisme et les questions géopolitiques. Cela s'est illustré parfaitement dans l'alignement des verts allemands sur les positions promilitaristes défendues par l'OTAN, dès le début de la guerre en Ukraine.³⁶⁴

Malgré les manquements théoriques et stratégiques du réformisme, celui-ci a, cependant, l'avantage de mieux prendre en compte le niveau de lutte des classes dans les pays du Nord. En effet, la nécessité d'une révolution violente est rejetée par une partie importante de la population et il est improbable que cela change sans la radicalisation préalable des autres formes d'action politique. Comme le notent justement Miliband et Liebman: «il est incontestable que “l'électorat” des régimes démocratiques des pays capitalistes avancés ne

³⁶⁴ Wiedemeyer, P. (2024, mars 28). *Die Grünen für den Frieden? Wie sich die Partei wandelt*. ZDFheute. <https://www.zdf.de/nachrichten/politik/deutschland/gruene-waffen-ruestung-partei-wandel-krieg-100.html>

soutient pas les partis qui prônent, ou qui semblent défendre, le renversement révolutionnaire du système politique»³⁶⁵. De nombreux théoriciens ont donc cherché une alternative aux modèles révolutionnaires bolchéviques ou maoïstes qui prend en compte la structure de la classe travailleuse et des États dans le Nord. Un modèle intéressant est théorisé par Miliband et Liebman sous la notion de «réformisme révolutionnaire». Bien sûr, cette notion peut sembler paradoxale à première vue. Toutefois, le maintien de la contradiction théorique entre une approche réformiste et révolutionnaire est nécessaire pour éviter de tomber dans les travers de l'une ou de l'autre.

En quoi consiste alors cette approche? Miliband et Liebman l'imaginent ainsi: «un tel “réformisme révolutionnaire” implique une intervention dans la lutte de classe à tous les points de conflit de la société, et

³⁶⁵ Miliband, R., & Liebman, M. (1985). Beyond Social Democracy. *The Socialist Register*, 6, 476-489.
<https://www.marxists.org/archive/miliband/1985/xx/beyonds.d.htm>

surtout sur le lieu de travail. Il implique également des luttes électorales à tous les niveaux et conçoit ces luttes comme une partie intrinsèque de la lutte des classes, sans se laisser absorber par l'électoratisme et le parlementarisme; il signifie aussi l'effort permanent pour renforcer la présence socialiste sur la scène politique et dans la culture politique». Il «implique un engagement révolutionnaire résolu, à savoir la transformation complète de la société capitaliste dans le sens du socialisme. Mais il implique également un engagement "réformiste", dans la mesure où il cherche aussi à réaliser toutes les réformes qui peuvent être considérées comme faisant partie de l'objectif révolutionnaire plus large». Contrairement au réformisme, cette approche ne repose pas sur l'idée qu'une transition peut se faire uniquement par le travail parlementaire, mais «reconnaît que, dans le contexte de la démocratie capitaliste, une telle transition requiert un degré massif de soutien et d'engagement populaires, dont l'une des expressions (mais en aucun cas la seule

ou même la plus importante) est la force électorale et la représentation parlementaire. Mais le “réformisme révolutionnaire” est également très conscient du fait que tout défi sérieux lancé aux classes dominantes doit inévitablement susciter une résistance, et il sera déterminé à faire face à cette résistance avec toutes les armes nécessaires, y compris, bien sûr, la mobilisation de masse»³⁶⁶.

Si le réformisme révolutionnaire donne donc une voie possible, la question de la force politique qui est censée mettre en œuvre cette stratégie subsiste. Faut-il un mouvement du type des mobilisations altermondialistes ou écologistes? Un syndicat ou plutôt un parti? Si c’est un parti, comment doit-il être structuré? De nouveau, ce sont des débats qui agitent les forces progressistes depuis longtemps. D’un côté, la spontanéité des mouvements autonomes leur donne une puissance fulgurante qui permet d’imposer des conditions radicales à l’État. D’un autre côté, les partis

³⁶⁶ Miliband & Liebman, *Beyond Social Democracy*, *loc.cit.*

et les syndicats permettent de créer une structure qui renforce la diffusion des idées révolutionnaires et favorise la mobilisation à long terme. Le point de vue que nous allons défendre ici, qui est en accord avec la stratégie mis en avant au-dessus, est que la forme parti est centrale.

En fait, le parti doit servir de lieu central d'organisation et de lutte. Cela pour plusieurs raisons. D'abord, contrairement aux mouvements et aux organisations informelles, le parti constitue un point d'attache et un lieu de socialisation à gauche pour la population. Nous avons vu, au [Chapitre 10](#), que le manque de socialisation à gauche permettait d'expliquer, en partie, la progression du vote d'extrême droite. Le développement du parti peut donc aussi permettre de mettre en échec les stratégies de division racistes, en particulier, par l'intégration de travailleurs migrants dans les organisations. Le parti plutôt que le syndicat correspond également mieux à la déstructuration du marché du travail. Les travailleurs

changent plus souvent de profession et passent par des phases de travail indépendant ou de chômage, alors que beaucoup de syndicats existent encore souvent pour organiser les travailleurs dans des secteurs «traditionnels» comme les transports ou l'industrie.

La structure et les activités de ce parti sont aussi conditionnées par la stratégie du réformisme révolutionnaire. Premièrement, ce parti doit être un parti de masse, c'est-à-dire qu'il doit s'orienter vers une large base militante et électorale en cherchant à rallier un grand nombre de membres. Cette forme d'organisation s'oppose aux partis de cadres, qui mettent l'accent sur une organisation disciplinée et des militants formés idéologiquement. Elle s'oppose aussi aux formes plus informelles, tels les groupes affinitaires qui se basent sur des membres très engagés et une structure confidentielle. C'est seulement en s'appuyant sur une adhésion ouverte et diversifiée que le parti de masse peut ainsi prendre le rôle essentiel de lieu de socialisation à gauche que nous avons envisagé au-

dessus. De plus, de cette manière, le parti peut développer des revendications qui reflètent les préoccupations de la majorité et légitimer ses actions dans l'espace institutionnel et électoral.

Cela nous amène au deuxième aspect: la participation électorale. Celle-ci est essentielle, car c'est pour beaucoup de travailleurs leur seul point de contact avec la politique. Les élections sont des espaces essentiels à la fois pour diffuser des idées révolutionnaires et pour montrer que le parti en question s'engage pour les intérêts matériels des gens. Le parti doit donc porter deux types de revendications. Les premières doivent améliorer directement la vie de la grande majorité de la population. Les secondes, qualifiées de «révolutionnaires», doivent proposer des changements plus radicaux qui ne peuvent être satisfaits dans le cadre du capitalisme. Ces dernières permettent de pousser les limites de ce qui est envisageable et augmenter le niveau de confrontation avec les classes dominantes. La revendication pour une économie

planifiée au service de la majorité rentre, bien entendu, dans cette deuxième catégorie.

Finalement, pour éviter le piège d'une intégration complète aux institutions et d'une pacification, le parti doit se nourrir de la participation à des mouvements radicaux pour maintenir une tension révolutionnaire en son sein. Le parti peut, par exemple, servir de «base arrière» pour garantir un soutien juridique, matériel et idéologique à ces mouvements. Simultanément, ces mouvements peuvent contribuer à la radicalisation des partis et être source de puissance. Cela est illustré par la «théorie du flanc radical» qui montre comment l'existence d'une «aile radicale» dans un mouvement peut permettre de renforcer la légitimité et le pouvoir des fractions plus modérées.³⁶⁷ Maintenant que la structure et les activités du parti sont établies, il est nécessaire d'examiner les forces sociales auxquelles il doit s'adresser.

³⁶⁷ Malm, A., & Dobenesque, E. (2020). *Comment saboter un pipeline* (1er édition). La Fabrique Editions.

Sur la nécessité d'une approche populaire et majoritaire

Entre 2018 et 2019, en France, le mouvement des Gilets jaunes prend la rue. Ce qui commence par une opposition à une hausse de la taxe sur le carburant se transforme rapidement en un mouvement d'ampleur massive revendiquant des droits politiques et économiques universels. Très rapidement, un slogan fait son apparition: «Fin du monde, fin du mois: même combat!» Le mouvement, qui commence en s'opposant à une mesure soi-disant «écologique», comprend très rapidement le lien nécessaire entre l'écologie et la justice sociale. Un lien qui implique un changement drastique dans les rapports de pouvoir et qui peut se traduire par le passage à une production planifiée au service de la majorité. Si le parti imaginé au-dessus peut porter cette revendication et servir de centre de gravité pour le mouvement, il ne pourra pas à lui seul

effectuer cette transformation. Au contraire, pour y arriver, il est nécessaire de développer une stratégie qui peut, à la manière de la révolte des Gilets jaunes, mobiliser la classe travailleuse. Mais avant d'étayer ce point, il faut en aborder deux autres.

Il faut, d'abord, revenir à la notion de populisme. Au [Chapitre 10](#), nous avons vu que cette notion avait été utilisée pour expliquer la progression du vote d'extrême droite. Nous avons aussi critiqué sa pertinence dans ce contexte. Mais, outre cette utilisation dans l'analyse électorale, le populisme a été théorisé de manière plus positive, comme une stratégie à suivre à gauche.³⁶⁸ En 2010, Jean-Luc Mélenchon déclare ainsi: «Populiste, moi? J'assume»³⁶⁹. Quelle est cette approche politique du populisme? Avec Chantal Mouffe, c'est Ernesto Laclau qui, en particulier, a étudié cette notion. Selon

³⁶⁸ Mouffe, C. (2018). *Pour un populisme de gauche*. Albin Michel.

³⁶⁹ Rosanvallon, P. (2020). *Le Siècle du populisme Histoire, théorie, critique*. Seuil. <https://www.seuil.com/ouvrage/le-siecle-du-populisme-pierre-rosanvallon/9782021401929>, p.16

lui ce populisme serait «un mode de construction du politique, qui se base sur le fait de diviser la société en deux et d'appeler la mobilisation de “ceux d'en bas” contre le pouvoir existant»³⁷⁰. Cette construction est donc fondamentalement basée sur la notion «qu'il existe un ennemi commun dessinant la ligne de partage entre “eux” et “nous”». Cet ennemi peut être qualifié de “caste”, d’“oligarchie”, d’“élite”, ou de “système” en général»³⁷¹. Le populisme remplace, donc, en quelque sorte, l'analyse basée sur une division en classes, par une analyse qui opposerait un «peuple» à des «élites».

Ce changement analytique peut sembler utile, vu que la classe seule ne permet plus d'expliquer les luttes sociales existantes comme, en particulier, les luttes féministes, antiracistes, écologistes et LGBT+. Autrement dit, les luttes se structurent, aujourd'hui, souvent autour d'autres oppressions que celles liées à la

³⁷⁰ Ernesto Laclau cité Rosanvallon, *Le Siècle du populisme Histoire, théorie, critique*, op.cit., p.34.

³⁷¹ *Ibid.*, p.34.

classe et l'objet principal de ces luttes (discrimination, reconnaissance, droits, etc.) ne se laisse pas réduire à la seule exploitation économique. C'est donc pour intégrer ces autres demandes, qu'il faudrait procéder à la construction d'un «peuple»: «le populisme construit le peuple comme sujet politique, à partir de demandes hétérogènes»³⁷². Ce «peuple», comme le souligne Mouffe, permet ensuite d'expliquer les «résistances à différentes formes de domination qu'il était impossible de cerner à partir de la notion de "classe"»³⁷³. Le populisme trouve donc son utilité en mettant en lumière la diversité de la classe ouvrière et des oppressions qu'elle subit, ainsi que l'importance des affects.

Cependant, le concept peut aussi poser problème. D'abord, une focalisation sur le «peuple» peut aussi servir à occulter les divisions qui le traversent, comme

³⁷² Starquit, O. (2019). En finir avec le populisme ? *Barricade*.
https://www.barricade.be/sites/default/files/publications/pdf/2019_analyse_en-finir-avec-le-populisme.pdf, p.6.

³⁷³ *Ibid.*, p.7.

les discriminations basées sur le racisme ou le sexisme. Ensuite, la stratégie populiste pose problème sur la question de la tactique. En effet, s'il est envisageable qu'une infirmière et un entrepreneur puissent avoir des intérêts communs par rapport à l'écologie, par exemple, il semble que des problèmes réapparaissent dès qu'il faut choisir des solutions concrètes. Un entrepreneur privilégiera des mesures écologiques «de marché», tandis que les travailleurs du secteur médical réclameront des services publics renforcés. Finalement, la stratégie populiste occulte la source du pouvoir de la bourgeoisie, qui est l'exploitation du travail productif, et donc la base matérielle des oppressions, ce qui occulte aussi les solutions véritables.

Bien qu'une stratégie populiste puisse, au premier abord, paraître utile pour élaborer une politique qui s'adresse à un public plus vaste, elle se révèle insuffisante en réalité. Elle ne peut pas remplacer une analyse fondée sur les divisions (de classes, entre autres) au sein de la population. Une approche qui

semble plus prometteuse est basée sur l'analyse du [Chapitre 5](#). La notion de «classe travailleuse» permet de mieux refléter la diversité des revendications et la convergence des intérêts qui peuvent exister, tout en maintenant le rôle central de la classe ouvrière traditionnelle.

Une autre question qui se pose est celle de savoir quelle force populaire est nécessaire pour réaliser la transformation souhaitée. Faut-il s'appuyer sur une partie restreinte, mais suffisamment radicale de la population, ou faut-il essayer de mobiliser la majorité ? La première position était défendue par certains groupes écologistes comme «Extinction-Rebellion». En effet, le groupe a longtemps basé sa stratégie sur l'idée qu'il suffisait d'une participation active de 3,5 % de la population. Plus précisément, le groupe soutenait l'idée que si «3,5 % de la population d'un pays s'engage activement dans une résistance prolongée sur une période concentrée, les gouvernements finissent inévitablement par céder ou s'effondrer sous la

pression». Et donc, que le changement social «est possible avec un pourcentage relativement faible de la population»³⁷⁴. Pour justifier ce choix, le groupe s'appuyait sur une étude empirique de mouvements non violents réalisée par Erica Chenoweth et Maria Stephan.³⁷⁵

La mise en œuvre de cette stratégie s'est traduite par différentes actions de désobéissance civile fortement impopulaires. L'exemple le plus regrettable est le blocage du métro londonien en 2019. Le matin du 17 octobre, deux militants écologistes du mouvement escaladent un métro pour bloquer le trafic dans la station londonienne de Canning Town et déploient une banderole dénonçant l'inaction climatique. Furieux, les habitants des quartiers populaires alentour, qui se

³⁷⁴ Matthews, K. (2020). Social movements and the (mis)use of research: Extinction Rebellion and the 3.5% rule. *Interface: A Journal for and about Social Movements*, 12(1), 591-615, p.601.

³⁷⁵ Chenoweth, E., & Stephan, M. (2012). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict* (Reprint édition). Columbia University Press.

rendent au travail, tentent de déloger les deux manifestants en grimpant sur le métro. Une image est alors prise: celle d'un manifestant blanc en costard qui repousse avec ses pieds un habitant noir qui tente de le déloger. La scène finit en bagarre.³⁷⁶ L'action a produit de nombreuses critiques et condamnations, non seulement de l'opinion publique anglaise, mais aussi d'une grande partie des mouvements écologistes, y compris de la branche française d'Extinction-Rebellion.³⁷⁷

³⁷⁶ Dhaliwal, S. (2019, octobre 17). Extinction Rebellion haven't thought about BAME people and it shows. *Metro*. <https://metro.co.uk/2019/10/17/extinction-rebellion-havent-thought-bame-people-shows-10937741/>

La vidéo de l'incident est à voir sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=9P1UXYS6Bmg>

³⁷⁷ Extinction Rebellion France. (2019, octobre 23). *Sur la lutte sociale et climatique : Décoloniser XR*. Extinction Rebellion. <https://extinctionrebellion.fr/blog/2019/10/23/sur-la-lutte-sociale-et-climatique-decoloniser-xr.html>

Voir aussi Extinction Rebellion : Ce n'est pas la lutte dont nous avons besoin, Partie 1. (2019, août 29). *Marseille Info Autonomes*. <https://mars-infos.org/extinction-rebellion-ce-n-est-pas-4242>

Bien sûr, ce n'est pas seulement cette action qui est à critiquer, mais toute la stratégie sous-jacente. La «règle des 3,5 %» est extrêmement problématique. D'abord, comme le note Matthews, cette «règle» est basée sur des exemples tirés de mouvements sous des régimes autoritaires qui ne peuvent pas être transposés directement aux régimes occidentaux.³⁷⁸ Ensuite, comme le note Erica Chenoweth, dans un ouvrage postérieur à son étude qui sert de justification de la «règle», ce chiffre mesure la participation maximale à un événement et ne dit rien sur l'acceptation des idées dans la société en général.³⁷⁹ Il est bien plus probable que, dans les régimes démocratiques, la construction d'une majorité ou tout au moins le développement de revendications populaires soit nécessaire. C'est ce que remarque finalement aussi Extinction-Rebellion, après

³⁷⁸ Matthews, *Social movements and the (mis)use of research*, *loc.cit*.

³⁷⁹ Chenoweth, E. (2021). *Civil Resistance* (Édition avec couverture flexible). Oxford University Press Inc, pp.114-155.

le fiasco d'octobre 2019, en expliquant que «leur objectif était plutôt de s'adresser à une large population de leur pays, de la mobiliser pour obtenir un changement et de parvenir à le réaliser. La participation de 3,5 % de la population ne devrait donc pas être un objectif, mais plutôt un effet secondaire d'un changement social réussi»³⁸⁰.

Ayant abordé ces deux points, la nécessité de s'appuyer sur la classe travailleuse devient évidente. Pour être majoritaire, il est impératif de s'adresser en priorité à cette classe, car elle constitue la grande majorité de la population. Dans cette tâche, nous avons, cependant, un avantage de poids. L'économie planifiée envisagée, qui est la réponse à la fois à la crise climatique et au développement du fascisme, va dans le sens des intérêts économiques propres de cette classe. En effet, une économie au service de la majorité, qui adresse l'insécurité économique de la classe

³⁸⁰ Matthews, *Social movements and the (mis)use of research*, loc.cit., p.693.

travailleuse, en développant les «droits économiques au logement, à l'énergie, au transport et à d'autres besoins»³⁸¹, est extrêmement désirable.

Finalement, comme l'analysent brillamment Huber et Philipps, dans ce processus, un rôle particulier revient au prolétariat, car «ce sont ces travailleurs qui possèdent les connaissances formelles et tacites les plus profondes sur les systèmes industriels liés au climat (souvent même plus que les gestionnaires de ces systèmes), et qui sont donc beaucoup plus conscients des politiques et technologies climatiques susceptibles de fonctionner, et de celles qui risquent de s'effondrer, que l'armée de professionnels dans les universités, les ONG vertes et les groupes de réflexion, et les médias. Plus important encore, ils ont le pouvoir d'inclure des demandes de décarbonisation et de transition juste dans leurs négociations collectives, en s'appuyant si nécessaire sur la grève»³⁸².

³⁸¹ Huber, *Climate Change as Class War*, op.cit., p.13.

Nous retrouvons ici aussi une des divisions entre les écomodernistes et les décroissants. Les premiers s'orientent sur les intérêts de la classe travailleuse, alors que les seconds défendent des intérêts qui correspondent plutôt à ceux de la classe professionnelle et managériale.³⁸³ Notre pari est que les intérêts de ces deux parties de la population ne sont pas antagonistes et que la revendication pour une économie planifiée au service de la majorité puisse aussi satisfaire ceux de la seconde.

Anti-impérialisme et multipolarité

Bien que les stratégies formulées dans cette partie visent principalement les pays du Nord, la crise, elle, est un problème international. Sur ce point, les analyses

³⁸² Huber, M., & Phillips, L. (2024, septembre 3). Kohei Saito's "Start From Scratch" Degrowth Communism. *Jacobin*. <https://jacobin.com/2024/03/kohei-saito-degrowth-communism-environment-marxism/>

³⁸³ Huber, *Climate Change as Class War*, op.cit.

décroissantes touchent juste: une évaluation sérieuse de la situation exige la reconnaissance de l'impérialisme et de la structure inégale du système économique global. En effet, comment une stratégie écologiste dans le Nord, qui repose sur l'extraction à bas prix des ressources dans les pays du Sud, pourrait-elle être durable, compte tenu de la misère et de la pollution qui en découlent? Qui dans le Sud pourrait défendre un programme qui ne prend pas en compte l'inégalité fondamentale dans la responsabilité pour la crise? Comment serait-il possible de développer une stratégie écologiste dans un pays qui n'est pas souverain ou qui est opprimé par une puissance impérialiste? Pire que ça, une situation de dépendance peut, en fait, démultiplier les effets d'une catastrophe, comme l'a tristement illustré le déferlement du cyclone Chido à Mayotte en décembre 2024.³⁸⁴ Pour adresser ces problèmes

³⁸⁴ Nanzhel, S. (2024, décembre 15). *Le cyclone Chido tue à Mayotte : L'impérialisme français est responsable !* Révolution Permanente.
<https://www.revolutionpermanente.fr/Le-cyclone-Chido-tue->

globaux, il est donc nécessaire de formuler une stratégie qui prenne en compte aussi l'impérialisme et les relations entre les nations.

Pour les mouvements antifascistes, la prise en compte de l'impérialisme relève déjà plus de l'évidence. Une citation célèbre d'Aimé Césaire compare ainsi les méthodes du nazisme aux méthodes de l'oppression coloniale. Mark Bray interprète cette citation comme suit: «sans diminuer en rien l'horreur de l'Holocauste, nous pouvons, dans une certaine mesure, comprendre le nazisme comme le colonialisme et l'impérialisme européens ramenés à la maison»³⁸⁵. Le lien entre le fascisme et l'impérialisme s'est aussi illustré plus récemment, par les actions de la puissance impérialiste dominante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale: les États-Unis. Par exemple, le régime américain a protégé de nombreux fonctionnaires nazis après la Seconde Guerre mondiale. Il a aussi

[a-Mayotte-l-imperialisme-francais-est-responsable](#)

³⁸⁵ Bray, *Antifa*, *op.cit.*, p.xvii.

participé à une conspiration terroriste avec des fascistes italiens pour réprimer dans le sang les mouvements contestataires des années 70. Enfin, il s'est allié avec des milices fascistes sud-américaines pour renverser un gouvernement démocratiquement élu.³⁸⁶ Au delà d'une simple proximité théorique, l'antifascisme et l'anti-impérialisme sont donc profondément liés.

Pour comprendre la suite, il faut préciser ce que nous entendons par «impérialisme». Dans le contexte des relations internationales et, plus tard, de l'écologie politique, l'impérialisme représente le transfert de valeur des pays du Sud vers les pays du Nord basé sur des relations d'échange inégal entre ceux-ci. Ces phénomènes sont établis par des mesures empiriques relativement précises. Ainsi, Hickel et ses coauteurs ont pu estimer que ce transfert de valeur s'élevait à 242 000 milliards de dollars entre 1990 et 2015.³⁸⁷ Ils

³⁸⁶ Voir Chapitre 1 de Parenti, *Blackshirts and Reds*, *op.cit.*

³⁸⁷ Hickel, J., Dorninger, C., Wieland, H., & Suwandi, I. (2022). Imperialist appropriation in the world economy: Drain from the global South through unequal exchange,

identifient aussi les causes de ce transfert: «l'essentiel de cette appropriation s'effectue par le biais des chaînes mondiales de production, dans lesquelles les entreprises du Nord déploient un pouvoir de monopole pour faire baisser les prix des fournisseurs du Sud à chaque étape, de l'extraction à la fabrication, tout en fixant les prix finaux à un niveau aussi élevé que possible»³⁸⁸.

Bien entendu, cette position monopolistique ne peut être maintenue que par le recours ou la menace de la violence, ou encore à travers le sous-développement des forces productives dans les pays du Sud, hérité de violences passées. L'exemple le plus extrême de cela est la colonisation qui a formé l'économie des États colonisés en fonction des intérêts des pays colonisateurs.³⁸⁹ En parallèle, l'impérialisme a aussi un

1990–2015. *Global Environmental Change*, 73, 102467. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2022.102467>

³⁸⁸ Hickel et al., *Imperialist appropriation in the world economy*, loc.cit.

³⁸⁹ Rodney, W. (2022). *Decolonial Marxism : Essays from the Pan-African Revolution* (1er édition). Verso Books.

impact sur les économies des pays du Nord. Grâce à la valeur extraite par l'exploitation des ressources et de la main-d'œuvre des pays du Sud, les classes dirigeantes du Nord sont en mesure d'acheter la paix sociale en concédant des améliorations à certaines parties de la population dans les pays impérialistes. Ce sont ces aspects qu'il faut avoir en tête pour comprendre l'impérialisme et qui doivent être pris en compte dans la construction d'une stratégie anti-impérialiste aujourd'hui.

Pour entamer cette construction, le plus utile est de se tourner vers les revendications des mouvements réellement existants dans le Sud. Cette démarche se place ainsi à l'opposé de celles qui voudraient développer, dans les pays du Nord, des «solutions universelles» destinées à être ensuite exportées vers les pays du Sud.³⁹⁰ Elle présente aussi deux avantages

³⁹⁰ Un exemple particulièrement aberrant de ce genre de solutions est la proposition de rendre sauvage la moitié de la planète, voir Vettese, T., & Pendergrass, D. (2024). *Half-Earth Socialism : A Plan to Save the Future from Extinction*,

essentiels. D'une part, elle tient automatiquement compte des différences de situation entre le Nord et le Sud (par exemple, de l'existence d'une classe paysanne importante au Sud). D'autre part, elle contourne le problème de trouver le sujet qui pourra mettre en œuvre cette transition dans le Sud.³⁹¹ En effet, ces revendications sont déjà portées par de grands mouvements et une stratégie au Nord, qui prend en compte celles-ci, approfondit la synergie internationale.

Pour devenir plus concret, intéressons-nous aux propositions de l'Accord des Peuples signé à Cochabamba en 2010³⁹². Max Ajl les résume comme suit: «

Climate Change and Pandemics (1er édition). Verso Books.

³⁹¹ Ajl, M. (2024, juin 5). *Qui empêchera la catastrophe ? Sur La chauve-souris et le capital d'Andreas Malm*. ACTA. <http://web.archive.org/web/20240605051610/https://acta.zone/max-ajl-andreas-malm-qui-empechera-la-catastrophe/>

³⁹² Cet accord est le résultat de la "Conférence mondiale des peuples contre le changement climatique" à Cochabamba en Bolivie, qui tentait de proposer des alternatives après l'échec du sommet de Copenhague.

- restituer aux pays en développement l'espace atmosphérique occupé par leurs [N.D.A.: celles des pays du Nord] émissions de gaz à effet de serre (...);
- prendre en charge les coûts et les besoins de transfert de technologie des pays en développement (...);
- assumer la responsabilité des centaines de millions de personnes qui seront forcées d'émigrer en raison du changement climatique causé par ces pays (...);
- assumer la dette liée à l'adaptation aux effets du changement climatique pour les pays en développement en leur fournissant les moyens de prévenir, de minimiser et de traiter les dommages résultant de leurs émissions excédentaires;
- honorer ces dettes comme faisant partie d'une dette plus large envers la Terre Mère (...)»³⁹³.

³⁹³ Ajl, *A People's Green New Deal*, op.cit., p.11.

À partir de ces revendications, nous pouvons tenter d'élaborer quelques pistes pour une stratégie dans le Nord qui s'appuie sur cet accord. D'abord, il y a la prise en charge des migrations internationales qui montre encore une fois le lien fondamental entre l'antifascisme et l'écologie politique. Comme c'est un point important, nous le développerons plus en détail au chapitre suivant. Nous nous focalisons donc ici, d'abord, sur les autres revendications. Ce que soulignent celles-ci c'est la nécessité de permettre un développement du Sud qui applique le principe de responsabilité différenciée pour la crise écologique.

Pour ce faire, une stratégie anti-impérialiste conséquente doit se décliner au moins selon les deux axes suivants. D'abord, les pays du Nord doivent limiter les coûts du développement du Sud. Ils doivent faciliter le transfert de technologies et en prenant à leur charge l'essentiel des dépenses résiduelles, afin de rendre la transition possible dans le contexte de la crise écologique. Cette prise en charge des coûts doit aussi

passer par l'annulation des dettes illégitimes imposées aux pays du Sud et le renforcement de l'aide financière au développement. Ensuite, les pays du Nord doivent respecter l'autonomie et la souveraineté des pays du Sud. En d'autres termes, lutter contre l'impérialisme nécessite de défendre la multipolarité et de remettre en cause la suprématie des États-Unis.

À quoi pourraient ressembler des activités concrètes qui mettent en œuvre cette stratégie anti-impérialiste? Concernant le transfert de technologie, une possibilité est la remise en cause des brevets qui garantissent un monopole à certaines multinationales et le développement de la recherche publique, qui peut être partagée internationalement. Le problème des brevets s'est, d'ailleurs, illustré de manière tragique pendant la crise du Covid. Comme a argumenté l'association «Médecin du monde», l'existence de brevet pour le vaccin de Pfizer/BioNTech (qui en plus peut être considéré comme illégitime, car basé sur une simple application d'une technique développée par le secteur

public) a fortement limité la distribution internationale du vaccin et donc aggravé les conséquences de la pandémie.³⁹⁴ Concernant la défense de la souveraineté, un aspect passe par le développement et le renforcement des mouvements d'opposition à la guerre et la militarisation. Ici, l'inspiration peut venir, par exemple, des luttes syndicales qui ont bloqué certaines livraisons d'armes à Israël.³⁹⁵ Mais, bien sûr, cette liste est loin d'être exhaustive.

Plus généralement, les demandes fondamentales de la multipolarité peuvent être résumées ainsi: «(i) l'organisation de la négociation de formes de la gestion économique (échanges commerciaux, flux de capitaux,

³⁹⁴ *Médecins du Monde conteste le monopole de Pfizer/BioNTech sur le vaccin contre le Covid-19*. (2022, avril 5). Médecins du Monde.
<https://www.medecinsdumonde.org/app/uploads/2022/05/Dossier-de-presse-Brevet-PfizerBioNTech-VF.pdf>

³⁹⁵ Belgian unions refuse handling arms shipments for Israel-Hamas conflict. (2023, novembre 1). *Reuters*.
<https://www.reuters.com/world/europe/belgian-unions-refuse-handling-arms-shipments-israel-hamas-conflict-2023-10-31/>

transferts technologiques, gestion monétaire) fondées sur la reconnaissance de la diversité des intérêts et de l'inégalité des partenaires; (ii) la reconnaissance du principe de la souveraineté des peuples, renforcée par le soutien aux progrès de la démocratisation»³⁹⁶.

³⁹⁶ Amin, *Pour un monde multipolaire*, p.83.

Chapitre 14: Une écologie politique antifasciste

Il peut sembler surprenant que la question de l'antifascisme n'arrive qu'à la toute fin de ce livre. Mais, en réalité, elle a été abordée implicitement tout au long de celui-ci. En fait, le développement d'une compréhension de l'extrême droite et de son rôle spécifique durant la crise actuelle, est l'aspect le plus fondamental de l'antifascisme aujourd'hui. Cependant, le fascisme n'est pas qu'un objet d'étude, mais une réalité dangereuse, dont les effets sur le vivant deviennent de plus en plus tangibles. À mesure que la crise s'intensifie, il devient clair qu'aucune réponse à la crise ne peut ignorer le combat contre ce danger.

Par conséquent, le mot d'ordre de l'antifascisme ne peut pas rester une simple posture intellectuelle, mais doit devenir un appel à se mobiliser. En ce sens, l'antifascisme offre aussi des principes de lutte qui peuvent nourrir ce combat. En même temps,

l'antifascisme lui-même doit s'adapter à la crise en cours. Comme le fascisme, la crise écologique ne peut pas, non plus, être ignorée. Mais, avant de réfléchir à ce développement, il convient de revenir à la base: la définition de l'antifascisme.

Qu'est-ce que l'antifascisme?

Donner une définition de l'antifascisme n'est pas si simple. Comme le mentionne le collectif antifasciste La Horde: «l'antifascisme ne peut être réduit à une simple négation du fascisme, ni même une simple opposition aux mouvements ou personnalités qui l'incarnent, car c'est à la fois un mouvement d'autodéfense, un courant politique révolutionnaire et une contre-culture»³⁹⁷. L'antifascisme, comme phénomène social né des mouvements concrets d'autodéfense du prolétariat, possède, en effet, différentes facettes. Dans cette partie,

³⁹⁷ La Horde. (2023). *Dix questions sur l'antifascisme*. Libertalia, p.11.

pour ne pas nous étendre trop, nous allons nous intéresser à l'antifascisme seulement par l'intermédiaire de l'autodéfense et de la politique.³⁹⁸

Avant de commencer, il faut mettre à mal une certaine présentation médiatique de l'antifascisme. Lorsque les médias parlent d'antifascisme, c'est généralement pour souligner la violence de certaines actions menées par des groupes ou des individus issus de ce courant. Cette couverture médiatique sélective se limite ainsi souvent à montrer des scènes de manifestations musclées, de heurts avec les forces de l'ordre ou d'affrontements avec des groupuscules d'extrême droite. Dans cette présentation, l'antifascisme serait donc «l'image miroir» du fascisme qu'il prétend combattre. Pourtant, comme nous l'avons vu au [Chapitre 8](#), bien que la violence puisse faire partie des stratégies antifascistes, il est essentiel de rappeler que celle-ci est toujours en réaction face à la menace

³⁹⁸ Concernant les aspects culturels, voir Chapitre 8 de La Horde, *Dix questions sur l'antifascisme*, *op.cit.*

concrète que représentent les mouvements d'extrême droite. De plus, la réponse antifasciste se situe souvent à un niveau collectif et prend donc des formes moins violentes que le terrorisme d'extrême droite. Aux États-Unis, par exemple, l'antifascisme n'a été lié qu'à un seul meurtre entre 1994 et 2020, contre 329 pour l'extrême droite.³⁹⁹

Passons donc outre ces descriptions à charge et essayons de décrire d'abord la philosophie politique qui motive ces mouvements. L'antifascisme défend une philosophie et action politique antilibérale dont le but est l'opposition à l'extrême droite (et non seulement le fascisme en tant que tel). L'activité de l'antifascisme consiste à empêcher l'extrême droite d'atteindre un stade où elle s'installe comme force politique ou de la détruire si elle l'a atteint. Mark Bray décrit les formes concrètes que cette activité peut prendre comme suit:

³⁹⁹ Beckett, L. (2020, juillet 27). Anti-fascists linked to zero murders in the US in 25 years. *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2020/jul/27/us-rightwing-extremists-attacks-deaths-database-leftwing-antifa>

«certains antifascistes se concentrent sur la destruction des organisations fascistes, d'autres sur la construction d'un pouvoir communautaire populaire et sur la sensibilisation de la société au fascisme en promouvant une vision politique de gauche»⁴⁰⁰.

L'approche antifasciste va donc complètement à l'encontre d'une approche libérale qui soutient que toute idée, aussi dérangeante soit-elle, se doit d'être mise en «concurrence» sur le «marché des idées». Selon cette vision, le fascisme devrait pouvoir s'exprimer librement pour, en théorie, être réfuté de manière rationnelle par le débat public. Les antifascistes rejettent cette vision et conçoivent l'expression du discours d'extrême droite dans l'espace public comme problématique en tant que telle. Cette position mérite une courte explication.

L'analyse des discours historique du fascisme et de sa propagande montre que le potentiel persuasif du fascisme ne vient pas de son appui dans la réalité. Le

⁴⁰⁰ Bray, *Antifa*, *op.cit.*, p.xvi.

discours fasciste mobilise plutôt une image de la réalité déformée qui permet de faire appel directement à certaines émotions et à certains affects psychologiques.⁴⁰¹ Voilà pourquoi le fascisme mobilise souvent des discours antisémites, racistes, misogynes, validistes ou LGBT+-phobes qui s'appuient sur la haine et le rejet. Les stratégies libérales, qui consistent à attaquer le discours fasciste sur la base d'une réalité partagée et d'un appel à la raison, visent donc à côté. Pire encore, la tolérance vis-à-vis de ces discours dans l'espace public peut permettre de les rendre légitimes et donc de favoriser leur potentiel manipulateur. La

⁴⁰¹ À ce propos, voir l'analyse de la propagande hitlérienne au Chapitre VIII de Tchakhotine, S. (1992). *Le Viol des foules par la propagande politique*. Gallimard. Cette analyse est aussi vérifiée aujourd'hui. Par exemple, une étude empirique récente montre que les parlementaires de partis d'extrême droite diffusent plus de contenus de désinformation, voir Törnberg, P., & Chueri, J. (2025). When Do Parties Lie? Misinformation and Radical-Right Populism Across 26 Countries. *The International Journal of Press/Politics*, 19401612241311886.

<https://doi.org/10.1177/19401612241311886>

stratégie antifasciste ne découle ainsi pas d'un autoritarisme, mais s'appuie sur l'observation qu'une tolérance vis-à-vis de ce type de propagande violemment discriminatoire peut, en fait, renforcer le fascisme.

Quelles sont alors plus concrètement les tâches principales de l'antifascisme? Avant de répondre à cette question, il faut remarquer que, s'il existe effectivement de nombreux groupes, partout à travers le monde, qui mènent la lutte antifasciste, celle-ci est aussi le fait d'individus ordinaires. Les actions entreprises varient donc dans leurs étendues et leurs effets. Cependant, nous pouvons les classer dans quelques grandes catégories. La première tâche c'est l'identification des groupes d'extrême droite et individus qui s'y rattachent.⁴⁰² La deuxième tâche consiste à combattre

⁴⁰² En France, il existe une cartographie des groupes d'extrême droite, voir La Horde. (2023, septembre 1). *Carte des groupes locaux d'extrême droite (2e édition)*. La Horde. <https://lahorde.info/Combattre-l-extreme-droite-partout-ou-elle-s-implante-2e-edition>

les discours d'extrême droite ou à empêcher qu'ils soient diffusés grâce à la pression populaire. La troisième tâche consiste à organiser l'autodéfense populaire. Cela peut passer par l'organisation de contre-manifestations aux rassemblements d'extrême droite ou l'éducation de groupes marginalisés aux techniques d'autodéfense.⁴⁰³ La quatrième tâche concerne l'organisation de la défense juridique et politique contre la répression qui vise les antifascistes. La cinquième tâche concerne le développement d'infrastructures médiatiques alternatives qui permettent de contrer les récits dominants.⁴⁰⁴ Enfin, et surtout, la tâche de l'antifascisme c'est aussi de ramener le combat contre le fascisme au cœur des programmes politiques.

C'est à cette dernière tâche que s'est attelé cet ouvrage, en tentant de montrer que l'écologisme ne peut pas ignorer l'antifascisme. Les combats écologistes et

⁴⁰³ Voir les p.111 et suivantes de La Horde, *Dix questions sur l'antifascisme*, op.cit.

⁴⁰⁴ Out of the Woods, *Hope Against Hope*, op.cit., p.61.

antifascistes ne sont pas déconnectés, mais représentent deux angles d'attaque essentiels contre le système mortifère qui produit à la fois la crise climatique et le fascisme. De cette perspective découle la nécessité, pour l'écologisme, d'intégrer l'analyse antifasciste et d'assumer une partie des tâches mises en évidence précédemment. Parallèlement, le combat antifasciste doit dépasser la simple confrontation ponctuelle avec des groupuscules d'extrême droite. Il doit prendre en compte les enjeux de la crise climatique, ainsi que l'opposition à la logique capitaliste d'accumulation qui génère celle-ci. C'est donc à cette interaction nécessaire entre écologisme et antifascisme que nous consacrons la fin de cet ouvrage, en revenant aussi sur la question fondamentale des migrations.

L'écologie politique antifasciste

La réponse capitaliste à la crise écologique implique forcément la production d'une population

«excédentaire» et le développement d'idéologies d'exclusion sacrificielles. Dans ce contexte, l'antifascisme et l'écologisme doivent converger pour lutter ensemble contre toutes les politiques qui, sous prétexte de rareté, organisent un manque artificiel et renforcent ainsi les logiques d'exclusion. Le point de mire de cette lutte commune est donné par l'énoncé lucide du collectif Antithesi: «la situation de manque actuelle n'est pas "naturelle", mais conditionnée socialement et politiquement par la dynamique interne de l'accumulation capitaliste»⁴⁰⁵. Du point de vue de la base matérielle, il s'agit de lutter pour une économie planifiée au service de la majorité qui rend impossible la création d'une population excédentaire et permet une véritable réponse à la crise. Du point de vue de la superstructure, il s'agit de combattre toutes les idéologies d'exclusion sacrificielle en montrant que ce ne sont pas les populations qui sont «de trop», mais

⁴⁰⁵ Antithesi, *The Ecological Crisis and the Rise of Post-Fascism*, *loc.cit.*

bien le système capitaliste qui organise volontairement la pénurie. Dans ce double combat se situe la base d'une écologie politique antifasciste.

L'exemple paradigmatique d'une idéologie d'exclusion sacrificielle est le malthusianisme du XVIIIe siècle, qui se base sur une limite supposée à la taille de la population humaine. Depuis le début de la crise écologique, c'est l'application aberrante du concept de «capacité de charge» à l'espèce humaine qui a pris le relais.⁴⁰⁶ Tout récemment, l'extrême droite a saisi l'occasion de la crise pour promouvoir une lecture raciste des limites présumées à travers le mythe du «grand remplacement». Elle a ainsi combiné l'idée des ressources finies à économiser avec une conception raciste de l'identité culturelle à «protéger». Dans tous ces cas, c'est la construction sociale de la limite qui est occultée, ainsi que la capacité des êtres humains à transformer leurs rapports de production. Plutôt que de considérer les véritables causes de la crise actuelle, ces

⁴⁰⁶ Phillips, *Austerity Ecology*, *op.cit.*, pp.50-52.

stratégies dirigent vers une «solution» qui consiste à mettre la faute sur cette population «excédentaire». Pour l'écologie politique antifasciste, la lutte contre les idéologies d'exclusion sacrificielle permet aussi de mettre en lumière les véritables causes et d'imaginer les véritables solutions des problèmes actuels.

Cette lutte se cristallise, en particulier, autour des questions liées à la migration. C'est aussi cet aspect qui permet de faire, encore une fois, le lien avec les revendications écologistes et anti-impérialistes des pays du Sud. En effet, comme nous l'avions vu au [Chapitre 7](#), les discriminations envers les migrants se basent sur la même rhétorique de «limite» supposée sur les biens collectifs, les logements ou les salaires. Cette analyse erronée est, en fait, un autre exemple fondamental d'une idéologie d'exclusion sacrificielle en réaction aux transformations dans la base matérielle du capitalisme en crise.

Dans ce cas, la réponse nécessaire de l'écologie politique antifasciste s'illustre de manière très concrète.

Les migrations ne sont pas le problème, car les «limites» supposées sont fixées par l'organisation capitaliste de la production, qui impose des barrières artificielles aux populations (frontières, statuts juridiques inégaux, inégalités Nord-Sud). C'est la reproduction des États capitalistes et de leur politique des frontières qui renforce la crise. La seule «limite naturelle» qui pourrait imposer une borne sur la production de richesse est la disponibilité du travail humain qui génère cette richesse. Dans une économie au service de la majorité, l'augmentation des travailleurs augmente aussi la richesse qu'il est possible de produire et donc aussi ce qu'il est possible de distribuer. De même, le problème, ce n'est pas qu'il n'y ait pas de travail utile (car il y en a dans la rénovation des bâtiments, le travail du soin, la production d'énergie verte). Le problème, c'est que celui-ci n'est pas valorisé par le calcul de rentabilité. Ainsi, le rôle de l'écologie politique antifasciste ne se réduit pas à la lutte contre les idéologies d'exclusion sacrificielles, mais englobe

aussi la critique de la base matérielle qui génère celles-ci. Cette critique passe par le combat pour une économie planifiée au service de la majorité dans lequel la lutte en faveur des droits des personnes migrantes en est le cœur.

En fait, la résolution anticapitaliste de la question migratoire permet d'esquisser une transformation radicale de notre système. Pour comprendre cela, il faut retourner sur le fonctionnement de l'armée de réserve industrielle dans le capitalisme, que nous avons étudiée au [Chapitre 7](#). Là-bas, nous avons souligné le rôle essentiel que jouaient les différentiels de statuts accordés aux travailleurs natifs et migrants dans les divisions artificielles de la classe travailleuse. En effet, la possibilité pour les capitalistes de faire pression sur les salaires repose sur l'existence de ces différentiels de droits nationaux et internationaux (c'est-à-dire de marchés du travail séparés et segmentés). L'attaque contre les droits des travailleurs migrants renforce cette logique: le but est de diviser le prolétariat, d'entretenir

ces divisions matérielles et, in fine, d'occulter la responsabilité du capitalisme dans la crise.

Le rôle des forces progressistes est donc de se battre contre ces différences de statuts et cette volonté de division. De cette manière, il devient possible de constituer un mouvement qui s'attaque aux causes réelles de la crise et qui, en entravant la volonté de contrôle de la bourgeoisie, prépare la transition du pouvoir vers la classe travailleuse. Le combat avec les travailleurs migrants permet aussi de tracer de nouvelles lignes de front, dans lesquelles le travail est fondamental et non la nationalité. La défense du système de protection sociale basé sur le travail est, par exemple, un aspect essentiel de cette lutte. Cet objectif commun avait déjà, bien sûr, déjà été souligné par Marx dans le cas des migrations de l'Irlande vers l'Angleterre. Comme il l'écrit, dans la lettre mentionnée au [Chapitre 7](#), le combat contre le capital implique de dénoncer cette division, de travailler à l'unité de la classe ouvrière et de défendre les mouvements

indépendantistes en Irlande. Pour les prolétaires anglais, l'indépendance irlandaise n'était «pas une question de justice abstraite ou de sentiments humanitaires, mais la condition première de leur propre émancipation sociale»⁴⁰⁷.

Cette lutte pour le droit à la migration va aussi de pair avec une critique de l'industrie de la «sécurité» et des coûts exorbitants de celle-ci. Car, les ressources utilisées pour imposer la politique migratoire européenne sont astronomiques. Pour la période 2021-2027, l'Union européenne a décidé de fixer le budget concernant la «gestion des migrations et des frontières» à plus de 22 milliards d'euros, ce qui représente plus de 3 % du budget total.⁴⁰⁸ Dans un véritable plan pour lutter contre la crise, ces ressources colossales doivent

⁴⁰⁷ Marx, *Letters : Marx to Sigfrid Meyer and August Vogt*, loc.cit.

⁴⁰⁸ Réunion extraordinaire du Conseil européen (17, 18, 19, 20 et 21 juillet 2020) – Conclusions. (2020, juillet 21). Conseil européen.

<https://www.consilium.europa.eu/media/45125/210720-euco-final-conclusions-fr.pdf>

être redirigées vers le développement écologique. Actuellement, c'est plutôt le «sous-développement» écologique qui est renforcé: une part significative de ces moyens va à des entreprises d'armement et de sécurité privée qui sont également impliquées dans la répression des mouvements sociaux et écologistes.

Ainsi, ces quelques paragraphes montrent que le combat pour les droits des migrants, ainsi que la construction de la solidarité entre les travailleurs, est une piste essentielle pour amorcer la prise de contrôle de l'économie et la construction de l'alternative. Ils montrent concrètement comment la convergence entre les combats écologistes et antifascistes peut être réalisée et donc constituer le fondement d'une véritable écologie politique antifasciste. Mais, bien sûr, le plus gros reste à faire.

CONCLUSION

Dans un passage important, le Zektin Collective imagine la montée du fascisme dans un monde qui se réchauffe et qui, sous la pression populaire, commence la transition drastique nécessaire. Il décrit cette situation hypothétique ainsi: «imaginons maintenant qu'il y ait, dans ce moment de vérité, une force à l'extrême droite qui monte simultanément en puissance. Elle voit les choses d'une toute autre manière, elle ne recommande aucune action, refuse de croire la tendance, attachée avant tout à préserver l'ultra-nation. Elle est entièrement disposée à un compromis avec l'ordre établi et pointe son doigt vers tel autre groupe qu'il faudrait éliminer du corps politique. On peut alors

imaginer le capital fossile primitif en force d'élite de la classe dominante, faisant le premier pas vers un accord avec l'extrême droite pour se protéger de cette menace existentielle et préserver le capital fossile en général d'une crise structurelle. (...) Jusqu'à présent, rien n'indique que ces fractions des classes dominantes sont prêtes à se laisser mourir ou à subir les transformations nécessaires du jour au lendemain. Elles semblent plus enclines à défendre leurs intérêts crasses coûte que coûte»⁴⁰⁹.

Nous avons, dans ce livre, étudié en détail les raisons historiques et politiques d'un tel développement parallèle. En examinant les transformations nécessaires dans la base matérielle du capitalisme, nous avons montré comment, dans le contexte d'un système en crise, l'économie politique du fascisme pouvait constituer une réponse «logique» pour certaines fractions de la classe dominante. Au delà de cette fonction économique, nous avons vu qu'il a un second

⁴⁰⁹ Zetkin Collective, *Fascisme fossile, op.cit.*, pp.122-123.

intérêt pour les classes dominantes: il peut servir à supprimer des mouvements sociaux et écologistes susceptibles de contester les rapports de pouvoir existants. Enfin, nous avons vu que le capitalisme repose sur la production structurelle d'une «population excédentaire», sur laquelle les pouvoirs en place peuvent faire retomber le poids des crises. Ici aussi, l'option fasciste peut permettre une désignation de celle-ci selon des critères racistes ou nationalistes, et expliquer qu'une partie de la population «privilegiée» selon ces critères puisse se tourner vers cette option. Il y a donc de bonnes raisons d'être inquiets, mais la victoire du fascisme n'est pas inévitable.

Au fond, la compréhension développée dans ce livre n'est pas autotélique: elle vise à donner des outils pour combattre activement l'extrême droite et construire une écologie politique antifasciste capable d'éviter ce scénario funeste. Pour y parvenir, nous avons insisté sur la nécessité de saper le fascisme de sa base matérielle en luttant pour une transformation du système vers une

économie planifiée au service de la majorité. Le projet est donc résolument anticapitaliste, démocratique et basé sur des industries à «capital humain». Dans ce cadre, nous avons cherché à définir une voie intermédiaire entre une critique radicale de la technologie et son acceptation acritique. Nous avons aussi insisté sur la nécessité de remettre en question les tendances néomalthusiennes, qui s'appuient sur une fausse «naturalisation» de limites qui dépendent de facteurs sociaux.

Pour mettre en œuvre ce projet et ces critiques, nous avons esquissé quelques pistes plus concrètes. D'abord, nous avons souligné la nécessité d'un parti de masse fort, capable de porter des revendications populaires, de servir de point d'attache pour la majorité et de base arrière pour des mouvements plus radicaux. Ensuite, nous avons souligné la nécessité de tenir compte des luttes réellement existantes, en particulier celles contre l'impérialisme dans le Sud global.

Mais ces pistes «génériques» ne sont pas suffisantes, car il faut aussi s'attaquer de manière frontale aux forces fascistes et insister sur le rôle spécifique de l'antifascisme. Ici, nous avons argumenté que les écologistes, y compris dans les mouvements parlementaires, doivent se saisir de cette lutte. En parallèle, nous avons montré que l'antifascisme, lui aussi, doit prendre un sens plus large et s'adapter aux enjeux de la crise écologique en cours. Pour établir ce lien, nous avons montré comment les luttes en faveur des droits des personnes migrantes peuvent contribuer à l'émergence d'une telle écologie politique antifasciste.

Nous pouvons conclure avec une autre phrase lucide du Zektin Collective: «s'il y a bien une chose que ce livre a cherché à démontrer, c'est que plus les températures augmentent, plus ces deux fronts tendent à n'en former qu'un.»⁴¹⁰ Espérons que cet ouvrage puisse, à son échelle, contribuer à la victoire sur ces fronts qui n'en forment qu'un.

⁴¹⁰ Zetkin Collective, *Fascisme fossile*, op.cit., pp.235.

REMERCIEMENTS

Les idées de ce livre ont été élaborées à travers de nombreuses discussions avec des amis et amies de France et de Suisse qui se reconnaîtront. Je les remercie pour ces échanges stimulants. Ensuite, je tiens à remercier Timeo Antognini, Tom J., Gaël Grosch, Nicolas P., Romain S. et Gabriel Sikorowski, qui ont accepté de lire une première version de l'ouvrage. Leurs commentaires constructifs ont contribué à des améliorations significatives de celui-ci. Je tiens aussi à remercier ma sœur, ma mère et mon père pour leur soutien depuis le tout début. Enfin, je tiens à remercier de tout mon cœur Melanie, qui m'a, avec patience et amour, aidé à traverser la longue période de

développement de ce livre. Sans toutes ces personnes, cet ouvrage n'aurait pas vu le jour.

Ce livre a été imprimé en France

Dépôt légal: octobre 2025

